MV. L. 5498/2.

Conseil d'Etat — Raad van State
LEGISLATION — WETGEVING
25 SEP 1957

coordination(2)

ROYAUME DE BELGIQUE. KONINKRIJK BELGIE.

AVIS DU CONSEIL D'ETAT. ADVIES VAN DE RAAD VAN STATE.

Le CONSEIL D'ETAT, section de législation, deuxième chambre, saisi par le Ministre de la Justice, le 17 novembre 1956, d'une demande d'avis sur un projet de loi "sur la protection des mineurs", a donné le 10 juillet 1957 l'avis suivant :

De RAAD VAN STATE, afdeling wetgeving, tweede kamer, de 17e november 1956 door de Minister van Justitie verzocht hem van advies te dienen over een ontwerp van wet "op de bescherming van de minderjarigen", heeft de 10e juli 1957 het volgend advies gegeven :

Le projet tend à une refonte importante de la législation sur la protection de l'enfance, tout en poursuivant son oeuvre et en la complétant.

Analyse du projet.

Le très grand mérite de la loi du 15 mai 1912 est d'avoir soustrait l'enfant coupable aux juridictions pénales et aux peines que celles-ci appliquent, pour le confier à des juges spécialisés qui prendraient à son égard des mesures de garde, d'éducation et de préservation. Il est aussi d'être venu en aide à l'enfant malheureux par l'organisation de la déchéance de la puissance paternelle dans le chef des auteurs indignes et la destitution des tuteurs.

La loi de 1912 marque une étape décisive dans l'évolution des juridictions répressives et civiles. Les éloges ne lui ont pas été ménagés. Dans le rapport qui précéda le vote par la Chambre luxembourgeoise des députés de la loi du 2 août 1939 sur la protection de l'enfance, il était encore souligné que le projet en discussion suivait la législation belge "la plus récente et la plus parfaite en la matière" (Mémorial 1939, p.777).

Et cependant la loi n'est pas exempte d'obscurités; elle suscite des critiques.

Si elle se préoccupe de garder et d'éduquer l'enfant coupable, si elle secourt l'enfant malheureux par la déchéance de ses auteurs et tuteurs, elle ne s'attache guère à la recherche de la cause des maux et des moyens de les pallier.

.../...

Voulant combler ces lacunes, le projet ne se borne pas à affirmer l'irresponsabilité pénale des enfants et à organiser la déchéance des parents indignes; mais il recherche pour l'anéantir, l'origine du double fléau. Pour lui la délinquence juvénile et la souffrance des enfants malheureux sont presque toujours les deux effets d'une cause unique : le milieu familial et social. Le projet combat à la fois les effets et leur cause par l'éducation et la préservation des enfants coupables ou malheureux, par la déchéance des mauvais parents ou tuteurs et par l'amélioration de la famille. Il confie cette triple mission d'une part à une juridiction nouvelle : le "tribunal provincial des mineurs" qu'aideront dans sa tâche deux organismes : le "service social" et le "comité cantonal", et,d'autre part,au tribunal de première instance.

Chacun à sa manière, isolément ou simultanément, ces quatre organes pourront entrer en action lorsqu'un enfant sera en danger, ou, pour citer le projet,"lorsque la santé, la sécurité ou la moralité d'un mineur est mise en danger soit par le milieu où il est élevé,soit par les activités auxquelles il se livre" (articles 1er, 4, 1°, 30 et 37).

Si le danger couru par le mineur de moins de vingt et un ans est bénin, le "comité cantonal" (article 1er), composé d'une dizaine de personnes non rémunérées et présidé par le juge de paix, tentera d'y porter remède en améliorant le milieu familial, s'il en est requis par le mineur, sa famille, le tribunal provincial ou le ministère public. Il est loisible au comité de demander l'aide du "service social", mais il ne peut accomplir sa mission que par la voie de conseils ou de suggestions dénués de caractère obligatoire.

.../...

S'il échoue, il préviendra le ministère public de son échec.

Le tribunal provincial intervient si l'affaire est plus grave et il apprécie souverainement cette gravité. Recruté au sein du tribunal de première instance du chef-lieu provincial, ce tribunal, composé d'une ou plusieurs chambres à juge unique, effectif ou suppléant, siégera en principe au chef-lieu de chaque province avec un ou plusieurs substituts du procureur du Roi, juges d'instruction, greffiers, secrétaires et employés (article 2). Trois tribunaux d'appel recrutés au sein des trois cours d'appel siégeront à Bruxelles, à Gand et à Liège (article 2).

Si la santé, la sécurité ou la moralité d'un enfant de moins de dix-huit ans est mise en danger par son milieu ou par ses propres activités (article 4, 1°), s'il mendie, vagabonde, ou s'il se livre à la prostitution ou à la débauche (article 4, 2°), s'il mécontente gravement sa famille par son inconduite ou son indiscipline (article 4, 3°), ou s'il commet une infraction (article 4, 4°),le tribunal peut, à son choix, prendre une des onze mesures "de garde,d'éducation et de préservation" qui sont prévues par l'article 5 et dont la durée est toujours indéterminée.

Les applications de l'article 4, 1°, sont susceptibles d'être étendues aux cas que prévoit le même article sous les numéros 2 à 4 . Si un enfant, par exemple, se livre à la débauche mais que l'élément d'habitude exigé par l'article 4, 2°, fasse défaut, le juge peut néanmoins ordonner son internement en invoquant l'article 4, 1°.

.../...

Aussi bien l'article 4, 1°, revêt dans le projet une importance singulière. Il ouvre au tribunal des mineurs la voie de l'intervention préventive à l'égard des enfants qui, sans pouvoir être tenus pour coupables, sont cependant exposés à commettre des infractions en raison des circonstances où ils se trouvent. Ainsi l'article 4, 1°, aboutit-il à une assimilation de l'enfant coupable et de l'enfant malheureux, également victimes du milieu où ils vivent. Les mêmes mesures, de préservation et d'éducation, sont applicables à l'un et à l'autre.

Que l'enfant soit une victime innocente ou un être dangereux, que le danger qu'il court soit grave ou non, que la faute commise par lui soit bénigne ou criminelle, le juge choisit à son gré la mesure utile à l'enfant (article 5). Il peut se borner à la réprimande comme il peut également, jusqu'à la majorité du mineur, le faire surveiller, le confier à des tiers, le priver partiellement de sa liberté ou l'interner dans un établissement de l'Etat. Il peut aussi renoncer à toute mesure. Il peut encore, s'il estime inopportunes les mesures d'éducation, renvoyer le délinquant de plus de seize ans aux juges ordinaires (article 5, § 2). Il peut enfin mettre l'enfant criminel à la disposition du Gouvernement (article 6, § 1er) et prendre la même mesure à l'égard de l'enfant, coupable ou victime, qui se montrerait rebelle aux mesures d'éducation (article 6, § 2).

.../...

Les divers établissements où le juge peut placer l'enfant se distinguent les uns des autres dans l'article 5, par leurs dénominations, sans que le projet détermine le régime d'éducation qui y sera appliqué. Ces établissements sont soumis à l'agréation gouvernementale (article 22). L'article 25 prévoit que le Ministre de la Justice "fait inspecter les placements". Les frais d'internement de l'enfant sont à la charge de ses parents et l'emploi de son salaire est arrêté par le Ministre (articles 26 à 29).

Quel que soit la mesure qu'il ait prise, le juge peut toujours la modifier d'office (article 7). Il doit réexaminer la décision originaire à la demande du ministère public, du mineur ou de sa famille. Et pour permettre au juge de procéder en pleine connaissanc de cause à cette revision spontanée ou provoquée, le projet lui confie la surveillance de tout enfant, libre ou interné, qui, à l'exclusion de la réprimande, a fait l'objet d'une des dix autres mesures prévues par l'article 5 (article 9). Cette surveillance, qui ne peut cesser qu'à la majorité de l'enfant, est exercée, sous l'autorité du tribunal, par le "service social". Ce service, organisé près de chaque tribunal provincial et composé de "délégués permanents à la protection des mineurs", nommés et révoqués par le Ministre de la Justic est à la disposition du tribunal, du ministère public et du comité cantonal "pour toutes missions d'informatio de placement et de surveillance des mineurs" (article 3).

Telles sont les règles de fond de la nouvelle juridiction pour enfants.

.../...

En principe ces règles de fond sont appliquées en suivant les voies de la procédure correctionnelle même s'il s'agit de juger un enfant malheureux (article 11). Mais cette règle générale subit des exceptions. D'une part,le rôle du juge d'instruction dans la procédure préparatoire est réduit et celui de la chambre du conseil, supprimé (article 12, § 2). D'autre part, la constitution de partie civile est supprimée (article 13, § 5) pour que des questions d'intérêt matériel ne distraient pas le juge de sa mission. En revanche, le jugement ne pourra pas être invoqué devant la juridiction ultérieurement saisie de l'action en responsabilité (article 13, § 5).Enfin, le tribunal provincial ne peut être saisi que par :

1° la citation du ministère public;

2° l'ordonnance du juge d'instruction;

3° la plainte de la famille ou

4° la comparution volontaire du mineur sur simple avertissement (article 13).

Quel que soit le mode suivant lequel il est saisi, le juge ne peut statuer sans entendre le ministère public (article 13, § 3).. Toute décision du tribunal, à l'exception des mesures d'exécution ne comportant aucune aggravation de la situation du mineur, est susceptible d'appel de la part du ministère public, de l'enfant et de sa famille (article 18).

.../...

Tant que le jugement ou l'arrêt n'est pas rendu, le tribunal provincial ou le tribunal d'appel peuvent prendre à l'égard du mineur, coupable ou victime, des "mesures de garde", dont la nature et la durée sont laissées à leur discrétion et qui ne sont soumises à aucun contrôle (articles 15 à 17). En cas d'urgence, ces mesures peuvent être prises par le juge d'instruction et le ministère public, sauf à en donner immédiatement avis au tribunal provincial (article 16).

Lorsque l'enfant mendie, vagabonde, se prostitue ou se livre à la débauche, lorsque sa conduite est mauvaise, lorsqu'il commet une infraction ou, d'une manière générale, lorsque sa santé, sa sécurité ou sa moralité sont en danger (article 4), le tribunal peut prendre à son égard diverses mesures. Mais il peut aussi dans les mêmes circonstances, lorsque la famille est au moins partiellement responsable de cette situation soumettre les personnes qui ont la garde du mineur à "l'assistance éducative" (article 30). Cette mesure consiste à placer ces personnes sous la "tutelle" d'un "délégué à la protection des mineurs", qui, sous le contrôle du juge, s'efforcera d'améliorer le milieu familial et à qui elles obéiront en tout ce qui concerne l'enfant (article 34). La procédure correctionnelle s'applique ici également (article 33). Le tribunal ne peut être saisi de l'action d'assistance éducative que par le ministère public ou par la comparution volontaire des personnes qui doivent en faire l'objet (article 30).

.../...

Enfin si la santé, la sécurité ou la moralité de l'enfant sont mises en péril, par l'abus d'autorité, l'inconduite notoire ou la négligence grave du père ou de la mère, ou par les mauvais traitements qu'ils lui infligent, non seulement le tribunal provincial peut soumettre l'enfant à l'une des mesures prévues à l'article 5, mais en outre et simultanément, le tribunal civil pourra, en suivant la procédure correctionnelle, qui permet au juge d'avoir un contact direct avec le justiciable, déchoir totalement ou partiellement de la puissance paternelle le parent coupable, à l'égard de tous ses enfants ou de l'un d'eux (articles 37 à 39). Lorsque cette décision a été prise par le tribunal de première instance, le tribunal provincial des mineurs désigne la personne qui exercera les droits dont la déchéance vient d'être prononcée. Ce tribunal peut à tout moment modifier le choix qu'il a fait (article 41).

En conclusion, le projet se distingue de la loi de 1912 par les principales innovations suivantes :

1° la création de juridictions et de services nouveaux;

2° l'organisation au profit de la famille, d'une action préventive et sociale;

3° l'élévation de la majorité pénale à 18 ans;

4° la suppression de la déchéance obligatoire de la puissance paternelle;

5° l'application de la procédure pénale à l'action en déchéance;

6° l'application de la loi aussi bien à l'enfance malheureuse qu'à l'enfance coupable;

7° l'extension de la compétence du juge, résultant surtout de l'application de la loi aussi bien à l'enfance malheureuse qu'à l'enfance coupable.

+

OBSERVATIONS GENERALES.

I. Les pouvoirs du tribunal provincial et le principe constitutionnel de la liberté individuelle.

Les pouvoirs sur les mineurs que le projet confère au tribunal provincial, en d'autres mots, au juge unique qui, en définitive, le constitue, sont extraordinairement étendus et dépassent considérablement ceux que donne au juge des enfants la loi de 1912.

Si l'extension de ces pouvoirs tient partiellement au relèvement de l'âge des mineurs ressortissant au tribunal, elle tient surtout aux éléments suivants :

. L'intervention du tribunal ne sera plus, à l'avenir, subordonnée à l'accomplissement d'un acte répréhensible par le mineur. Le tribunal pourra prendre l'une des onze mesures qu'énumère l'article 5 à l'égard de n'importe quel mineur, dès le moment où il jugera que la santé, la sécurité ou la moralité de celui-ci est mise en danger soit par le milieu où il est élevé, soit par les activités auxquelles il se livre.

L'article 13, § 1er, 1°, du projet consacre la possibilité pour le tribunal d'être saisi par la voie de la "comparution volontaire sur simple avertissement". S'il faut entendre par là, la pratique que certains juges des enfants ont cru, à la suite d'une circulaire du Ministère de la Justice du 1er mars 1913, pouvoir fonder sur l'article 35 de la loi de 1912, il implique,

.../...

en effet, l'attribution au tribunal du pouvoir de se saisir d'office et à tout moment du cas d'un mineur; partant, de celui de dégager les faits dont il aura à connaître et autour desquels se nouera "le contrat judiciaire", ainsi que celui d'apprécier lui-même l'opportunité de son intervention.

Le tribunal pourra, à son gré, à l'égard des mineurs qui n'ont aucun acte répréhensible à se reprocher, comme à l'égard des autres, procéder jusqu'à leur majorité à la revision répétée des décisions qu'il aura prises, pour les adapter aux circonstances, quel que soit l'effet qui puisse en résulter sur la liberté individuelle du mineur.

Ainsi le projet ouvre-t-il largement à la juridiction pour mineurs la voie de l'action préventive. Pour faire échec aux circonstances qui exposent la moralité, la santé ou la sécurité d'un mineur et assurer sa sauvegarde, le juge disposera des mêmes moyens d'intervention que ceux auxquels il peut recourir à l'égard du mineur qui aura commis une infraction, qui se livrerait à la débauche ou à la prostitution, ou qui donnerait, par son indiscipline ou son inconduite, de graves sujets de mécontentement à ses parents, à ses tuteurs ou aux personnes qui en ont la garde.

On ne saurait, sans doute, y voir un illogisme, puisque déjà en vertu de la loi en vigueur les mesures que le juge peut prendre dans ces derniers cas sont, non des peines - l'accord s'est fait sur ce point -, mais des mesures de garde, d'éducation et de préservation.

.../...

Il n'empêche que des pouvoirs qui permettent au juge de déterminer aussi discrétionnairement et les cas de son intervention et la mesure à prendre, posent le problème de leur compatibilité avec les articles 7 et 9 de la Constitution.

Une jurisprudence fondée sur une interprétation extensive du chapitre II de la loi de 1912 a suscité depuis de nombreuses années de vives critiques de ce point de vue.

Divers juges des enfants, impressionnés davantage par les besoins de l'enfance en matière de protection et par la substitution d'un régime de mesures de garde, d'éducation et de prévention, au régime des peines d'avant la loi de 1912, ont systématiquement interprété le chapitre II de la loi en vigueur de manière à s'attribuer, dans le but le plus noble, les pouvoirs d'intervention les plus larges possibles.

D'étape en étape cette voie a conduit certains praticiens à interpréter les dispositions du chapitre II comme un énoncé d'occasions pour le juge d'intervenir, plutôt que la détermination rigoureuse de causes d'intervention. Elle a conduit aussi à saisir le juge "par comparution volontaire" sur invitation de sa part, moyen qui se rapproche singulièrement de l'intervention d'office

.../...

Plus d'un juriste s'est inquiété de cette évolution.

Mlle Aimée RACINE, professeur à l'U.L.B., y a consacré une étude approfondie dans la Revue de droit pénal et de criminologie en 1935, sous l'intitulé : "Maintien ou abandon de la règle nullum crimen, nulla poena sine lege dans les juridictions pour enfants". Elle y qualifie le pouvoir du juge des enfants tel qu'il apparaît à la lumière de la pratique de "quasi-souverain" (p.149).

Dans la mercuriale qu'il a prononcée à l'audience solennelle de rentrée de la Cour d'appel de Bruxelles, le 15 septembre 1950, M. OST, avocat général, invite la Cour à porter son attention sur l'ampleur insolite du pouvoir des juges des enfants. Il regrette non seulement la manière dont ce pouvoir est compris, mais aussi la confusion dans le chef du juge entre le pouvoir ordinaire de juridiction et celui que le juge met en oeuvre lorsqu'il intervient pour l'exécution de ses propres décisions, exerçant, à la vérité, un attribut normal de l'exécutif. Il déplore enfin les revisions auxquelles le juge peut à tout moment procéder, de ses propres décisions. "...Le juge des enfants est revêtu d'un pouvoir unique, inégalé et, pour ainsi dire, illimité.

Les attributs de la puissance paternelle lui appartiennent en fait. L'enfant lui-même n'a plus ni volonté ni personnalité... il n'est plus en réalité qu'un assujetti.

Ce pouvoir s'étend tout aussi bien dans le domaine judiciaire que dans le domaine administratif, car le magistrat est nanti des privilèges mêmes appartenant au Ministre".

.../...

Citant les travaux préparatoires de la loi, il ajoute: "Le juge n'est plus seulement appelé à juger, il exercera désormais aussi les pouvoirs que la législation actuelle confie au Ministre", et il termine cette partie de son exposé, emporté par sa conviction : "...Vraiment l'enfant prend les apparences d'une "chose" qui appartient au juge.. (Urbain OST, avocat général près la Cour d'appel de Bruxelles - De l'article 14 de la loi du 15 mai 1912 et du droit de grâce - Imprimerie administrative, pp. 22,23 et 24 - Traduction en langue française - Journal des tribunaux, 1950, pp. 618, alinéa 3, et 619, alinéa 1er).

M. P. HEUPGEN, qui fut juge des enfants à Mons, a condamné à son tour, sans cependant en appeler directement au prescrit constitutionnel, l'interprétation extensive dont fait l'objet la loi de 1912 : "Le chapitre II, a-t-il notamment écrit, a un caractère répressif dans l'intérêt de la société et comme toute disposition répressive elle doit être interprétée restrictivement" (Revue de droit pénal et de criminologie, 1926, p. 750).

Plus récemment, enfin, la Commission de la Justice du Sénat constatait : "... dans certains cas, les juges ont étendu très largement la pensée du législateur..." (Sénat, session 1951-1952, Doc. n° 31, p.4) et Mme VANDERVELDE déclarait en séance du Sénat : "Je crains la tendance des juges des enfants à l'omnipotence" (Sénat, session 1951-1952, Annales, séance du 21 février 1952. Cf. encore WAUTERS, Le droit pénal des jeunes délinquants. Les Novelles. Procédure pénale, t. III, pp.108 et suivantes. R. DECLERQ. L'interprétation des articles 13 à 16 de la loi du 15 mai 1912, relatifs à la compétence du juge des enfants. Annales de droit et de sciences politiques, t.XI, 1951, p. 135, édition GOEMAERE).

.../...

Les pouvoirs que le projet veut conférer au tribunal provincial des mineurs dépassent de beaucoup ceux que les interprètes les plus larges de la loi de 1912 en ont tirés.C'est donc avec une acuité accrue qu'ils soulèvent le problème de leur compatibilité avec les articles 7 et 9 de la Constitution.

M. l'avocat général OST rappelait que "le principe de la légalité établi par l'article 9 de la Constitution a consacré le triomphe des garanties modernes sur les privilèges des juridictions de l'ancien régime et a mis fin aux abus des interprétations analogiques du passé"; il critiquait, à cet égard, l'article 14 de la loi de 1912 (ibidem, p.19, Journal des tribunaux, p. 618, alinéa 2).

L'article 4, 1°, du projet, en autorisant le tribunal provincial à prendre une des mesures énumérées à l'article 5, dès que la santé, la sécurité ou la moralité d'un mineur est mise en danger soit par le milieu où il est élevé, soit par les activités auxquelles il se livre, abandonne, sans plus, au juge le soin de définir, dans chaque cas, le fait qui déterminera son intervention. Il aboutit, par surcroît, à vider de la plus grande partie de leur objet les autres dispositions de l'article, même lorsqu'elles se réfèrent à des faits, voire à des infractions légalement qualifiées. Le tribunal n'aura logiquement de raison de les invoquer à l'avenir que lorsqu'il jugerait nécessaire de marquer la responsabilité personnelle du mineur.

.../...

L'énumération des mesures que le tribunal peut prendre, est large et peu précise. Le projet s'en remet, en fait, à la sagesse du juge.

On peut certes imaginer que parmi les mesures privatives de liberté, une distinction soit établie entre les mesures qui ont pour objet l'arrestation et le châtiment d'un coupable et les mesures qui ont pour objet, soit l'intérêt de la société, soit celui de la personne dont la liberté est entravée. Dans cette interprétation, les articles 7 à 9 de la Constitution et les règles relatives à la liberté individuelle qu'ils garantissent ne s'imposeraient qu'à la loi pénale et seraient, en définitive, des textes de droit pénal (Cf., dans ce sens, ORBAN, Le droit constitutionnel de la Belgique, t.III, p. 357, n° 150 - Le Répertoire pratique de droit belge, v° Liberté individuelle, n° 5).

A cette interprétation, on objectera cependant que si le respect des règles qui garantissent la liberté individuelle ne s'imposait qu'aux lois pénales, les lois qui organiseraient des arrestations ou des détentions purement administratives n'y seraient point soumises. Or, c'est précisément pour se prémunir contre des excès du pouvoir exécutif que ces garanties furent instituées. Les règles constitutionnelles réagissent avant tout contre les lettres de cachet qui, considération importante, n'avaient aucun caractère pénal. Elles ont, en outre, été inspirées tant par l'institution anglaise de l'habeas corpus qui, en Angleterre, permet de s'opposer à toute détention arbitraire, pénale ou non, oeuvre ou non des autorités publiques, que par la règle

.../...

des anciennes chartes nationales, aux termes de laquelle "les citoyens doivent être traités par droit et sentence" (ORBAN, loc.cit., t. III, p. 324 - GIRON, Dict. de droit administratif et de droit public, t.II, v° Liberté individuelle, pp. 378 et 379).

Aussi bien si les garanties fixées par les articles 7 et 9 de la Constitution ne s'imposaient qu'en matière pénale et en vue de l'application de peines, elles perdraient grandement de leur valeur. Dans l'évolution du droit pénal où la mesure de garde ou de sécurité viendrait à remplacer la peine, ce péril serait particulièrement alarmant.

L'adaptation de la mesure à la personne du délinquant doit inévitablement tenir compte de ses caractères personnels et de son milieu. Ce régime n'est concevable qu'en accordant au juge un droit d'appréciation pratiquement discrétionnaire, ce qui serait de nature à énerver sinon à détruire la garantie que "nulle peine ne peut être établie, ni appliquée qu'en vertu de la loi".

Une politique de prévention des infractions peut elle-même, si elle s'accompagne de certaines mesures de préservation ou de garde, conduire à la méconnaissance d'un principe essentiel, à savoir que "nul ne peut être poursuivi que dans les cas prévus par la loi". Sans attendre l'accomplissement d'un acte prohibé par la loi, le juge, usant d'un pouvoir discrétionnaire, pourra priver de sa liberté une personne qui n'aurait commis aucun acte répréhensible.

.../...

L'intervention du juge ne suffit pas à assurer le respect des garanties qu'en matière de liberté individuelle le constituant a fermement établies et dont la justification demeure entièrement valable aujourd'hui.

Un arrêté du gouvernement provisoire contemporain de la Constitution éclaire d'une lumière particulièrement vive l'esprit dont participent les garanties en matière de liberté individuelle. Un arrêté du Prince souverain du 23 février 1815 avait donné le pouvoir au tribunal de première instance d'interner "les personnes qui, par perte d'esprit, dissipation grave, ou pour tout autre mauvais genre de conduite, ne peuvent être conservées dans la société, ou s'en sont rendues indignes et ce pour aussi longtemps qu'elles n'auront pas donné des preuves certaines d'amélioration". Le tribunal ne pouvait prononcer cet internement qu'à la requête du ministère public ou à la requête des parents, mais dans ce dernier cas le ministère public devait être entendu. L'internement ne pouvait être décidé pour plus d'un an, sauf à le prolonger mais toujours sur avis du ministère public. L'on pouvait enfin interjeter appel de la décision. Cet arrêté, qui contenait certaines garanties, devait du moins théoriquement donner de bons résultats. D'autre part, en faisant abstraction du problème de la liberté individuelle, ce règlement était légal car la loi fondamentale donnait à l'exécutif le pouvoir d'arrestation extraordinaire. Il n'avait, enfin, aucun caractère pénal car il s'agissait de mesures d'internement prises dans l'intérêt de la société et de l'interné. Or, par arrêté du 9 octobre 1830, le gouvernement provisoire l'abrogea en invoquant ce seul motif : "Considérant que l'arrêté du 23 février 1815 est attentatoire à la liberté individuelle".

.../...

Il est de fait que, pour garantir efficacement l'individu contre un retour aux errements du passé comme pour le préserver d'autres atteintes arbitraires à sa liberté par l'exécutif, les articles 7 et 9 de la Constitution ne pouvaient avoir, en 1831, que la signification suivante : quel que soit le but poursuivi par la loi, qu'il s'agisse de châtier un délinquant, de l'amender ou de faire un exemple, ou qu'il s'agisse de protéger la société, de guérir un asocial ou de protéger une victime, la loi qui a pour objet de priver un individu de sa liberté est soumise aux articles 7 et 9 de la Constitution qui exigent, par crainte de l'arbitraire : 1° que la loi indique avec précision les cas ainsi que la nature et la durée des mesures privatives de liberté, qu'elle se présente, en d'autres termes, d'une manière analogue en principe au droit pénal; 2° que cette loi soit appliquée par le pouvoir judiciaire .

Sans doute la Constitution utilisait-elle aux articles 7 et 9 des vocables tels que "poursuites", "délit" et "peine" auxquels un caractère pénal doit être reconnu.

Les constituants ignoraient, à la vérité, les progrès que devaient accomplir ultérieurement la médecine, la psychologie et la technique pénitentiaire, mais "il est dans la destinée des "lois de liberté" de s'appliquer dans la suite des temps à des hypothèses imprévues de leurs auteurs" (HAURIOU, Droit administratif, p. 30)

.../...

On pourrait être tenté de penser que les articles 7 et 9 de la Constitution sont sans application lorsque le législateur dispose à l'égard des mineurs pour le motif qu'étant soumis à la puissance paternelle ou, à défaut de celle-ci,à la tutelle, ils ne jouiraient pas de la liberté individuelle.

Cet argument ne vaudrait en tout cas qu'à l'égard de mineurs non émancipés, car la puissance paternelle de même que la tutelle prennent fin à l'émancipation. Or, celle-ci, il convient de le noter, peut intervenir tantôt à partir de quinze ans révolus, tantôt à partir de dix-huit ans accomplis, alors que le projet confère compétence au tribunal provincial des mineurs jusqu'à dix-huit ans accomplis, voire au delà de cet âge si le fait est antérieur,et maintient les mineurs sous l'autorité du tribunal jusqu'à vingt et un ans. L'argument ne pourrait donc servir qu'à justifier le projet pour partie.

Qu'il suffise de rappeler de plus, comme l'a fait il y a de nombreuses années déjà la Cour d'appel de Liège à propos de la liberté de conscience, que les dispositions constitutionnelles relatives aux Belges et à leurs droits concernent tous les Belges sans distinction d'âge (appel Liège, 5 mai 1909,Pas. 1909, II, p. 219).

Les mineurs jouissent, comme les autres Belges, aussi bien des droits que la Constitution reconnaît que des garanties dont elle entoure ces droits. Une incapacité que la nature elle-même impose durant l'enfance puis qu'un souci de protection requiert à partir de l'âge

.../...

de discernement, empêche simplement le mineur non émancipé d'exercer par lui-même ces droits. La puissance paternelle pourvoit à cette incapacité en même temps qu'elle donne aux parents des droits et des pouvoirs sur la personne et sur les biens de leurs enfants mineurs pour leur permettre de remplir leurs devoirs de parents. Supplétivement la tutelle y pourvoit également.

"La puissance paternelle n'est pas une création du droit civil, mais la confirmation d'un droit fondé sur la nature et qui, en raison des obligations de la procréation, comporte pour les père et mère pendant un certain temps et sous certaines conditions, la surveillance de la personne et l'administration des biens de leurs enfants" (Cass. 10 décembre 1931, Pas.1932, I, p.4).

Ce n'est pas parce que le mineur est incapable de faire valoir par lui-même les droits que la Constitution reconnaît à tous les Belges et parce que le détenteur de la puissance paternelle dispose du pouvoir de prendre dans certains cas et dans l'intérêt du mineur, des mesures qui seraient de nature à entreprendre sur ces droits, qu'on peut en déduire que le mineur n'en jouit pas avant sa majorité ou son émancipation, partant que le législateur peut s'abstenir de les entourer dans leur chef, et à l'égard d'autres que les père et mère, des garanties que la Constitution prévoit.

.../...

Selon leur lettre, les articles 7 et 9 de la Constitution exigent que toute loi qui a pour objet de priver un individu de sa liberté indique avec précision les cas et la durée de l'internement. Mais la loi du 15 mai 1912 sur la protection de l'enfance et les lois relatives au vagabondage, à la mendicité et à la défense sociale, témoignent d'interprétations législatives qui atténuent la rigueur du sens primitif du texte constitutionnel sur ce point. Aussi la signification actuelle des articles 7 et 9 de la Constitution semble-t-elle avoir évolué à cet égard comme suit :
Lorsque le législateur renonce aux règles ordinaires de la répression pour faire choix de méthodes qui abandonnent la liberté des individus à la discrétion d'un juge, il a l'obligation constitutionnelle d'entourer le pouvoir discrétionnaire qu'il crée de garanties telles qu'il ne puisse devenir arbitraire.

Appliqués strictement par la loi à un être en pleine croissance, en pleine formation tel que l'enfant, les principes relatifs à la sauvegarde de la liberté individuelle dans leur signification primaire entraîneraient, l'expérience le confirme, des effets malheureux, car empêcher le juge de faire le plus grand mal en lui imposant les règles classiques, c'est aussi l'empêcher de faire le plus grand bien. Trop préciser les cas d'internement pour épargner le risque d'une intervention inconsidérée, voire arbitraire, c'est aussi diminuer un secours qui peut être déterminant pour l'avenir de l'intéressé. Un dilemme, dont la gravité n'a pas échappé au Conseil d'Etat, se posait au Gouvernement qui a pris parti.

.../...

Le projet a opté pour la protection et le relèvement des enfants, pour le caractère tutélaire et éducatif des institutions, quitte à sacrifier des garanties fondamentales difficilement compatibles avec les moyens à mettre en oeuvre. Cette prise de position peut aller de pair avec l'établissement des garanties qui s'imposent pour que l'esprit de la Constitution soit respecté. Elles consisteraient notamment à :

1° assurer aux enfants l'assistance obligatoire d'un avocat;

2° préciser la durée des internements;

3° enjoindre au tribunal de toujours entendre les parents;

4° ne pas permettre au tribunal d'appliquer les mesures prévues par l'article 5, 10° et 11°, lorsqu'il fonde sa compétence sur l'article 4, 1°;

5° permettre aux mineurs et aux parents et tuteurs de mineurs qui font l'objet d'une mesure de placement, de provoquer la revision de la décision dans un délai moindre que celui de trois ans prévu par l'article 7;

6° organiser une inspection périodique des établissements qui reçoivent des enfants par les parquets généraux près les cours d'appel, sans que cette mission puisse être déléguée.

.../...

II. Organisation judiciaire, compétence et procédure.

La loi de 1912 institue au sein de chaque tribunal de première instance un juge des enfants qui, avec l'assistance d'un officier du ministère public, est chargé du jugement des mineurs selon les distinctions que la loi établit. Le Roi choisit le juge des enfants, le procureur du Roi désigne les magistrats du ministère public et le président du tribunal désigne les juges d'instruction qui seront spécialement chargés des affaires concernant les enfants. Tous ces magistrats cumulent généralement ces attributions avec leurs attributions ordinaires au sein du tribunal (articles 11 et 12 de la loi du 15 mai 1912).

Soucieux qu'il est de développer la spécialisation et l'expérience des magistrats qui s'occupent de l'enfance, comme de grouper les organismes qui les secondent, le projet abandonne cette organisation pour créer le tribunal provincial des mineurs avec le territoire de la province comme ressort.

Le tribunal provincial des mineurs est composé de magistrats et de greffiers prélevés au sein du tribunal de première instance siégeant au chef-lieu de la province. Il est assisté de secrétaires et d'employés recrutés dans le personnel administratif de ces mêmes juridictions. Les fonctions de juge effectif au tribunal provincial sont exclusives de toute autre fonction judiciaire, mais il n'en est pas nécessairement ainsi pour les titulaires des autres emplois. Les autorités qui sont chargées de désigner les magistrats du ministère

public, les greffiers, les juges d'instruction, les secrétaires et les employés, déterminent dans chaque cas si leurs attributions au sein du tribunal provincial des mineurs doivent ou non être exercées concurremment avec leurs attributions habituelles.

Les officiers du ministère public exercent toujours leurs attributions, qu'elles soient ou non exclusives de leurs fonctions habituelles, sous l'autorité du procureur du Roi près le tribunal de première instance siégeant au chef-lieu de la province.

Cette organisation soulève la question de savoir si le tribunal provincial des mineurs est une juridiction distincte du tribunal de première instance siégeant au chef-lieu de la province, ou s'il n'en est, au contraire, comme l'institution du juge des enfants auquel il succède, qu'une branche. Le projet est muet sur ce point.

Si l'on considère que les juges composant le tribunal provincial des mineurs cessent de pouvoir exercer leurs attributions au sein du tribunal de première instance auquel ils appartiennent, que le tribunal a une compétence tant ratione materiae que ratione loci et ratione personae différente de celle du tribunal de première instance, qu'il est doté d'une organisation qui lui est, du moins en partie, propre et qui comporte l'intervention d'assesseurs sociaux dans de nombreux cas, on est fondé à en déduire qu'il s'agit d'une juridiction nouvelle et distincte du tribunal de première instance.

.../...

Il ne sera cependant pas nécessaire de modifier pour autant les dispositions de la loi du 20 avril 1810 relative à la discipline des membres de l'ordre judiciaire, ni celles du Code d'instruction criminelle relatives aux crimes et délits commis par des juges ou des officiers du ministère public dans ou en dehors de l'exercice de leurs fonctions, parce qu'il résulte clairement de l'article 2, § 6, du projet, que les magistrats affectés aux tribunaux provinciaux des mineurs continuent, même lorsqu'ils n'y exercent plus de fonctions, à appartenir au tribunal de première instance dans lequel ils ont été choisis. S'ils ne continuaient pas à appartenir à ce tribunal, il serait notamment sans utilité de prévoir que dans la mesure où la bonne administration de la justice l'exige et nonobstant les dispositions légales fixant le nombre des magistrats, le Roi peut, en vue d'assurer le service des tribunaux provinciaux pour mineurs, augmenter le nombre de juges et de substituts près les tribunaux de première instance dont le siège est fixé au chef-lieu d'une province.

La subordination que prévoit l'article 2, § 5, du magistrat du ministère public près le tribunal provincial des mineurs au procureur du Roi près le tribunal de première instance de l'arrondissement du chef-lieu de la province, constitue, dans cette organisation, une dérogation aux principes habituels. Si, comme tout l'indique, le tribunal provincial constitue une juridiction distincte du tribunal de première instance, cette subordination ne se justifie plus par l'appartenance à la même juridiction. Elle ne correspond pas non plus à une hiérarchie dans l'ordre des juridictions puisque les

.../...

décisions du tribunal provincial sont portées en degré d'appel, non devant le tribunal de première instance, mais devant la cour d'appel.

La subordination spéciale établie par le projet offre un double inconvénient : 1° elle introduit un intermédiaire entre le procureur général près la cour d'appel, auquel appartient la plénitude de l'action publique dans le ressort de la cour,et l'organe du ministère public près le tribunal provincial; 2° elle déroge à la compétence territoriale des tribunaux de première instance, en conférant au procureur du Roi près le tribunal de première instance siégeant au chef-lieu de la province, compétence pour veiller dans les autres arrondissements de la province à l'application de la loi sur la protection des mineurs, attribution que ses collègues institués dans ces arrondissements perdent à son profit comme au profit des magistrats du ministère public institués près le tribunal provincial.

En ce qui concerne l'organisation de la juridiction d'appel, le projet n'apporte guère de modification. Celle-ci demeure au sein de la cour d'appel à laquelle elle ressortit.

\+

\+ \+

La compétence ratione loci que le projet confère au tribunal provincial des mineurs dans les limites de la province est comparable à la compétence territoriale de la cour d'assises. Il se déduit de l'article 12, § 1er, alinéa 2, qu'elle se détermine, toutefois, exclusivement en fonction de "la résidence du mineur",lorsque celui-ci réside en Belgique.

.../...

Sont cependant aussi compétents pour intervenir, l'officier du ministère public près le tribunal provincial des mineurs du lieu où se produit la situation qui requiert son intervention et celui institué près le tribunal du lieu où le mineur est trouvé; mais ceux-ci doivent ultérieurement se dessaisir au profit de leur collègue près le tribunal compétent en raison de la résidence du mineur. Est, en outre, compétent pour intervenir, quitte à se dessaisir aussitôt en faveur de l'officier du ministère public institué près le tribunal provincial des mineurs, "le ministère public compétent en vertu des articles 23 et 24 du Code d'instruction criminelle", mais il semble bien résulter de la référence aux articles du Code d'instruction criminelle que cette dernière compétence n'existe qu'à l'égard des mineurs qui ont commis une infraction et non à l'égard des autres mineurs pouvant tomber sous l'application de la loi.

Un régime semblable est institué pour les juges d'instruction.

Ces modalités, qui consacrent à tout prendre l'interprétation donnée par la Cour de cassation des dispositions de la loi de 1912, ont pour effet, sauf dans le cas du tribunal provincial des mineurs compétent en raison de la résidence du mineur, de dissocier la compétence du ministère public et du juge d'instruction de celle du tribunal auquel ils appartiennent (Cass. 20 février 1933, Pas. 1933, I, 135).

.../...

En disposant, à l'article 4, alinéa 2, que la compétence du tribunal provincial doit être appréciée en raison de l'âge du mineur au moment des faits, le projet confirme une jurisprudence qui est actuellement bien établie (Cf. notamment Cass. 8 novembre 1943, Pas. 1944, I, 39 - Cass. 3 juillet 1944, Pas. 1944, I, 1942, et en matière de correction paternelle - Brux. 31 mars 1939, Rev. de droit pénal et de criminologie, 1939, p. 1531).

Pour la correction paternelle, le projet maintient la limite d'âge de 18 ans, qui est déjà celle de l'article 14 de la loi du 15 mai 1912. Les parents demeureront sans action à l'égard de leurs enfants dont l'inconduite se manifeste postérieurement au moment où ils atteignent cet âge. Telle n'était pas la situation sous l'empire des articles 375 et suivants du Code civil. Cependant des praticiens éminents tiennent pour une lacune de la loi de 1912 l'adoption de cette limite d'âge. Ils estiment qu'il faudrait la rétablir à 21 ans (WAUTERS, op. cit. n° 62, p. 136).

Pas plus que la loi de 1912, le projet ne permet au père de pardonner à l'enfant et d'obtenir qu'il soit éventuellement mis un terme à l'intervention du tribunal (OST, op. cit. p. 55).

+

\+ +

.../...

Le projet prévoit, à l'article 11 : "Les dispositions concernant les poursuites en matière correctionnelle sont applicables aux procédures visées par le présent chapitre, sauf les dérogations qu'il établit". Il reprend ainsi les termes de l'article 64 de la loi du 12 mai 1912 en les adaptant très légèrement.

L'article 33 rend l'article 11 applicable aux interventions du tribunal provincial des mineurs en matière d'assistance éducative, mais le projet omet de déterminer la procédure à suivre lorsque le tribunal est appelé à intervenir à la suite d'une décision du tribunal de première instance prononçant la déchéance de tout ou partie de la puissance paternelle. Cette omission devrait être réparée.

Le simple renvoi à l'article 11, auquel procède l'article 33, n'est d'ailleurs pas adéquat, car l'article 11 apporte à l'applicabilité de la procédure correctionnelle des restrictions qui sont propres au chapitre dont l'article fait partie.

La manière sommaire dont l'article 64 de la loi de 1912 a réglé la procédure applicable à la matière que la loi régit, a fait naître bien des difficultés. La procédure correctionnelle n'est, en effet, applicable que par analogie et la jurisprudence comme la doctrine s'est employée, non toujours sans peine, à déterminer au fur et à mesure où les difficultés apparaissaient, la manière dont elles devaient être résolues.

.../...

Dans la mercuriale qu'il a prononcée devant la Cour d'appel de Bruxelles le 1er octobre 1924, M. l'avocat général COLLARD déclarait à ce propos : "L'application des règles ordinaires de la procédure pénale à cette matière spéciale est de nature à soulever d'assez graves difficultés d'interprétation" et il ajoutait "notamment concernant la prescription de l'action en protection infantile, les confiscations, les explorations corporelles, l'application de l'article 39 de la loi, etc ... ". Il aurait pu compléter son énumération par la mention de la nature même de l'action mue devant le juge des enfants, car il y voyait une action civile en protection infantile, alors que l'accord semble s'être réalisé aujourd'hui pour y voir une action publique (COLLARD, Le tribunal pour enfants, Cour d'appel de Bruxelles, 1924, p. 11).

On note, d'ailleurs, à ce sujet également, dans le rapport complémentaire de la Commission de la Justice du Sénat sur un projet de loi tendant à modifier la loi du 15 mai 1912, la phrase suivante : "Le projet du Gouvernement et les observations qu'il a soulevées de la part de la Commission de la Chambre ont toutefois mis en évidence la regrettable imprécision de la procédure devant la juridiction pour enfants" (Sénat, session extraordinaire, 1939, doc. n°92, p. 4).

Ces difficultés ne feront que croître maintenant que la voie de l'intervention préventive est ouverte à la juridiction pour mineurs. Le projet impose, en outre, l'assistance éducative aux personnes qui ont la garde de mineurs et il prévoit la désignation de la personne qui, en cas de déchéance de la puissance paternelle, exercera les droits dont la déchéance aura été prononcée.

.../...

Les pouvoirs qui découleront du projet pour le tribunal provincial des mineurs sont, à la vérité, d'une importance et d'un caractère tels qu'ils justifient pleinement l'élaboration d'une procédure particulière à la matière, quitte à maintenir l'application de la procédure pénale pour les interventions des organes judiciaires de droit commun ressortissant aux juridictions correctionnelles. Il serait en tout cas indispensable que la loi déterminât le caractère de l'action qui sera mue devant la nouvelle juridiction pour les mineurs, car il est douteux que dans tous ces aspects elle puisse encore constituer l'action publique au sens de la loi du 17 avril 1878 contenant le titre préliminaire du Code d'instruction criminelle.

Le projet répartit en divers endroits et mélange entre elles les dispositions relatives à l'organisation du tribunal provincial des mineurs, à ses attributions et à la procédure. Il y aurait intérêt à réunir ces dispositions et à les grouper suivant leur objet dans un chapitre.

III. Déchéance de la puissance paternelle.

Le projet supprime la déchéance obligatoire de la puissance paternelle qu'institue l'article 1er de la loi du 15 mai 1912 et ne conserve que la déchéance facultative, laissée à l'appréciation du tribunal, dans les cas prévus à l'article 3, 1° et 2°, de la loi. Il supprime également la cause de déchéance prévue à l'article 3, alinéa 2, de la loi, en vertu de laquelle peuvent être

.../...

déchus de la puissance paternelle, à l'égard de leurs propres enfants évidemment, les tuteurs, même officieux, qui ont été condamnés à une peine criminelle comme auteurs, coauteurs ou complices d'un crime commis sur la personne de leur pupille. Il permet, en revanche, l'exclusion de la puissance paternelle non seulement de la mère qui épouse une personne déchue de la puissance paternelle, mais également du père en semblable circonstance.

En ce qui concerne la dévolution des pouvoirs sur l'enfant, dont la déchéance a été prononcée, le projet charge non plus le conseil de famille de désigner la personne qui les recueillera, mais "le juge des mineurs". Il faut entendre par l'expression "le juge des mineurs" le tribunal provincial des mineurs.

"Si un seul des parents a encouru la déchéance" dit l'article 41, § 1er, dernier alinéa, "le juge des mineurs désigne le parent non déchu, si l'intérêt du mineur ne s'y oppose pas".

En vertu de cette disposition, le tribunal devra, lorsque c'est le père qui a encouru la déchéance, désigner la mère chaque fois que l'intérêt de l'enfant ne s'y opposera pas, et ce ne sera que si une telle désignation devait être contraire à ses intérêts qu'il pourra recourir à une autre personne et s'écarter de l'ordre naturel.

Cette disposition ne distingue pas le cas où c'est le père qui est déchu de la puissance paternelle du cas où c'est la mère. Elle prévoit dans un cas comme dans l'autre, la désignation par le tribunal provincial de la personne qui exercera la puissance paternelle : cette personne sera le père ou la mère, suivant le cas, pour autant que l'intérêt de l'enfant ne s'y oppose pas. Le projet perd de vue que si la mère est déchue de la puissance paternelle, le père, qui a aussi la puissance paternelle et l'exerce même seul en vertu de l'article 373 du Code civil, continue à la posséder, accrue des droits que la mère était appelée à exercer avec lui. Lorsque la mère est déchue de la puissance

paternelle, on ne conçoit d'intervention du tribunal provincial des mineurs du vivant du père que lorsque celui-ci est absent, interdit, voire incapable de manifester sa volonté, mais alors ce ne sera que pour confier à un autre que lui la puissance paternelle que la mère détenait dans sa plénitude.

Si le dernier alinéa du § 1er de l'article 41 était maintenu tel que le projet l'énonce, il conférerait au tribunal provincial le pouvoir d'exclure le père de la puissance paternelle même lorsque le tribunal civil normalement compétent s'y serait refusé et ce, pour le seul motif que le maintien de la puissance paternelle dans son chef serait contraire à l'intérêt de l'enfant.

L'article 41 maintient, pour la gestion des biens des mineurs dont les parents sont déchus de la puissance paternelle, le régime de la loi de 1912 qui fait application des règles de la tutelle, bien que la déchéance ne donne pas ouverture à la tutelle.

Le dernier alinéa du § 1er de l'article 41 soustrait, toutefois, à ces règles la gestion des biens des mineurs lorsque la puissance paternelle est exercée par le père ou par la mère. L'alinéa fait ainsi disparaître une inégalité de régime que la loi de 1912 imposait à la mère détentrice de la puissance paternelle en la soumettant, comme les personnes étrangères, aux règles de la tutelle.

Le projet, enfin, ne reproduit pas la disposition constituant le dernier alinéa de l'article 5 de la loi de 1912, en vertu de laquelle, lorsque la mère n'est pas désignée pour remplacer le père déchu de la puissance paternelle, il doit être procédé pour tous les actes du mineur spécialement subordonnés par la loi à un consentement, comme si la mère faisait défaut. Cette conséquence légale de la non-désignation est critiquée en raison de son caractère de déchéance indirecte.

.../...

EXAMEN DES ARTICLES.

Article 1er.

Les articles 1er, 2 et 3 du projet sont fort longs. Ils contiennent de nombreuses subdivisions. Si les paragraphes étaient remplacés par des articles, la présentation matérielle de la loi serait améliorée. D'autres articles, d'ailleurs, soulèvent la même observation.

Article 2.

Aux termes de l'article 2, le tribunal provincial a son siège au chef-lieu de la province, mais le Roi peut décider qu'une chambre du tribunal tiendra ses audiences au chef-lieu d'un autre arrondissement judiciaire.

Selon cet article, seules les audiences se tiennent au chef-lieu de l'autre arrondissement. Cependant, suivant l'article 18, § 2, du projet, si une décision est rendue par une chambre du tribunal qui tient en permanence ses audiences au chef-lieu d'un arrondissement judiciaire, l'appel est interjeté au greffe de cette chambre.

Ce texte de l'article 18 implique, ainsi, qu'il y a au chef-lieu de cet arrondissement une véritable section du tribunal avec un greffe et vraisemblablement un ministère public et un juge d'instruction distincts qui, bien que relevant des autorités judiciaires du chef-lieu de la province, exerceront leur activité en permanence au chef-lieu de l'arrondissement judiciaire.

.../...

Le projet devrait faire disparaître cette discordance et préciser l'organisation de la section du tribunal provincial ainsi détachée de façon permanente

Article 3.

Cet article traite des délégués permanents à la protection des mineurs. En vertu des alinéas 4 et 5 du § 1er et du dernier alinéa du § 2, il s'agira dorénavant d'un service hiérarchisé au sein du Ministère de la Justice dont le Roi devra déterminer l'organisation et le statut. Il est donc superflu de dire que ces délégués sont placés "sous la direction d'un chef responsable".

Article 4.

Il résulte des articles 4, alinéas 1er et 2, et 5, § 1er, que le tribunal provincial n'est compétent que si le mineur a moins de 18 ans au moment des faits et n'a pas atteint 21 ans au moment du jugement. Ces précisions devraient être apportées à l'article 4.

La règle est facile à appliquer quand il s'agit de faits précis constatés dans le chef du mineur à un moment déterminé. Il en est autrement dans le cas des enfants dont la santé, la sécurité ou la moralité est mise en danger, soit par le milieu où ils sont élevés, soit par les activités auxquelles ils se livrent. Tel que le texte est rédigé, il permettrait au juge de placer des enfants de 18 à 21 ans en se fondant sur ce que la situation prévue par l'article 4, 1°,

.../...

a existé avant que ces enfants n'aient atteint 18 ans. Or, telle ne semble pas être l'intention du Gouvernement puisqu'il a estimé nécessaire d'insérer dans l'article, un alinéa 3 aux fins de permettre au tribunal provincial des mineurs de faire application de l'alinéa 1er, 1° et 2°, aux mineurs de plus de 18 ans dont le père ou la mère a encouru la déchéance de la puissance paternelle.

Article 5.

Cet article énumère les mesures qui peuvent être prises à l'égard des mineurs. L'exposé des motifs précise que "aucune idée de gradation basée sur la gravité des faits commis par le mineur n'inspire cette énumération". Ce système permet donc au tribunal provincial, après avoir enlevé un enfant à sa famille, de prendre à son égard n'importe laquelle des mesures prévues, y compris la privation de liberté, alors même qu'il n'a commis aucun fait répréhensible (cas de l'article 4, 1°, du projet).

Aux termes du dernier alinéa du § 1er, "le tribunal peut prononcer conditionnellement les mesures sous les n^{os} 3 à 11 en spécifiant les conditions qu'il met au sursis".

Ce texte est repris de l'article 23 de la loi de 1912, mais celle-ci ne permettait la condamnation conditionnelle que pour la mesure la plus grave : la mise à la disposition du Gouvernement. Le projet l'étend

.../..

à toutes les mesures autres que la réprimande ou la mise sous surveillance d'un délégué. En outre, la situation est différente du fait que le champ d'application du projet est beaucoup plus étendu que celui de la loi de 1912. La portée de cet alinéa devrait donc être précisée.

Il paraît certain que la condamnation conditionnelle que prévoit le projet n'est pas celle prévue par l'article 9 de la loi du 31 mai 1888 établissant la libération conditionnelle et les condamnations conditionnelles dans le système pénal, modifié par la loi du 14 novembre 1947.

En effet, dans le système de la loi de 1888, le juge n'a pas à indiquer les conditions qu'il met au sursis, étant donné que, seule, une nouvelle condamnation y met fin. Il s'agit donc plutôt d'une extension du système de l'article 23 de la loi de 1912.

L'application de l'article 23 a donné lieu à un arrêt de la Cour de cassation du 25 janvier 1921 (Pas. 1921, 228), pris sur réquisitoire du procureur général, agissant par ordre du Ministre de la Justice. Cet arrêt constate qu'un juge des enfants peut, tout en mettant un enfant conditionnellement à la disposition du Gouvernement, le placer dans une institution de bienfaisance.

Le Gouvernement désire-t-il donner la même portée au § 1er, dernier alinéa, de l'article 5 du projet et permettre au juge de prononcer simultanément deux des mesures prévues à l'article 5, l'une qui

.../...

serait exécutée, l'autre qui serait conditionnelle ? Dans ce cas, il serait utile que l'exposé des motifs, sinon la loi elle-même, indiquât que le texte a la portée donnée par la Cour de cassation à l'article 23 de la loi du 15 mai 1912, dans l'arrêt du 25 janvier 1921.

En tout état de cause, si la condamnation conditionnelle est de nature à produire un effet psychologique ou moral, on n'en aperçoit pas la portée juridique.

En effet, un arrêt de la Cour de cassation du 5 mars 1951 (Pas. 1951, 440), pris sur conclusions conformes de M. le premier avocat général HAYOIT de TERMICOURT, a cassé un arrêt de la Cour d'appel de Liège qui avait déclaré non recevable un appel interjeté contre une décision du juge des enfants pour le motif qu'elle n'était qu'une simple décision administrative prise en exécution du jugement prononcé antérieurement. M. le premier avocat général,qui concluait à la cassation, terminait son avis en ces termes : "N'est-il pas surtout inadmissible qu'une décision de l'espèce le juge des enfants puisse la prendre - comme l'admet l'arrêt attaqué - sans aucune forme de procédure, sans même entendre le mineur et l'inviter à s'expliquer sur les griefs relevés contre lui ? Or,c'est bien à cette conséquence qu'on est conduit, dès lors que le retrait du sursis n'est tenu que pour une simple mesure administrative", et la Cour de cassation décide que "faisant oeuvre de juge lorsqu'il accorde le sursis et en fixe les conditions, le juge des enfants agit nécessairement en la même qualité lorsqu'il décide que ces conditions ne sont pas remplies ou ne sont remplies que dans une mesure à ce point insuffisante que le retrait du sursis accordé doit être ordonné".

En conséquence, suivant la Cour de cassation, le retrait du sursis constitue un nouveau jugement soumis aux mêmes conditions de validité que le jugement antérieur. Etant donné que l'article 7 du projet permet au tribunal provincial de rapporter ou de modifier en tout temps les mesures prises, on ne voit pas très bien la différence entre une décision nouvelle plaçant le mineur dans un établissement de l'Etat, par exemple, et une décision par laquelle le tribunal constate qu'il y a lieu à retrait du sursis mis à l'exécution d'une décision antérieure de placement de ce mineur dans un établissement de l'Etat.

Cette distinction s'expliquerait d'autant moins qu'il s'agit de mesures d'éducation et que le tribunal doit choisir celle qui lui paraît le mieux convenir dans l'intérêt du mineur.

Articles 6 et 7.

Suivant l'exposé des motifs, "l'article 6 concerne les mineurs qui ont perpétré un fait qualifié crime". En réalité, ainsi qu'il résulte des précisions fournies par le délégué du Gouvernement, il aurait fallu dire : "L'article 6, § 1er". En effet, les §§ 2 et 3 concernent tous les mineurs.

.../...

Le § 2 permet au tribunal provincial de mettre à la disposition du Gouvernement, jusqu'à sa majorité, le mineur qui, placé dans un établissement de l'Etat, se montre rebelle aux mesures d'éducation et compromet gravement la discipline de l'établissement.

Suivant les intentions du Gouvernement, cette mise à sa disposition a pour effet de dessaisir définitivement le tribunal provincial. C'est pourquoi l'article 6, § 3, permet au Ministre de la Justice, soit de détenir le mineur, soit de prendre à son égard les diverses mesures prévues à l'article 5, à l'exception de la réprimande, et de faire ainsi ce qu'il incombait au tribunal provincial de faire avant qu'il ne se soit dessaisi.

Il existe cependant un cas où le tribunal provincial pourra se saisir à nouveau : c'est celui du mineur ayant commis un fait qualifié crime qui a été mis à la disposition du Gouvernement en application du § 2 de l'article 6. En cette hypothèse, le tribunal devra se saisir derechef avant la majorité du mineur pour décider s'il y a lieu de lui faire application du § 1er de l'article 6 et de le maintenir à la disposition du Gouvernement jusqu'à l'âge de 25 ans.

Les articles 6 et 7 devraient être complétés pour préciser la portée du projet sur ces points.

.../...

L'article 6, § 1er, pourrait être rédigé comme suit :

"Si le mineur a commis un fait qualifié crime, le tribunal provincial peut, tout en prenant une des mesures prévues à l'article 5, § 1er, ou en mettant le mineur à la disposition du Gouvernement, décider que la cause lui sera soumise à nouveau avant la majorité du mineur, en vue de mettre ou de maintenir celui-ci, s'il y a lieu, à la disposition du Gouvernement pour un terme qui ne pourra pas dépasser la vingt-cinquième année du mineur".

Quant à l'article 7, alinéa 1er, il pourrait être rédigé comme suit :

"Le tribunal des mineurs peut, en tout temps, rapporter ou modifier les mesures prises et agir dans les limites de la présente loi, au mieux des intérêts du mineur, sauf s'il a mis celui-ci à la disposition du Gouvernement".

Au § 3 de l'article 6, les mots : "de l'un des paragraphes précédents" sont inutiles;ils peuvent donc être omis.

L'article 7 appelle en outre les remarques suivantes :

A la lumière de l'exposé des motifs, on pourrait interpréter l'article 7 comme traitant uniquement de la revision des mesures prises par le tribunal des mineurs.

.../...

Il ressort toutefois, des termes mêmes de l'article 18, que le tribunal prend des ordonnances d'exécution "qui ne comportent pas une modification de la mesure prise". Le pouvoir de prendre de telles ordonnances n'est pas expressément prévu par le projet, mais il semble résulter de l'article 7, alinéa 1er, qui, non seulement autorise le tribunal des mineurs à rapporter ou à modifier les mesures prises, mais lui permet aussi "d'agir, dans les limites de la présente loi, au mieux des intérêts du mineur".

L'article 7, alinéa 1er, conférerait ainsi au tribunal le pouvoir de prendre des décisions de deux espèces :

1° des décisions de revision d'office qui, de même que les décisions qu'elles modifient, auront un caractère juridictionnel;

2° des décisions de pure exécution qui auront un caractère administratif (voir l'exposé des motifs au commentaire de l'article 18 in fine).

Tel est déjà le cas du juge des enfants dans le régime de la loi en vigueur (Cfr notamment Cas. 5 mars 1951, Pas. 1951, I, 440).

Article 8.

Selon cet article, dans la plupart des cas, le juge siégera avec deux assesseurs.

.../...

Pour la clarté, il serait préférable de rédiger l'article de manière à faire apparaître que si, normalement, le tribunal siège avec les assesseurs, lesquels ont voix consultative, il peut siéger sans eux lorsqu'il prend les mesures prévues sous les nos 1 et 2 de l'article 4.

Ce texte devrait figurer à l'article 2 qui traite de l'organisation du tribunal provincial.

A l'alinéa 1er, il serait préférable de remplacer les mots "article précédent" par "article 7".

A divers endroits, le projet utilise l'expression "juge des mineurs" pour désigner le tribunal provincial. Il y aurait lieu d'éviter cette discordance dans la terminologie.

Il suit des considérations qui précèdent, comme de celles formulées à propos des articles 6 et 7, que pour écarter l'hypothèse d'une modification des mesures prévues à l'article 6, le texte de l'alinéa 1er devrait être rédigé comme suit :

"Lorsqu'il prend une des mesures prévues par l'article 5, § 1er, 3° à 11°, ou qu'il procède à la revision de ces mesures par application de l'article 7, de même que lorsqu'il prend une des mesures prévues par l'article 6, le tribunal provincial des mineurs est assisté de deux assesseurs sociaux chargés de donner leur avis sur l'opportunité des mesures ou de la revision".

.../...

Article 10.

Cet article dispose que le mineur à l'égard duquel le tribunal prend une des mesures prévues à l'article 5 est, sauf dans le cas de l'article 4, 1°, condamné aux frais et, s'il y a lieu, aux restitutions.

L'article ne règle pas la question des frais résultant de la revision.

La matière des restitutions est traitée dans différents textes et notamment dans les articles 44 à 50 du Code pénal. Dans le projet, qui supprime la constitution de partie civile, le mot "restitution" a nécessairement un sens plus restreint et vise uniquement la restitution des choses saisies réglée par l'arrêté royal n° 260 du 24 mars 1936. Il serait donc préférable d'employer dans le texte l'expression : "restitution des objets saisis".

Le projet ne parle pas des confiscations. Dans les cas où la confiscation est une peine, elle ne peut être prononcée puisque le projet ne prévoit que des mesures d'éducation. Il en est de même lorsqu'elle est une mesure de réparation, puisque l'action civile ne peut plus être jointe à l'action publique. En revanche, lorsqu'elle constitue une mesure d'ordre public (arme prohibée, par exemple), il y aura lieu pour le tribunal provincial de la prononcer en se référant au texte spécial qui autorise cette confiscation.

.../...

Article 12.

Cet article détermine la compétence dans le chef du ministère public et du juge d'instruction.

Il faut remarquer qu'il traite tour à tour d'organes différents du ministère public. Tel qu'il est rédigé, le texte ne permet pas toujours de distinguer entre eux et devrait être remanié.

§ 1er. L'alinéa 1er devrait être précisé, étant donné qu'il résulte des renseignements du Gouvernement qu'il vise uniquement le ministère public près les divers tribunaux provinciaux. Il pourrait être rédigé comme suit :

"Sont compétents à l'égard des mineurs visés par la présente loi, le ministère public près le tribunal provincial :

1° de la résidence du mineur;

2° du lieu où le fait ou la situation visés à l'article 4 s'est produit;

3° du lieu où le mineur peut être trouvé".

L'alinéa 3 devrait former un paragraphe distinct puisqu'il y est question cette fois du ministère public près le tribunal de première instance.

A l'alinéa 3 les mots "compétents en vertu des articles 23 et 24 du Code d'instruction criminelle" devraient être remplacés par les mots "visés aux articles 23 et 24 du Code d'instruction criminelle",

.../...

car, dans le projet actuel, ces magistrats tiendront leur compétence non des articles auxquels il est fait référence, mais du présent article.

§ 2. Ce paragraphe vise l'intervention du juge d'instruction. Suivant les explications données par le délégué du Gouvernement, cette intervention est limitée aux cas où il y a infraction (article 4, 4°, du projet). Le texte devrait l'indiquer de façon précise.

L'alinéa 3 dispose que les ordonnances de non-lieu sont susceptibles "d'appel"; ce mot a la même signification que le mot "opposition" utilisé à l'article 135 du Code d'instruction criminelle.

Le dernier alinéa du § 2, qui règle une situation différente de celle des trois premiers alinéas, devrait faire l'objet d'un paragraphe distinct. Il conviendrait en outre d'y remplacer le mot "renvoyer" par le mot "transmettre". En effet, le juge se borne ici, en se dessaisissant, à délaisser directement l'affaire au ministère public près le tribunal provincial des mineurs et à lui faire parvenir le dossier de l'instruction à laquelle il a procédé.

.../...

§ 3. Ce paragraphe vise le cas d'un mineur impliqué dans les mêmes poursuites qu'un ou plusieurs prévenus justiciables des autres juridictions. Il prévoit le dessaisissement du juge d'instruction, ce qui indique que le mineur doit avoir commis une infraction et que le paragraphe n'est pas applicable lorsqu'on se trouve dans les cas prévus aux 1°, 2° et 3° de l'article 4.

Actuellement, l'article 20 de la loi du 15 mai 1912 dispose que, lorsque le fait commis par le mineur est connexe à un fait qui peut donner lieu à des poursuites contre un adulte, les poursuites seront disjointes et le mineur sera déféré au juge des enfants.

Il serait préférable de substituer au mot "impliqué", qui n'a pas une signification juridique précise, la notion de connexité à laquelle se réfère la loi de 1912.

Suivant le dernier alinéa, la disjonction "cesse" si le mineur est renvoyé devant la juridiction ordinaire. Il convient de dire : "Les causes seront à nouveau jointes si le mineur ..." On ne conçoit pas, en effet, une disjonction sous condition résolutoire.

.../...

Article 13.

Le § 1er de cet article règle les conditions dans lesquelles le tribunal est saisi. Il le serait, en premier lieu, "par la comparution volontaire sur simple avertissement" (article 13, § 1er, 1°). La formule prête à critique. En effet, la comparution volontaire est une comparution spontanée. Précédée d'un avertissement, elle risque bien, dans le fait, de perdre ce caractère au prix d'une équivoque. Le projet omet au demeurant de déterminer de quel organe doit émaner l'avertissement.

Sous l'empire de la loi en vigueur, mais, à la vérité, sans pouvoir faire valoir de justifications suffisantes, certains juges des enfants se sont autorisés de l'article 35 de la loi pour adresser eux-mêmes cet avertissement et se reconnaître ainsi le pouvoir de se saisir d'office.

Il est contraire aux conceptions juridiques admises dans notre pays qu'un tribunal se saisisse d'office. L'avertissement devrait donc émaner du ministère public et, dans ce cas, il se confond avec la citation car, pour offrir les garanties indispensables, il doit être motivé comme elle.

Trois voies demeureraient donc susceptibles d'être employées pour que le tribunal fût saisi : la citation du ministère public, régime de droit commun qui, à ce titre , devrait figurer en tête de l'énumération; l'ordonnance de renvoi prévue au § 2 de l'article 12; la requête du mineur ou de ses parents.

.../...

Le § 4 dispose que "le tribunal ne peut prendre de décision même quand il statue sur requête, comme il est prévu au 3° du § 1er du présent article, qu'après comparution volontaire ou citation du mineur et audition du ministère public".

Ce paragraphe permet, comme la loi actuelle, de statuer par défaut, puisqu'il suffit, pour que le tribunal puisse juger, que le mineur ait comparu ou ait été cité. Cette procédure aura pour effet d'empêcher, dans certains cas, l'examen médico-psychologique auquel l'article 14 impose de procéder avant la décision.

De la façon dont il est rédigé, le paragraphe 4 ne couvre pas toutes les décisions juridictionnelles que le tribunal peut prendre. En effet, si la phrase incidente : "même quand il statue sur requête comme il est prévu au 3° du § 1er du présent article ", permet d'englober les décisions de revision rendues à l'intervention du ministère public, du mineur ou de ses parents, puisque l'article 13, § 1er, 3°, renvoie à l'article 7, alinéa 2, elle ne comprend pas les revisions d'office prévues à l'article 7, alinéa 1er, qui, d'ailleurs, ne sont précédées ni d'une requête, ni d'un des autres actes énumérés à l'article 13, § 1er.

Dans l'interprétation littérale des textes, le tribunal provincial pourrait reviser d'office ses décisions sans entendre les mineurs et sans l'intervention du ministère public.

Telle n'est certainement pas l'intention du Gouvernement, puisque l'article 18 du projet n'exclut pas ces décisions des autres décisions de caractère

.../...

juridictionnel qui peuvent être déférées en appel au tribunal d'appel des mineurs.

Le texte devrait donc être modifié et rédigé de façon analogue à l'article 18.

Article 14.

Le second alinéa de cet article dispose in fine que le tribunal peut, en tout temps, convoquer le mineur, ses parents, son tuteur ou les personnes qui en ont la garde. Il résulte des renseignements donnés par le fonctionnaire délégué que, dans la pensée du Gouvernement, ces convocations ne peuvent être lancées que si le tribunal est déjà saisi de l'affaire.

Cette disposition a une portée générale. Elle traite d'une question différente de celle du texte qui précède. Elle devrait, dès lors, faire l'objet d'un alinéa séparé. Pour préciser que le tribunal doit déjà être saisi, cet alinéa pourrait être rédigé comme suit :

"Le tribunal une fois saisi, peut en tout temps ... ".

Articles 15, 16 et 17.

Ces trois articles traitent des mesures de garde qui peuvent être prises durant le cours de la procédure.

.../...

Ces articles ne donnent cependant au mineur aucune des nombreuses garanties qu'assure aux délinquants la loi du 20 avril 1874 sur la détention préventive. C'est ainsi que le mineur ne doit même pas être entendu avant d'être placé.

L'article 16 prévoit que le tribunal provincial est avisé des mesures de garde prises d'urgence par d'autres magistrats et qu'il "reprend" dès lors ses attributions. Etant donné que, dans certains cas, il ne les aura pas encore exercées, le mot "reprend" est inadéquat et devrait être remplacé par le mot "exerce".

Article 18.

Cet article organise l'appel des décisions du tribunal provincial.

D'après les explications données par le Gouvernement au Conseil d'Etat, l'appel a pour effet de dessaisir le tribunal provincial et de l'empêcher de modifier sa décision, par application de l'article 7, aussi longtemps que la juridiction d'appel n'a pas statué. Ce point devrait être précisé dans le texte, car il a donné lieu à contestation sous le régime de la loi actuelle (Bruxelles, 31 mars 1916, Pas.1917, 2,72).

.../...

Le projet étend le droit d'appel à toutes les mesures prises par le tribunal, à la différence de l'article 32 de la loi du 15 mai 1912 qui limite ce droit , tant du mineur que de ses parents, tuteurs ou personnes qui en ont la garde, aux décisions qui ont pour effet d'enlever l'enfant à ces derniers. Seules en sont exclues les ordonnances relatives à l'exécution d'une sentence antérieure, qui ne comportent pas une modification de la mesure prise et qui ne portent pas atteinte aux garanties prévues à l'article 45, c'est-à-dire, des ordonnances purement administratives, telles celles qui se bornent à désigner l'établissement dans lequel la mesure décidée par le juge sera exécutée. Cette extension du droit d'appel se justifie,étant donné qu'en vertu de l'article 9, § 1er, le mineur peut être soumis jusqu'à sa majorité à la surveillance du tribunal , même s'il n'a subi qu'une réprimande et qu'en vertu de l'article 7 le tribunal peut,à tout moment, modifier sa décision.

Pour le § 2, il y a lieu de se référer à l'observation faite à propos de l'article 2 et relative à la discordance entre ces deux dispositions.

Le § 3 est inutile dans la conception du projet, étant donné qu'il constitue un simple rappel de la procédure correctionnelle à laquelle renvoie l'article 11.

.../...

Il y aurait lieu de préciser au § 4, alinéa 2, pour la clarté du texte, qu'il s'agit du dessaisissement prévu par l'article 5, § 2.

Article 19.

Cet article règle la situation du mineur en cas de changement de résidence. Si le mineur a fait l'objet d'une décision définitive, c'est le tribunal provincial dans le ressort duquel se trouve sa nouvelle résidence qui devra désormais s'occuper de lui.

Il résulte des déclarations du délégué du Gouvernement que l'article vise uniquement le cas de changement de résidence du mineur consécutif au changement de résidence de ses parents ou des personnes qui en ont la garde, et non le cas du mineur confié par le tribunal provincial à une institution située dans une autre province.

Le texte devrait être précisé sur ce point.

Article 21.

Cet article reproduit le texte de l'article 35 de la loi de 1912. Il n'a pas pour portée de permettre au tribunal de se saisir d'office, mais de lui donner la possibilité de faire comparaître les parties devant lui quand il est déjà saisi.

.../...

Article 22.

L'article règle l'agréation des établissements qui recueillent habituellement des mineurs. Le projet ne définit pas l'expression "établissement" qu'il emploie . Elle a un sens large qui doit être mis en regard des différentes mesures que le tribunal provincial peut prendre à l'égard des mineurs suivant l'article 5 du projet.

D'après les explications données par le délégué du Gouvernement, les conditions d'agréation qui seront déterminées par le Roi ne pourront porter que sur les points visés à l'article 22 et le Ministre aura l'obligation d'agréer tout établissement qui remplirait les conditions d'agréation. Dans ces conditions, l'article devrait être rédigé comme suit :

"Article 22.-

Aucun établissement ne peut, d'une façon habituelle, recueillir des mineurs en application de la présente loi sans avoir été agréé à cette fin par le Ministre de la Justice.

Le Roi arrête les conditions de cette agréation. Celles-ci ne peuvent concerner que :

le personnel des services d'éducation, de formation professionnelle et d'administration;

les bâtiments et installations;

les soins, l'enseignement, la formation morale et professionnelle ainsi que le régime éducatif des mineurs.

Les établissements qui réunissent ces conditions ont droit à l'agréation".

.../...

Article 24.

Pour donner toutes garanties aux établissements agréés, il y aurait lieu de prévoir que le retrait d'agréation fera toujours l'objet d'une décision motivée.

Article 25.

Cet article dispose que le Ministre de la Justice "fait inspecter les placements". Etant donné que, par application des diverses dispositions de la loi, des enfants qui n'ont commis aucun acte antisocial vont être enlevés à leur famille pour être placés dans un autre milieu, cette inspection revêt une importance plus grande encore que sous le régime de la loi de 1912 et constitue une garantie essentielle de l'efficacité du projet.

Il conviendrait donc que la loi organise cette inspection ainsi que le fait l'article 21 des lois des 18 juin 1850 et 28 décembre 1873 sur le régime des aliénés.

Il serait souhaitable d'organiser, pour assurer aux intéressés les mêmes garanties qu'aux aliénés, une inspection calquée sur celle qui est appliquée à ceux-ci, comprenant à la fois une surveillance de l'autorité administrative et des parquets.

.../...

Si cette proposition était retenue, l'organisation de cette inspection devrait faire l'objet, à l'article 25, d'un alinéa distinct. Eu égard à la compétence provinciale du tribunal, cette mission devrait être confiée au parquet général près la Cour d'appel dans le ressort duquel se trouve cette juridiction.

Article 26.

Bien que le mot "emploie" figure déjà à l'article 40 de la loi de 1912, il serait plus adéquat d'y substituer le mot "affectation".

A l'alinéa 1er, pour répondre aux intentions du Gouvernement telles qu'elles apparaissent de l'exposé des motifs, il conviendrait d'ajouter aux mineurs qui font l'objet des mesures prévues à l'article 5, ceux qui sont mis à la disposition du Gouvernement.

A l'alinéa 3, qui fait allusion au versement "sur un livret de la Caisse d'épargne", il serait utile de préciser qu'il s'agit de la "Caisse générale d'épargne et de retraite".

Article 27.

Cet article utilise l'expression : "subsides journaliers d'entretien".

.../...

La loi de 1912 parle déjà, dans son article 41, de "subsides alloués pour l'entretien et l'éducation", mais, étant donné qu'on ne reprend pas textuellement cet article, il serait préférable de remplacer le mot "subsides" par le mot mieux approprié d'"indemnités".

En effet, il ne s'agit pas de subsides mais d'une indemnité forfaitaire correspondant aux frais d'entretien, indemnité dont l'Etat est tenu de faire l'avance, mais qu'il récupérera si le mineur ou ses parents sont solvables.

L'Etat étant tenu de faire l'avance, au lieu de "peuvent être alloués", il conviendrait de dire "sont allouées".

Articles 28 et 29.

L'article 28 , alinéa 1er, reproduit l'article 42 de la loi de 1912, modifié par la loi du 24 décembre 1948.

Tel qu'il est rédigé, il semble subordonner la naissance de la dette à la solvabilité des intéressés. Or, ce n'est évidemment pas la portée de l'article. Celui-ci signifie simplement que l'Etat poursuivra le recouvrement des frais à charge des mineurs ou de ceux qui leur doivent des aliments mais que, s'ils sont insolvables, l'Etat renoncera à agir contre eux et, par voie de conséquence, supportera les frais d'entretien du mineur.

.../...

C'est pourquoi il serait préférable d'adopter un texte s'inspirant de l'article 30 de la loi du 27 novembre 1891, texte qui exprimerait le contenu de l'article 28, alinéa 1er, et de l'article 29 du projet. Ce texte pourrait être rédigé comme suit :

"Le remboursement des frais d'entretien et d'éducation des mineurs résultant des mesures prononcées par le tribunal provincial ou le tribunal d'appel des mineurs, à l'exception de ceux résultant des mesures de placement prises en vertu des articles 15 et 18, § 4, est poursuivi en justice, soit à charge des mineurs, soit à charge de ceux qui leur doivent des aliments dans la limite de leurs ressources.

L'action se prescrit conformément à l'article 2277 du Code civil.

Toutefois, les frais ... (texte de l'alinéa 2 de l'article 28) ...".

Cet alinéa 2 de l'article 28 prévoit le cas où une action en déchéance de la puissance paternelle étant introduite, le tribunal provincial, sur base de l'article 42 du projet, place les enfants à titre provisoire. Si la demande de déchéance est rejetée, la mesure de placement est rapportée et l'Etat supporte les frais de ce placement.

.../...

Cette solution paraît logique mais on distingue mal pourquoi elle n'est pas adoptée lorsqu'il s'agit d'une mesure provisoire prise sur base de l'article 16 du projet et qu'ultérieurement, le tribunal provincial estime ne devoir prononcer aucune mesure à l'égard du mineur.

Article 29.

Cet article étant incorporé dans l'article 28, il en résulte une modification de la numérotation des articles suivants.

Article 30.

Cet article introduit la notion nouvelle d'assistance éducative, mesure qui se caractérise, suivant le § 2 de l'article, par la "tutelle" d'un délégué à la protection des mineurs. Bien que l'article 34 donne à ce délégué une autorité sur les parents, le mot "tutelle" paraît inadéquat et devrait être remplacé par le mot "assistance",qui figure d'ailleurs dans l'intitulé de la section.

Tel qu'il est rédigé, le texte exige pour qu'il puisse y avoir lieu à assistance éducative que la responsabilité au moins partielle des parents soit engagée. Cette assistance ne pourrait donc être ordonnée lorsque les dangers que peuvent courir les enfants au point de vue de leur sécurité, de leur santé ou de leur moralité, proviennent de la maladie ou de la misère des parents. Si l'intention du Gouvernement était différente, le texte devrait être modifié.

.../...

Article 31.

Cet article n'est pas suffisamment précis.

Suivant ces termes, le tribunal peut condamner aux frais la personne qui est l'objet de la mesure d'assistance éducative, mais il n'indique pas ce que sont ces frais. S'agit-il des frais de l'instance ou des frais de l'assistance ? L'emploi du verbe "pouvoir" a pour effet d'ailleurs de donner au juge un pouvoir d'appréciation . Or, suivant l'exposé des motifs, l'article 31 reproduit, en ce qui concerne les frais, la règle de l'article 10 qui, sauf dans le cas de l'article 4, 1°, fait de la condamnation aux frais une obligation pour le tribunal. Il existe ainsi une contradiction entre le texte et l'exposé des motifs.

Article 33.

Cette disposition, relative à la procédure, devrait être insérée avant l'article 32 qui traite de l'appel.

Article 34.

Il résulte de cet article que l'assistance éducative est exercée par l'administration et que le tribunal provincial est tenu au courant de la situation. Cependant celui-ci pourra ultérieurement être saisi pour l'application d'une des mesures prévues à l'article 5.

.../...

A l'alinéa 3, au lieu de "les personnes sous assistance", on dirait mieux : "les personnes soumises à l'assistance".

Article 37.

Le projet renonce , comme le relève l'observation générale n°III,à la déchéance obligatoire prévue par la loi du 15 mai 1912 pour adopter un régime de déchéance purement facultative. C'est pourquoi il abroge les articles 378, alinéa 2, et 382, alinéa 2, du Code pénal,aux termes desquels certaines infractions commises par les parents sur leurs enfants entraînent la déchéance obligatoire de la puissance paternelle.

L'article 4, alinéa 2, de la loi du 28 mai 1888 relative à la protection des enfants employés dans les professions ambulantes, prévoit une déchéance facultative de la puissance paternelle prononcée par la juridiction pénale. Etant donné que, suivant le projet, la déchéance devra toujours être prononcée par le tribunal civil, il y a lieu d'abroger cette disposition.

Article 38.

Cet article dispose que la chambre qui statue en matière de déchéance est composée de trois juges. En raison des modifications apportées à la loi sur l'organisation judiciaire par la loi du 25 octobre 1919, cette disposition n'est pas à sa place ici et doit être logiquement insérée dans cette loi.

.../...

Il y aura lieu, en conséquence, d'ajouter, dans le chapitre V du projet, aux dispositions modifiant les lois existantes, un article rédigé comme suit :

"L'article unique, III, de la loi du 25 octobre 1919, modifié par la loi du 7 août 1924, est complété, à l'alinéa 2, par les mots suivants :

3° les actions en déchéance de la puissance paternelle".

Article 39.

Cet article, qui s'inspire sur ce point de la loi du 29 février 1952 sur l'épuration civique, dispose qu'il sera procédé conformément aux règles de la procédure correctionnelle.

Le choix de cette procédure semble inspiré par le désir d'assurer la comparution personnelle et de réduire les frais.

Il n'est pas nécessaire d'appliquer la procédure correctionnelle pour atteindre ce résultat. Ce but pourrait être réalisé tout en se conformant aux règles de la procédure civile. Il suffirait d'exiger la comparution personnelle des parties sans qu'elles puissent se faire représenter par avoué et, pour les enquêtes éventuelles, d'appliquer l'article 294 bis du Code de procédure civile.

.../...

Article 41.

Le texte de cet article devrait être remanié à la lumière des observations générales II et III.

Article 43.

Ce n'est pas une faculté mais une obligation pour le ministère public de saisir le tribunal dès que la déchéance ne lui paraît plus se justifier. Par conséquent, à l'alinéa 1er, les mots "peut saisir" devraient être remplacés par le mot "saisit".

Article 44.

Cet article se réfère au "casier judiciaire". Le casier judiciaire est une création administrative que la loi elle-même ne prévoit pas. Il serait, dès lors, préférable de s'inspirer des termes de l'article 24 de la loi de 1912 pour les deux alinéas du § 1er.

Articles 47 à 51.

Ces articles traitent des peines qui peuvent être infligées à des adultes en raison d'infractions commises par des mineurs de moins de 16 ans. Ils reproduisent quasi textuellement la loi du 15 mai 1912 (articles 44, 45, 46 , 62 et 63) et l'âge fixé par

.../...

cette loi n'a pas été modifié. Ces articles ne seront donc pas applicables quand les mineurs en cause seront âgés de 16 à 18 ans au moment des faits.

Aux articles 47 et 48, il conviendrait, au lieu de se référer aux "peines de police", de mentionner celles-ci comme à l'article 49.

Il y a lieu d'observer, en ce qui concerne l'article 50, que la loi du 13 décembre 1889 a été coordonnée avec les lois des 10 août 1911 et 26 mai 1914, par arrêté royal du 28 février 1919. Cette précision devrait être donnée par le projet.

CHAPITRE V.

Ce chapitre comprend trois ordres de dispositions : certaines qui modifient des lois existantes (articles 52, 59 et 60), d'autres qui ont un caractère transitoire (articles 53 à 58) et, enfin, une disposition abrogatoire (article 61).

Il serait préférable de classer les dispositions suivant un ordre logique, en faisant figurer d'abord les dispositions qui modifient les lois existantes, puis la disposition abrogatoire et, enfin, les dispositions transitoires qui sont la conséquence du changement de législation et qui aménagent le passage du régime ancien au régime nouveau.

.../...

Article 52.

Il serait plus clair de rédiger cet article comme suit :

Article 52.

Les modifications suivantes sont apportées à la loi du 18 juin 1869 sur l'organisation judiciaire:

1° ...

2° ... ".

et ainsi de suite,en numérotant chaque modification apportée à la loi.

Au lieu d'ajouter un alinéa à l'article 136 de la loi du 18 juin 1869, le projet devrait modifier l'article lui-même de la façon suivante :

"1° L'article 136 est remplacé par la disposition suivante :

"Il y a des tribunaux militaires, des conseils de prud'hommes et des tribunaux provinciaux des mineurs dont l'organisation et les attributions sont réglées par des lois spéciales".

2° A l'article 224, il est inséré avant la rubrique "Conseil de guerre" le texte suivant : ... ".

Les dispositions qui ont pour objet de faire ressortir que le ministère public et le greffier conservent le traitement qui leur est actuellement alloué

.../...

sans aucune modification, ne sont pas nécessaires. Une déclaration dans l'exposé des motifs suffirait.

Articles 54 à 56.

Ces articles contiennent les dispositions transitoires essentielles.

L'article 54 vise le cas des mineurs qui, sous le régime actuel, ont fait l'objet d'une mesure prise par application des articles 13 à 19 et 22 de la loi du 15 mai 1912 ou qui ont été placés sous le régime de la liberté surveillée en vertu de l'article 25 de cette loi. Le tribunal provincial reprend, à leur égard, la compétence du juge des enfants.

Les articles 17, 18 et 19 de la loi de 1912 prévoient la mise à la disposition du Gouvernement. Sous le régime de cette loi, le juge des enfants a toujours la faculté de modifier la mesure qu'il a prise à l'égard de l'enfant qu'il a mis à la disposition du Gouvernement. Dans le système du projet, au contraire, le tribunal provincial qui a mis un mineur à la disposition du Gouvernement, est définitivement dessaisi. Il s'ensuit qu'en attribuant au tribunal

.../...

provincial la compétence du juge des enfants pour les mesures prises par ce magistrat, l'article 54 donne au tribunal provincial, pour les mineurs jugés suivant le régime de la loi de 1912, une compétence plus étendue que pour les mineurs auxquels est appliquée la loi nouvelle. Le texte devrait exprimer de façon expresse cette différence de compétence.

Aux termes de l'article 56, les juges des enfants continuent à traiter les dossiers dont ils seront saisis au moment de l'entrée en vigueur de la loi et continueront à appliquer la loi de 1912, sauf une dérogation prévue au troisième alinéa. C'est le seul article prévu pour régler le sort des affaires en cours, mais de nombreuses difficultés peuvent se présenter et ne sont pas résolues par cette disposition.

Il y a d'abord le cas du mineur de 17 ans qui a été renvoyé devant le tribunal correctionnel antérieurement à l'entrée en vigueur de la loi. Bien que le texte ne le dise pas, il semble qu'on puisse admettre par analogie avec la règle de l'article 56, que le tribunal correctionnel restera saisi et statuera sans tenir compte de la nouvelle loi.

A contrario, on pourrait déduire de cette règle que pour les faits antérieurs à l'entrée en vigueur de la loi, dont aucune juridiction n'a encore été saisie, le dossier sera traité par le tribunal provincial suivant la loi nouvelle. Suivant les déclarations données par le fonctionnaire délégué du Gouvernement, telle est bien la volonté du Gouvernement.

.../...

Pour éviter toute discussion, il serait préférable que cette intention soit exprimée de façon précise dans les dispositions transitoires.

C'est pourquoi, les articles 54 à 56 du projet pourraient être remplacés par les dispositions suivantes :

"Article 54.-

La présente loi est appliquée par les juridictions qu'elle crée aux faits et aux situations antérieurs au jour de son entrée en vigueur lorsque les juridictions compétentes avant cette entrée en vigueur n'en ont pas été saisies.

Article 55.-

Les procédures en cours au moment de l'entrée en vigueur de la présente loi et se rapportant à des faits tombant sous l'application de celle-ci, sont poursuivies devant les juridictions qui étaient compétentes pour en connaître au moment où elles en ont été saisies et restent régies par la législation qui était applicable à cette époque.

Les juridictions ainsi saisies restent compétentes pour statuer sur les intérêts civils même si la constitution de partie civile n'a pas encore eu lieu.

Toutefois, par dérogation aux articles 13 et 14 de la loi du 15 mai 1912, le juge des enfants et le juge d'appel des enfants sont autorisés, dès la publication de la présente loi, à prononcer une réprimande,

.../...

même si l'état habituel de mendicité ou de vagabondage du mineur est établi ou si le mineur, par son inconduite ou son indiscipline, donne de graves sujets de mécontentement à ses parents, à ses tuteurs ou aux personnes qui en ont la garde.

Article 56.-

La présente loi est appliquée par les juridictions qu'elle crée, aux décisions définitives prises en vertu de la loi du 15 mai 1912.

Par dérogation à cette règle, si un mineur a été mis à la disposition du Gouvernement sous l'empire de la loi du 15 mai 1912, cette mesure pourra être modifiée par le tribunal provincial".

Ces textes ont l'avantage d'envisager les différents cas qui peuvent se présenter et de leur donner une solution. L'expression "procédures en cours" vise toutes les affaires en cours depuis le moment où le juge de premier degré est saisi jusqu'au moment où la décision définitive intervient, éventuellement après cassation.

Article 59.-

Cet article apporte à la loi organique de l'enseignement primaire les modifications nécessitées par le projet.

.../...

Comme la loi organique a été coordonnée par un arrêté royal du 25 octobre 1921, c'est par référence à la coordination que les modifications doivent être apportées à la loi.

Il conviendrait, en outre, de citer les modifications dans l'ordre des articles de cet arrêté.

Enfin, il faudrait modifier également l'article 6, alinéa 1er, de l'arrêté de coordination (article 3, alinéa 3, de la loi du 18 octobre 1921), qui mentionne "le juge des enfants de l'arrondissement", l'article 10, alinéa 2, du même arrêté (article 4 de la loi du 18 octobre 1921), qui vise le "procureur du Roi", et l'article 11bis, alinéa 6, qui cite l'un et l'autre de ces magistrats.

Compte tenu de ces modifications, l'article 59 pourrait être rédigé ainsi qu'il suit :

"Article 59.-

Les modifications suivantes sont apportées aux lois organiques de l'enseignement primaire, coordonnées le 25 octobre 1921 :

1° à l'article 5, alinéa 2, les mots "juge des enfants" sont remplacés par les mots "tribunal provincial des mineurs";

.../...

2° à l'article 6, alinéa 1er, des mêmes lois coordonnées, les mots "juge des enfants de l'arrondissement" sont remplacés par les mots "tribunal provincial des mineurs";

3° à l'article 9, alinéa 3, des mêmes lois coordonnées, les mots "procureur du Roi près le tribunal de première instance de l'arrondissement judiciaire" sont remplacés par les mots "ministère public près le tribunal provincial des mineurs";

4° à l'article 10, alinéa 2, des mêmes lois coordonnées, les mots "procureur du Roi" sont remplacés par les mots "ministère public près le tribunal provincial des mineurs";

5° l'article 10, alinéa 4, des mêmes lois coordonnées est remplacé par la disposition suivante :

"Si parmi ces enfants ...(comme au § 3 de l'article 59 du projet) ...";

6° l'article 11, alinéa 1er, première phrase, des mêmes lois coordonnées est remplacé par la disposition suivante :

"Le chef de famille négligent ...(comme au § 4 de l'article 59 du projet) ...";

7° à l'article 11, alinéas 7 et 8, des mêmes lois coordonnées, les mots "procureur du Roi","juge des enfants" et "loi du 15 mai 1912" sont remplacés respectivement par "ministère public près le tribunal provincial des mineurs", "tribunal provincial des mineurs".et "loi sur le protection des mineurs";

.../...

8° l'article 11 bis, alinéa 3, des mêmes lois coordonnées, modifié par la loi du 15 mai 1929, est remplacé par la disposition suivante :

"Le chef de famille sans résidence fixe, à défaut de satisfaire à ses obligations, est dénoncé au ministère public près le tribunal provincial des mineurs de la province où il est censé avoir son domicile ou, à défaut de domicile connu, sa résidence. Il sera cité à comparaître devant le tribunal provincial des mineurs".

Article 61.

A l'article 61, 1°, l'énumération des textes qui ont modifié la loi du 15 mai 1912 est incomplète. Il y a lieu d'y ajouter :

1° l'arrêté royal du 14 août 1933 relatif à certaines publications légales, dont l'article unique, 25°, a abrogé l'article 65 de la loi du 15 mai 1912;

2° l'arrêté royal n° 301 du 30 mars 1936 portant modification des délais de procédure et de la loi du 28 juin 1889 concernant les exploits à signifier en matière pénale et fiscale, à des personnes non domiciliées en Belgique, dont l'article 3 modifie notamment l'article 9, alinéa 2, de la loi du 15 mai 1912;

3° la loi du 21 août 1948 supprimant la réglementation officielle de la prostitution, dont l'article 7, § 1er, modifie l'article 1er, 1°, de la loi du 15 mai 1912;

.../...

4° la loi du 29 décembre 1955 ouvrant des crédits provisoires à valoir sur les budgets de l'exercice 1956 et postposant la clôture des opérations d'établissement des impôts directs pour l'exercice 1955, dont l'article 6 déroge aux articles 10 et 41 de la loi du 15 mai 1912.

En ce qui concerne cette disposition, l'on pourrait considérer que, se trouvant insérée dans une loi budgétaire, elle n'a d'effet que pour un an au maximum, mais les exemples sont nombreux de dispositions permanentes inscrites dans les lois budgétaires.

L'article 61, 2°, devrait être rédigé comme suit :

"2° les articles 378, alinéa 2, et 382, alinéa 2, du Code pénal ...".

En outre, conformément à la remarque formulée à propos de l'article 37, il y aurait lieu d'ajouter un 3°, abrogeant l'article 4, alinéa 2, de la loi du 28 mai 1888.

Door het ontwerp wordt de wetgeving op de kinderbescherming in aanzienlijke mate omgewerkt, maar tegelijk ook voortgezet en aangevuld.

Ontleding van het ontwerp.

De wet van 15 mei 1912 heeft als zeer grote verdienste, in de eerste plaats dat zij het schuldige kind aan de strafrechter en aan de door hem uitgesproken sancties heeft onttrokken, om het toe te vertrouwen aan een gespecialiseerd rechter, die "maatregelen tot bewaking, opvoeding en behoeding" van het kind te zijner beschikking heeft; vervolgens dat zij het ongelukkige kind de hand heeft gereikt door het invoeren van voorzieningen, strekkend tot ontzetting van onwaardige ouders uit de ouderlijke macht en tot ontzetting van voogdij.

In de ontwikkeling van de gerechten voor burgerlijke- en strafzaken is met de wet van 1912 een beslissende stap gezet, en aan lofbetuigingen daarvoor heeft het dan ook niet ontbroken. Nog in het verslag dat de Luxemburgse Kamer van Volksvertegenwoordigers heeft gehoord alvorens aan de wet van 2 augustus 1939 op de kinderbescherming haar goedkeuring te hechten, heet het dat het behandelde ontwerp aansluit bij de Belgische wet, "de recentste en volmaaktste op dat gebied" (Memorial 1939, blz. 777).

Toch zijn er in de wet wel enkele duistere punten en is kritiek mogelijk.

./.

De stellers hebben gedacht aan bewaking en opvoeding van het schuldige kind, aan ontzetting van ouderlijke macht en voogdij ten behoeve van het ongelukkige kind, maar hebben nauwelijks aandacht besteed aan het opsporen van de oorzaak van het kwaad en van de middelen om het te bestrijden.

Om in die leemte te voorzien, bevestigt het ontwerp niet alleen de strafrechterlijke onaansprakelijkheid van het kind, organiseert het niet alleen de ontzetting van onwaardige ouders, maar tast het ook naar de wortel van de dubbele plaag om ze daar uit te roeien. Misdadige jeugd en ongelukkige jeugd zijn volgens het ontwerp vrijwel altijd twee gevolgen van één oorzaak : het huiselijk en maatschappelijk milieu. Gevolgen en oorzaak bestrijdt het ontwerp door opvoeding en behoeding van schuldige of ongelukkige kinderen, door ontzetting van slechte ouders of voogden en door verheffing van het gezin. Deze driedelige taak wordt enerzijds opgedragen aan een nieuwe rechtsmacht : de "provinciale rechtbank voor minderjarigen" terzijde gestaan door twee organen : de "maatschappelijke dienst" en het "kantonnaal comité", anderzijds aan de rechtbank van eerste aanleg.

Elk op zijn manier, afzonderlijk of samen, kunnen deze vier organen optreden wanneer een kind in gevaar verkeert of, zoals het ontwerp zegt, "wanneer de gezondheid, de veiligheid of de zedelijkheid van een minderjarige in gevaar wordt gebracht, ofwel door het milieu waarin hij wordt grootgebracht, ofwel door de bezigheden waarmede hij zich ophoudt" (artikelen 1,, 4, 1°, 30 en 37)

./.

Is het gevaar dat de minder dan eenentwintigjarige loopt niet zeer ernstig, dan tracht het "kantonnaal comité" (artikel 1), dat uit een tiental onbezoldigde personen bestaat en door de vrederechter wordt voorgezeten, het kwaad door verheffing van het gezinsmilieu te verhelpen indien de minderjarige, zijn familie, de provinciale rechtbank of het openbaar ministerie daarom verzoekt.

Het staat het comité vrij, de hulp van de "maatschappelijke dienst" in te roepen, maar zijn taak blijft beperkt tot het geven van raad en wenken zonder enig bindend karakter. Mislukt de poging, dan deelt het dit mede aan het openbaar ministerie.

Ernstiger gevallen staan ter kennisneming van de provinciale rechtbank, die soeverein over de ernst oordeelt. Deze rechtbank, waarvan de bezetting uit de rechtbank van eerste aanleg van de provinciehoofdplaats komt, heeft een of meer enkelvoudige kamers met een alleen-rechtsprekend (werkelijk of plaatsvervangend) rechter en houdt in principe zitting in de hoofdplaats van iedere provincie, met een of meer substituut-procureurs des Konings, onderzoeksrechters, griffiers, secretarissen en bedienden (artikel 2). Er zijn drie rechtbanken van beroep, waarvan de bezetting uit de drie Hoven van beroep komt : een te Brussel, een te Gent en een te Luik (artikel 2).

Wordt de gezondheid, de veiligheid of de zedelijkheid van een kind beneden de achttien jaar door zijn milieu of door zijn eigen bezigheden in gevaar gebracht

./.

Is het gevaar dat de minder dan eenentwintigjarige loopt niet zeer ernstig, dan tracht het "kantonnaal comité" (artikel 1), dat uit een tiental onbezoldigde personen bestaat en door de vrederechter wordt voorgezeten, het kwaad door verheffing van het gezinsmilieu te verhelpen indien de minderjarige, zijn familie, de provinciale rechtbank of het openbaar ministerie daarom verzoekt.

Het staat het comité vrij, de hulp van de "maatschappelijke dienst" in te roepen, maar zijn taak blijft beperkt tot het geven van raad en wenken zonder enig bindend karakter. Mislukt de poging, dan deelt het dit mede aan het openbaar ministerie.

Ernstiger gevallen staan ter kennisneming van de provinciale rechtbank, die soeverein over de ernst oordeelt. Deze rechtbank, waarvan de bezetting uit de rechtbank van eerste aanleg van de provinciehoofdplaats komt, heeft een of meer enkelvoudige kamers met een alleen-rechtsprekend (werkelijk of plaatsvervangend) rechter en houdt in principe zitting in de hoofdplaats van iedere provincie, met een of meer substituut-procureurs des Konings, onderzoeksrechters, griffiers, secretarissen en bedienden (artikel 2). Er zijn drie rechtbanken van beroep, waarvan de bezetting uit de drie Hoven van beroep komt : een te Brussel, een te Gent en een te Luik (artikel 2).

Wordt de gezondheid, de veiligheid of de zedelijkheid van een kind beneden de achttien jaar door zijn milieu of door zijn eigen bezigheden in gevaar gebracht

./.

(artikel 4, 1°), levert het zich aan bedelarij, landloperij, prostitutie of ontucht over (artikel 4, 2°), geeft het door wangedrag of onbuigzaamheid zijn familie ernstige redenen tot ongenoegen (artikel 4, 3°) of pleegt het een misdrijf (artikel 4, 4°), dan kan de rechtbank één der elf in artikel 5 bepaalde maatregelen "tot bewaking, opvoeding en behoeding" nemen, altijd voor onbepaalde duur.

De toepassingen van artikel 4, 1°, kunnen worden uitgebreid tot de gevallen door hetzelfde artikel omschreven onder 2° tot 4°. Van een kind dat zich bijvoorbeeld aan ontucht overlevert, zonder dat het door artikel 4, 2°, vereiste element van gewoonte voorhanden is, kan de rechter niettemin de internering gelasten op grond van artikel 4, 1°.

In het ontwerp is artikel 4, 1°, dan ook van bizonder groot gewicht. Het geeft de rechtbank voor minderjarigen gelegenheid tot preventief optreden ten opzichte van kinderen, die niet als schuldig kunnen worden beschouwd maar in zodanige omstandigheden leven, dat zij gevaar lopen misdrijven te begaan. Zo leidt artikel 4, 1°, tot gelijkstelling van het schuldige en het ongelukkige kind, beiden slachtoffer van het milieu waarin zij leven. Op beiden kunnen dezelfde maatregelen, namelijk tot "behoeding en opvoeding", worden toegepast.

Het kind zij onschuldig slachtoffer dan wel een gevaarlijk iemand, het worde al dan niet ernstig bedreigd, de begane fout zij licht of misdadig, steeds kiest de rechter naar goeddunken de voor het kind geschikte maatregel (artikel 5). Hij kan zich tot een berisping be-

./.

perken, maar hij kan het kind ook tot zijn meerderjarigheid onder toezicht stellen, aan derden toevertrouwen, het gedeeltelijk zijn vrijheid ontnemen of het in een Rijksinrichting interneren. Hij kan ook in het geheel geen maatregelen nemen. Acht hij opvoedingsmaatregelen ondienstig, dan kan hij de delinquent boven de zestien jaar naar de gewone rechter verwijzen (artikel 5, § 2). Tenslotte kan hij het misdadige kind ter beschikking van de Regering stellen (artikel 6, § 1); hij kan hetzelfde doen met de minderjarige, schuldig of slachtoffer, die zich tegen de opvoedingsmaatregelen weerspannig mocht tonen (artikel 6, § 2).

De inrichtingen waarin de rechter het kind kan plaatsen, worden in artikel 5 door hun benaming onderscheiden, zonder dat gezegd wordt welk opvoedingsstelsel er wordt toegepast. Deze inrichtingen moeten door de Regering worden erkend (artikel 22). Artikel 25 bepaalt, dat de Minister van Justitie "over de plaatsingen inspectie doet houden". De interneringskosten komen ten laste van de ouders; de Minister bepaalt hoe het loon van de minderjarige wordt gebruikt (artikelen 26 tot 29).

Welke maatregel de rechter ook genomen heeft, altijd kan hij hem van ambtswege wijzigen (artikel 7). Op verzoek van het openbaar ministerie, de minderjarige of diens familie, moet hij de oorspronkelijke beslissing herzien. Om hem in staat te stellen die spontane of gevraagde herziening met volle kennis van zaken te verrichten, verleent het ontwerp hem het toezicht over ieder vrij of geïnterneerd kind, ten aanzien van wie een van de

./.

elf in artikel 5 bepaalde maatregelen is getroffen, behalve als dit de berisping was (artikel 9). Dit toezicht, dat eerst met de meerderjarigheid van het kind een einde mag nemen, wordt onder het gezag van de rechtbank door de "maatschappelijke dienst" uitgeoefend. Deze dienst, die bij elke provinciale rechtbank wordt opgericht en die bestaat uit "vaste afgevaardigden voor de bescherming van de minderjarigen", door de Minister van Justitie benoemd en ontslagen, staat ter beschikking van de rechtbank, van het openbaar ministerie en van het kantonnaal comité "voor alle opdrachten van voorlichting, uitbesteding van- en toezicht over de minderjarigen" (artikel 3).

Dit zijn de grondregelen van de nieuwe kinderberechting.

Bij het toepassen van die grondregelen worden in beginsel de wegen gevolgd van de rechtspleging in correctionele zaken, zelfs wanneer het om berechting van een ongelukkig kind gaat (artikel 11). Maar er zijn uitzonderingen op deze algemene regel. Ten eerste wordt de taak van de onderzoeksrechter in de voorbereidende rechtspleging beperkt en die van de raadkamer geheel afgeschaft (artikel 12, § 2). Vervolgens is er geen burgerlijke partij (artikel 13, § 5), opdat materiële aangelegenheden de rechter niet van zijn taak afleiden. Daarentegen kan het vonnis niet worden ingeroepen voor het gerecht waarbij naderhand de aansprakelijkheidsvordering wordt aangebracht (artikel 13, § 5). Ten slotte kan een zaak bij de provinciale rechtbank niet aanhangig worden gemaakt dan door: 1° dagvaarding van het

./.

openbaar ministerie, 2° bevel van onderzoeksrechter, 3° klacht van de familie of 4° vrijwillige verschijning van de minderjarige op eenvoudige kennisgeving (artikel 13).

Hoe de zaak ook aanhangig wordt gemaakt, de rechter kan geen uitspraak doen zonder het openbaar ministerie te hebben gehoord (artikel 13, § 3). Iedere beslissing van de rechtbank, behalve de maatregelen van tenuitvoerlegging die de toestand van de minderjarige niet verergeren, is vatbaar voor hoger beroep vanwege het openbaar ministerie, het kind en zijn familie (artikel 18).

Zolang het vonnis of het arrest niet is uitgesproken, kunnen de provinciale rechtbank of de rechtbank van beroep ten opzichte van de minderjarige, schuldige of slachtoffer, "maatregelen van bewaking" nemen, waarvan zij de aard en de duur naar goeddunken bepalen en waarop geen controle is (artikelen 15 tot 17). In spoedgevallen kan de onderzoeksrechter of het openbaar ministerie die maatregelen nemen, mits er onmiddellijk bericht van gegeven wordt aan de provinciale rechtbank (artikel 16).

Ten opzichte van een minderjarige die zich aan bedelarij, landloperij, prostitutie of ontucht overlevert, zich slecht gedraagt, een misdrijf pleegt of, in het algemeen, bedreigd wordt in zijn gezondheid, zijn veiligheid of zijn zedelijkheid (artikel 4), beschikt de rechtbank over verschillende maatregelen. Maar in dezelfde omstandigheden kan zij ook, wanneer het gezin, althans gedeeltelijk, voor de toestand verantwoordelijk is, degenen onder wier hoede de minderjarige zich bevindt, aan "opvoedende bijstand" onderwerpen (artikel 30). Deze

.../...

maatregel bestaat in het stellen van die personen onder de "voogdij" van een "afgevaardigde voor de bescherming van de minderjarigen", die onder controle van de rechter het gezinsmilieu tracht te verheffen en aan wie zij voor alles wat het kind betreft moeten gehoorzamen (artikel 34). Ook hier vindt de rechtspleging in correctionele zaken toepassing (artikel 33). Alleen door het openbaar ministerie of door vrijwillige verschijning van hen die onder "opvoedende bijstand" moeten worden geplaatst, kan de vordering tot deze bijstand bij de rechtbank aanhangig worden gemaakt (artikel 30).

Wordt ten slotte de gezondheid, de veiligheid of de zedelijkheid van het kind door misbruik van gezag, kennelijk wangedrag, erge nalatigheid of slechte behandeling vanwege vader of moeder in gevaar gebracht, dan zijn er niet alleen de in artikel 5 bepaalde maatregelen, die de provinciale rechtbank ten aanzien van het kind kan nemen; bovendien en tegelijkertijd kan de burgerlijke rechtbank, met gebruikmaking van de rechtspleging in correctionele zaken, die de rechter toelaat met de rechtsonderhorige in directe verbinding te treden, de schuldige ouder geheel of gedeeltelijk, ten aanzien van al zijn kinderen of van een onder hen, van de ouderlijke macht ontzetten (artikelen 37 tot 39). Als de rechtbank van eerste aanleg eenmaal die beslissing heeft genomen, wijst de provinciale rechtbank voor minderjarigen de persoon aan die de rechten, waarvan ontzetting is uitgesproken, zal uitoefenen. Deze rechtbank kan te allen tijde de door haar gedane keuze wijzigen (artikel 41).

.../...

Tot besluit kunnen de voornaamste nieuwigheden, waardoor het ontwerp zich van de wet van 1912 onderscheidt, als volgt worden samengevat :

1. nieuwe gerechten en diensten worden ingesteld;

2. ten bate van het gezin wordt een preventieve en maatschappelijke actie georganiseerd;

3. de strafrechtelijke meerderjarigheid wordt tot 18 jaar opgevoerd;

4. de verplichte ontzetting van de ouderlijke macht wordt afgeschaft;

5. in de vordering tot ontzetting wordt de strafrechtspleging gevolgd;

6. de wet vindt zowel op ongelukkige als op schuldige kinderen toepassing;

7. uitbreiding van de bevoegdheid van de rechter, vooral ten gevolge van de toepassing der wet zowel op ongelukkige als op schuldige kinderen.

+

+ +

.../...

ALGEMENE OPMERKINGEN.

I. - De bevoegdheid van de provinciale rechtbank en het grondwettelijk beginsel van de individuele vrijheid.

De bevoegdheid over minderjarigen welke het ontwerp verleent aande provinciale rechtbank, m.a.w. aan de alleenrechtsprekende rechter, die per slot de rechtbank uitmaakt, is buitengewoon omvangrijk, veel omvangrijker dan de bevoegdheid van de kinderrechter in de wet van 1912.

Die verruiming van bevoegdheid houdt voor een deel verband met de verhoging van de leeftijd der onder de rechtbank ressorterende minderjarigen, maar zij is vooral verbonden aan de volgende factoren :

De rechtbank kan voortaan ook optreden, zelfs al heeft de minderjarige niets laakbaars gedaan. Ten opzichte van iedere minderjarige kan zij een van de elf in artikel 5 genoemde maatregelen nemen, zodra zij oordeelt dat "zijn gezondheid, zijn veiligheid of zijn zedelijkheid in gevaar wordt gebracht, ofwel door het milieu waarin hij wordt grootgebracht, ofwel door de bezigheden waarmede hij zich ophoudt".

Artikel 13, § 1, 1°, van het ontwerp bepaalt dat een zaak bij de rechtbank aanhangig kan worden gemaakt door "vrijwillige verschijning op eenvoudige kennisgeving". Wordt hiermede bedoeld de handelwijze, waarvoor sommige kinderrechters ingevolge een omzendbrief van het Ministerie van Justitie van 1 maart 1913 menen te mogen

steunen op artikel 35 van de wet van 1912, dan betekent dit inderdaad, dat de rechtbank bevoegdheid krijgt om te allen tijde van ambtswege de gevallen van minderjarigen in handen te nemen; bevoegdheid dus om de feiten naar voren te halen, waarvan zij kennis zal hebben te nemen en waaromtrent de "gerechtelijke overeenkomst" tot stand zal komen; bevoegdheid ook om zelf over de opportuniteit van haar optreden te oordelen.

Zowel ten opzichte van minderjarigen die niets laakbaars hebben gedaan als ten opzichte van de anderen, en tot hun meerderjarigheid, kan de rechtbank naar goeddunken h ar beslissingen herhaaldelijk herzien om ze aan de omstandigheden aan te passen, ongeacht de gevolgen die dit voor de individuele vrijheid van de minderjarige mag hebben.

De weg van het preventieve optreden komt dus voor het kindergerecht ruim open te liggen. Om in te gaan tegen de omstandigheden die de zedelijkheid, de gezondheid of de veiligheid van een minderjarige in gevaar brengen, en ook om de minderjarige te vrijwaren, beschikt de rechter over dezelfde middelen tot optreden als ten opzichte van de minderjarige die een misdrijf heeft gepleegd, zich aan ontucht of prestitutie overlevert of door onbuigzaamheid of wangedrag ernstige redenen tot ongenoegen geeft aan zijn ouders, zijn voogden of degenen onder wier hoede hij staat.

Onlogisch is dit zeker niet, vermits de maatregelen waarover de rechter in laatstgenoemde gevallen beschikt, reeds krachtens de geldende wet geen straffen zijn -

hierover is men het eens - maar maatregelen "tot bewaking, opvoeding en behoeding".

Dit neemt niet weg, dat bij een bevoegdheid die de rechter zo vrij laat om uit te maken in welke gevallen hij zal optreden en welke maatregelen hij zal nemen, de vraag rijst in hoever ze met de artikelen 7 en 9 van de Grondwet overeen is te brengen.

Doordat er een rechtspraak ontstond die met een extensieve uitlegging van hoofdstuk II van de wet van 1912 ging werken, is dit sedert jaren een vrij hevig omstreden vraagpunt geworden.

Kinderrechters, die vooral onder de indruk waren gekomen van de noden der jeugd inzake bescherming en van het feit, dat de wet van 1912 bewakings-, opvoedings- en behoedingsmaatregelen in de plaats van de strafberechting had gesteld, zijn hoofdstuk II van de nieuwe wet stelselmatig zo gaan interpreteren, dat zij zich, met de beste bedoelingen bezield, de ruimst mogelijke bevoegdheid tot optreden gingen toeëigenen.

Van stap tot stap zijn rechtsbeoefenaars er zodoende toe gekomen, de bepalingen van hoofdstuk II zo te interpreteren, alsof daarin niet vervat was een starre vaststelling van de redenen, maar een opsomming van gelegenheden tot optreden vanwege de rechter. Langs dezelfde weg is men gekomen tot het procédé, om een zaak bij de rechter aanhangig te maken door "vrijwillige verschijning" op zijn verzoek - een middel dat bijzonder veel gelijkenis vertoont met het optreden van ambtswege.

Meer dan één jurist heeft zijn bezorgdheid over deze ontwikkeling te kennen gegeven.

Juffrouw Aimée RACINE, professor aan de V.U.B., heeft er in 1935 een grondige studie aan gewijd in het tijdschrift "Revue de Droit pénal et de Criminologie", onder de titel "Maintien ou abandon de la règle nullum crimen, nulla poena sine lege dans les juridictions pour enfants". In dat artikel bestempelt zij de bevoegdheid van de kinderrechter, zoals die er in de praktijk uitziet, als "quasi-souverain" (blz. 149).

In zijn toespraak tijdens de openingszitting van het Hof van Beroep te Brussel op 15 september 1950, vraagt de Hr advocaat-generaal OST de aandacht van het Hof voor de ongemene omvang van de bevoegdheid van de kinderrechters. Hij betreurt niet alleen de wijze waarop die bevoegdheid wordt opgevat, maar ook de verwarring tussen de gewone berechtingsmacht van de rechter en de bevoegdheid die hij in werking brengt wanneer hij zich met de tenuitvoerlegging van zijn eigen beslissingen inlaat en dus in werkelijkheid een bevoegdheid uitoefent die normaal de uitvoerende macht toekomt. Ten slotte betreurt hij, dat de rechter te allen tijde zijn eigen beslissingen kan herzien. "De kinderrechter is bekleed, aldus de heer advocaat-generaal OST, met een macht, enig, ongeëvenaard en bijna onbeperkt. De attributen der ouderlijke macht behoren hem feitelijk toe aangaande de persoon van het kind. Het kind zelf heeft noch wil, noch persoonlijkheid, het verkeert feitelijk in lijfeigenschap. Die macht strekt zich even breed uit zowel op rechterlijk als op bestuurlijk gebied, want hier oefent de magistraat de privilegiën uit van de Minister zelf".

.../...

De parlementaire voorbereiding van de wet citerend, gaat hij verder : "De rechter is niet alleen geroepen om te vonnissen, maar ook om de administratie - ambtsverrichtingen te vervullen aan de Regering toevertrouwd", en hij besluit dit gedeelte van zijn uiteenzetting, meegesleept door zijn overtuiging : "zeer zekerlijk is het kind "een zaak" die de rechter toebehoort" (Urbain Ost, advocaat-generaal bij het Hof van Beroep te Brussel - Over artikel 14 der wet van 15 mei 1912 en het recht van gratie - Administratieve Drukkerij, blz. 22, 23 en 24).

Op zijn beurt, maar zonder zich rechtstreeks op de Grondwet te beroepen, heeft de heer P. HEUPGEN, die kinderrechter is geweest te Bergen, de extensieve uitlegging van de wet van 1912 veroordeeld : "Hoofdstuk II, schrijft hij o.m., is er op gericht in het belang van de maatschappij te straffen, en zoals iedere strafbepaling moet het restrictief worden uitgelegd" (Revue de droit général et de criminologie, 1926, blz. 750).

Meer onlangs nog stelde de Senaatscommissie voor Justitie vast : "... in sommige gevallen hebben de rechters de bedoeling van de wetgever zeer aanzienlijk verruimd ..." (Senaat, zitting 1951-1952, Doc. nr 31, bl. 4), terwijl Mevrouw VANDEVELDE in de Senaat verklaarde : "Ik vrees de neiging van de kinderrechters om alles tot zicht te trekken" (Senaat, zitting 1951-1952, Handelingen, vergadering van 21 februari 1952. Zie ook WAUTERS, "Le droit pénal des jeunes délinquants". Les Novelles, Procédure pénale, hoofdstuk III, bl. 108 v.v. - R. DECLERCQ. "L'interprétation des articles 13 à 16 de

.../...

la loi du 15 mai 1912, relatifs à la compét nce du juge des enfants". Annales de droit et de sciences politiques, deel XI, 1951, blz. 135 - Editions Goemaere).

De bevoegdheid waarmede het ontwerp de provinciale rechtbank voor minderjarigen wil bekleden, reikt aanzienlijk veel verder dan de ruimste interpretatie uit de wet van 1912 heeft weten af te leiden. Des te klemmender is dus de vraag naar de verenigbaarheid met de artikelen 7 en 9 van de Grondwet.

De Heer advocaat-generaal OST zegt : "het legaliteitsprincipe, vervat in artikel 9 der Grondwet, merkt de moderr triomf op de voorrechten der rechtsmachten van het Oude Regime, en zo werden uitgedelgd de misbruiken der willekeurig analogieinterpretaties", in dit opzicht kritiseert hij artikel 14 van de wet van 1912 (ib. blz. 19).

Wanneer artikel 4, 1°, van het ontwerp de provinciale rechtbank machtigt tot het nemen van een der in artikel 5 genoemde maatregelen zodra "de gezondheid, de veiligheid of de zedelijkheid van een minderjarige in het gevaar wordt gebracht, ofwel door het milieu waarin hij wordt grootgebracht, ofwel door de bezigheden waarmede hij zich ophoudt", wordt het zonder meer aan de rechter overgelaten voor ieder geval zelf te bepalen op grond van welk feit hij zal optreden. Bovendien komt dit er op neer, dat de overige bepalingen van het artikel bijna geheel worden uitgehold, zelfs voor zover ze betrekking hebben op feiten, ja zelfs op misdrijven die de wet kwalificeert. Logischerwijze zal de rechtbank voortaan alleen dan redenen hebben om zich op die bepalingen te beroepen, als zij het nodig mocht oordelen de persoonlijke verantwoordelijkheid van de minderjarige te doen uitkomen.

.../...

De opsomming van de maatregelen die de rechtbank kan nemen is ruim en vrij vaag. In feite verlaat het ontwerp zich op de wijsheid van de rechter.

Wel kan men zich voorstellen dat voor de vrijheidberovende maatregelen een onderscheid wordt gemaakt tussen die welke er toe strekken een schuldige aan te houden en te straffen, en die welke het belang van de gemeenschap of het belang van de in zijn vrijheid gehinderde op het oog hebben. Volgens deze interpretatie zouden de artikelen 7 en 9 van de Grondwet en de regelen betreffende de vrijheid van de persoon die er door wordt gewaarborgd, slechts voor de strafwet gelden en eigenlijk in het strafrecht thuis horen (Cf. in die zin ORBAN, "Le droit constitutionnel de la Belgique", deel III, cf. 357, nr 150 - Le Répertoire pratique du droit belge, v° Liberté individuelle, nr 5).

Tegen deze interpretatie kan het volgende worden ingebracht. Als de regelen die de vrijheid van de persoon waarborgen, alleen voor de strafwetten gelden, dan zijn er niet aan onderworpen de wetten die zuiver administratieve aanhouding en hechtenis zouden voorschrijven. Juist echter als beveiliging tegen excessen van de uitvoerende macht zijn die waarborgen ingesteld. De regelen van de Grondwet zijn in de eerste plaats gericht tegen de "lettres de cachet" die, wat zeer belangrijk is, hoegenaamd niet van strafrechtelijke aard waren, Bovendien zijn ze ingegeven, ten eerste door de Engelse instelling van het "habeas corpus" waardoor het in Engeland mogelijk is zich tegen elke, al dan niet strafrechtelijke, al dan niet van de openbare overheid uitgaande, willekeurige hechtenis

.../...

te verzetten; vervolgens door de regel van de oude landskeuren, die zegt dat "staatsburgers naar recht en bij gewijsde moeten worden behandeld" (Orban, loc. cit. Deel III, blz. 324 - Giron, Dict. de droit adm. et de droit public, deel II, v° Liberté individuelle, blz. 378 en 379).

De door de artikelen 7 en 9 van de Grondwet gestelde waarborgen zouden dan ook, als ze alleen in strafzaken en met het oog op de toepassing van de straf zouden gelden, een groot deel van hun waarde verliezen. Bijzonder verontrustend zou dit zijn in een ontwikkeling van het strafrecht, waarin bewakings- of beveiligingsmaatregelen de straf zouden komen vervangen. Het aanpassen van de maatregel aan de persoon van de delinquent maakt het onvermijdelijk, dat met zijn karakter en met zijn milieu rekening wordt gehouden. Dit stelsel is alleen denkbaar als aan de rechter een praktisch discretionair beoordelingsrecht wordt toegekend, met het gevolg echter dat de waarborg, dat "geen straf kan worden ingevoerd of toegepast dan uit kracht van de wet", zou worden ontzenuwd, zoniet tenietgedaan. Een politiek van voorkoming van misdrijven kan zelf, wanneer zij met bepaalde maatregelen tot behoeding of bewaking gepaard gaat, leiden tot miskenning van een essentieel beginsel, namelijk dit, dat "niemand kan worden vervolgd dan alleen in de gevallen voorzien bij de wet". Zonder te wachten tot een door de wet verboden handeling is verricht, alleen met een beroep op zijn discretionaire bevoegdheid, zou een rechter iemand die niets laakbaars heeft gedaan zijn vrijheid kunnen ontnemen. Het optreden van de rechter is op zichzelf niet voldoende om te verzekeren dat de waarborgen worden ge-

eerbiedigd, waarmede de Grondwetgever de vrijheid van de persoon zeer beslist heeft omkleed en waarvan de rechtvaardiging nu nog geheel geldig blijft.

Een besluit van het Voorlopig Bewind uit de tijd van de Grondwet werpt een bijzonder hel licht op de geest waaruit de waarborgen inzake vrijheid van de persoon zijn ontstaan. Een besluit van de Soevereine Vorst van 23 februari 1815 had de rechtbank van eerste aanleg gemachtigd om "personen die wegens krankzinnigheid, grove verkwisting of enig ander wangedrag niet in de maatschappij kunnen worden behouden of zich harer onwaardig hebben getoond, te interneren, en zulks voor zolang zij geen stellige blijken van verbetering hebben gegeven". Zodanige interning kon de rechtbank alleen gelasten ten verzoeke van het openbaar ministerie of van bloedverwanten, maar in dit laatste geval moest het openbaar ministerie worden gehoord. Tot internering kon alleen voor de duur van een jaar worden besloten; verlenging was mogelijk maar steeds op advies van het openbaar ministerie. Ten slotte was er hoger beroep tegen de beslissing. Theoretisch althans moest dit besluit, waarin waarborgen waren neergelegd, gunstige resultaten opleveren. Afgezien anderzijds van het probleem van de vrijheid van de persoon, was deze regeling wettig, want de Grondwet van 1815 gaf de uitvoerende macht bevoegdheid tot het verrichten van buitengewone aanhoudingen. Tenslotte had ze hoegenaamd geen strafrechtelijk karakter, want het ging om interneringsmaatregelen in het belang van de samenleving en van de geïnterneerde. Bij besluit van 9 oktober 1830 echter hief het Voorlopig Bewind deze regeling op, met als enige motivering : "Overwegende dat het besluit van 23 februari 1815 de vrijheid van de persoon aantast".

./.

Vast staat dat de artikelen 7 en 9 van de Grondwet, die de bedoeling hadden het individu afdoende waarborgen tegen een terugkeer tot de oude dwalingen te geven en het tegen andere willekeurige aanslagen op zijn vrijheid vanwege de uitvoerende macht te vrijwaren, in 1831 alleen het volgende konden betekenen : wat ook het oogmerk van de wet zij, of het er nu om gaat een delinquant te bestraffen, hem tot beterschap te brengen, een voorbeeld te stellen, dan wel de samenleving te beschutten, een onmaatschappelijke op de rechte weg te brengen of een slachtoffer te beschermen, steeds is de wet die er toe strekt iemand van zijn vrijheid te beroven, gebonden aan de artikelen 7 en 9 van de Grondwet die, uit vrees voor willekeur, eisen:1° dat de wet de gevallen, de aard en de duur van vrijheidberovende maatregelen nauwkeurig aangeeft, dat zij zich, met andere woorden, op een in beginsel soortgelijke wijze zou voordoen als de strafwet; 2° dat zij door de rechterlijke macht wordt toegepast.

Wel gebruikt de Grondwet in de artikelen 7 en 9 woorden als "vervolgen", "heterdaad" en "straf", waarvan het strafrechtelijk karakter moet worden erkend. De grondwetgevers waren inderdaad onkundig van de vorderingen die geneeskunde, psychologie en penitentiaire techniek naderhand zouden maken, maar "het is het lot van de "vrijheidswetten" dat zij in de loop der tijden toepassing vinden op gevallen die de stellers niet konden voorzien" (Hauriou, Droit administratif, bl. 30).

Wellicht zal men geneigd zijn te denken, dat de artikelen 7 en 9 van de Grondwet geen toepassing vinden wanneer de wetgever voorzieningen treft ten opzichte van minderjarigen, omdat er hier wegens de onderworpenheid aan de ouderlijke macht of zoniet aan de voogdij, geen sprake zou zijn van vrijheid van de persoon.

./.

Hoe dan ook zou dit argument alleen gelden voor niet ontvoogde minderjarigen, want ouderlijke macht en voogdij nemen bij de ontvoogding een einde. Die ontvoogding nu, en dit is van belang, kan nu eens bij het einde van het 15e, dan weer bij het einde van het 18e levensjaar plaats hebben, terwijl het ontwerp de provinciale rechtbank voor minderjarigen bevoegd verklaart tot het einde van het 18e levensjaar, en zelfs nog later als het feit van vroeger dagtekent en de minderjarige tot 21 jaar onder het gezag van de rechtbank houdt. Als verantwoording voor het ontwerp zou het argument dus maar ten dele dienstig zijn. Overigens moge nog in herinnering worden gebracht, zoals jaren geleden door het Luikse Hof van Beroep is gedaan in verband met de gewetensvrijheid, dat de grondwetsbepalingen over de Belgen en hun rechten betrekking hebben op alle Belgen, zonder onderscheid van leeftijd (beroep Luik, 5 mei 1909, Pas. 1909, II, blz. 219).

Zoals de overige Belgen, genieten minderjarigen zowel de rechten die de Grondwet erkent als de waarborgen waarmede zij die rechten omkleedt. Een onbekwaamheid, tijdens de kinderjaren door de natuur zelf opgelegd en vervolgens vanaf de jaren des onderscheids door de noodzaak van bescherming vereist, belet de niet ontvoogde minderjarige eenvoudig, zelf die rechten uit te oefenen. De ouderlijke macht voorziet in die onbekwaamheid; tevens verleent die macht de ouders rechten en bevoegdheden ten aanzien van de persoon en de goederen van hun minderjarige kinderen, opdat zij de gelegenheid hebben hun ouderlijke plichten te vervullen. Op aanvullende wijze voorziet hierin ook de voogdij.

"De ouderlijke macht is geen schepping van het burgerlijk recht, maar de bevestiging van een op de natuur steunend recht dat, wegens de aan de voortplanting verbonden

./.

verplichtingen, voor vader en moeder betekent dat zij gedurende een bepaalde tijd en onder bepaalde voorwaarden het toezicht op de persoon en het beheer van de goederen van hun kinderen uitoefenen" (Cass. 10.12.1931, Pas. 1932,I, blz. 4).

Dat de minderjarige onbekwaam is zich zelf op de door de Grondwet aan alle Belgen toegekende rechten te beroepen, en dat hij die de ouderlijke macht uitoefent soms, en in het belang van de minderjarige, maatregelen kan nemen welke aan die rechten afbreuk mochten doen, wil volstrekt niet zeggen dat iemand die niet meerderjarig of ontvoogd is, deze rechten niet zou bezitten, en dat de wetgever dus zou mogen nalaten die rechten in hoofde van de kinderen en ten aanzien van anderen dan vader en moeder met de waarborgen van de Grondwet te omkleden.

De letter van de artikelen 7 en 9 van de Grondwet eist, dat elke wet die er toe strekt een persoon van zijn vrijheid te beroven, nauwkeurig aangeeft in welke gevallen en voor hoelang de internering kan worden gelast. Maar de wet van 15 mei 1912 op de kinderbescherming en de wetten op de landloperij, de bedelarij en de bescherming van de maatschappij, wijzen er op, dat de wetgever de oorspronkelijke bedoeling van de Grondwet op dit punt minder strikt is gaan interpreteren. De betekenis van de artikelen 7 en 9 van de Grondwet in dit opzicht schijnt dan ook thans als volgt te zijn geëvolueerd : wanneer de wetgever van de gewone bestraffingsregelen afziet om methodes in te voeren die de vrijheid van de persoon aan de discretie van een rechter overlaten, dan is hij krachtens de Grondwet verplicht, de door hem in het leven geroepen discretionaire macht met zodanige waarborgen te omkleden, dat willekeur onmogelijk wordt.

Bij ervaring weet men wat de spijtige gevolgen kunnen zijn van de eis, dat de wet de beginselen inzake vrijwaring van de persoonlijke vrijheid onverkort en in hun eerste betekenis zou toepassen op wezens in volle groei en ontplooiing als kinderen immers zijn; want de rechter onder de dwang van de klassieke regels beletten het grootste kwaad te doen, betekent ook hem beletten het grootste goed te doen. De gevallen van internering al te nauwkeurig willen afbakenen ten einde het risico van een ondoordacht, zelfs willekeurig optreden te ontlopen, betekent ook de hulp verminderen, die voor de toekomst van de betrokkene beslissend kan zijn. De Regering had hier te kiezen en heeft gekozen in een dilemma, waarvan de ernst de Raad van State niet is ontgaan.

Gekozen is vóór de bescherming en de opbeuring van de jeugd, vóór de opvatting, dat instellingen dienen tot beschutting en opvoeding, al moesten dan ook fundamentele waarborgen worden prijsgegeven die bezwaarlijk met de aan te wenden middelen overeen te brengen zijn. Het innemen van dit standpunt kan echter gepaard gaan met het instellen van de waarborgen die er nodig zijn om de geest van de Grondwet ongeschonden te laten. Met name zouden die waarborgen hierin bestaan :

1. dat aan de kinderen de verplichte bijstand van een advocaat wordt verzekerd;
2. dat de duur van de internering wordt bepaald;
3. dat de rechtbank verplicht wordt telkens de ouders te horen;
4. dat de rechtbank de in artikel 5, 10° en 11°, bepaalde maatregelen niet mag toepassen wanneer zij haar bevoegdheid op artikel 4, 1°, grondt;

./.

5. dat minderjarigen, en ouders en voogden van geplaatste minderjarigen, de herziening van de beslissing kunnen vragen binnen een kortere termijn dan de drie jaar die artikel 7 bepaalt;

6. dat inrichtingen die kinderen opnemen, geregeld worden geïnspecteerd door de parketten-generaal bij de hoven van beroep, zonder dat die taak kan worden overgedragen.

II.- Rechterlijke inrichting, bevoegdheid en rechtspleging.

Krachtens de wet van 1912 is er in iedere rechtbank van eerste aanleg een kinderrechter die, bijgestaan door een ambtenaar van het openbaar ministerie, belast is met de berechting van minderjarigen, volgens het in de wet bepaalde onderscheid. De Koning kiest de kinderrechter, de procureur des Konings wijst de magistraten van het openbaar ministerie, en de voorzitter van de rechtbank de onderzoeksrechters aan die in het bijzonder met kinderzaken zullen worden belast. Al deze magistraten oefenen die bevoegdheid doorgaans uit naast hun gewoon ambt in de rechtbank (artikelen 11 en 12 van de wet van 15 mei 1922).

Met het oog enerzijds op de specialisatie en de ervaring van de bij kinderzaken betrokken magistraat, en om anderzijds tot een groepering te komen van de organen die met hem samenwerken, ziet het ontwerp van de vroegere inrichting af en stelt het de provinciale rechtbank in, die rechtsmacht zal hebben over het grondgebied van de provincie.

De provinciale rechtbank voor minderjarigen bestaat uit magistraten en griffiers, die overgeheveld zijn uit

./.

de rechtbank van eerste aanleg van de provinciehoofdplaats. Zij wordt bijgestaan door secretarissen en bedienden die uit het administratief personeel van diezelfde rechtbanken zijn aangeworven. Het ambt van werkelijk rechter in de provinciale rechtbank sluit de uitoefening van enig ander rechterlijk ambt uit; voor de overige ambten is dit niet noodzakelijk het geval.
De overheden die de magistraten van het openbaar ministerie, de griffiers, de onderzoeksrechters, de secretarissen en de bedienden moeten aanwijzen, bepalen voor ieder geval of hun ambt in de provinciale rechtbank voor minderjarigen al dan niet samen met hun gewoon ambt moeten worden uitgeoefend.

Ambtenaren van het openbaar ministerie oefenen hun functie, of die al dan niet met hun gewone ambtsverrichtingen samengaat, altijd uit onder het gezag van de procureur des Konings bij de rechtbank van eerste aanleg van de provinciehoofdplaats.

Ten aanzien van zodanige organisatie rijst de vraag, of de provinciale rechtbank voor minderjarigen los staat van de rechtbank van eerste aanleg der provinciehoofdplaats, dan wel er een onderdeel van is zoals het kinderrechterschap waarvoor zij in de plaats komt. Het ontwerp zwijgt hierover.

In overweging genomen dat de rechters die de provinciale rechtbank voor minderjarigen bezetten, hun ambt in de rechtbank van eerste aanleg waartoe zij behoren niet langer kunnen uitoefenen, dat de rechtbank ratione materiae, ratione loci en ratione personae een andere bevoegdheid heeft dan de rechtbank van eerste aanleg, dat zij althans gedeeltelijk op zichzelf is georganiseerd en in vele gevallen met sociale assessoren werkt, mag worden

./.

gezegd dat het hier om een nieuw, van de rechtbank van eerste aanleg te onderscheiden gerecht gaat.

Daarom zal het nog niet nodig zijn wijziging te brengen aan het bepaalde in de wet van 20 april 1810 betreffende de tucht van de leden der rechterlijke orde, of aan hetgeen het Wetboek van Strafvordering bepaalt inzake misdaden of wanbedrijven, door rechters of ambtenaren van het openbaar ministerie in of buiten de uitoefening van hun ambt gepleegd. Want uit artikel 2, § 6, van het ontwerp blijkt duidelijk, dat de aan provinciale rechtbanken voor minderjarigen verbonden rechters blijven behoren tot de rechtbank van eerste aanleg waaruit zij zijn gekozen, zelfs al oefenen zij daarin niet langer hun ambt uit. Bleven zij er geen deel van uitmaken, dan ware het onder meer overbodig te bepalen dat : "in de mate waarin zulks voor een goede rechtsbedeling is vereist en niettegenstaande de wetsbepalingen waarbij het aantal magistraten wordt vastgesteld, kan de Koning, om de dienst van de provinciale rechtbanken voor minderjarigen te verzekeren, het aantal rechters en substituten bij de rechtbanken van eerste aanleg, waarvan de zetel in de hoofdplaats van een provincie is gevestigd, verhogen".

Het feit dat artikel 2, § 5, de magistraat van het openbaar ministerie bij de provinciale rechtbank voor minderjarigen onder het gezag plaatst van de procureur des Konings bij de rechtbank van eerste aanleg van het arrondissement waarin de provinciehoofdplaats gelegen is, betekent, in deze organisatie, een afwijking van de gewone beginselen. Is de provinciale rechtbank een van de rechtbank van eerste aanleg te onderscheiden gerecht - en alles wijst er op dat zij dit is - dan kan die ondergeschiktheid niet op grond van het behoren tot hetzelfde college worden verantwoord. Evenmin beantwoordt die

./.

ondergeschiktheid aan een hiërarchie in de orde van de gerechten, aangezien hoger beroep tegen de beslissingen van de provinciale rechtbank niet voor de rechtbank van eerste aanleg, maar voor het Hof van beroep komt.

Het speciaal soort van ondergeschiktheid dat door het ontwerp wordt ingevoerd, heeft een dubbel nadeel : 1° er komt een tussenschakel tussen de procureur-generaal bij het Hof van beroep, die in het rechtsgebied van het Hof de publieke vordering in haar volle omvang uitoefent, en het orgaan van het openbaar ministerie bij de provinciale rechtbank; 2° er wordt afgeweken van de territoriale bevoegdheid van de rechtbanken van eerste aanleg, doordat aan de procureur des Konings bij de rechtbank van eerste aanleg der provinciehoofdplaats bevoegdheid wordt gegeven om in de andere arrondissementen van de provincie toe te zien, dat de wet op de bescherming van minderjarigen wordt toegepast, zodat zijn collega's van die arrondissementen deze ambtsbevoegdheden verliezen te zijnen voordele en ten voordele van de magistraten van het openbaar ministerie die bij de provinciale rechtbank zijn aangesteld.

Wat de organisatie van het beroepscollege betreft, wordt nauwelijks iets gewijzigd; het blijft deel uitmaken van het Hof van beroep waaronder het ressorteert.

\+

\+ \+

De territoriale bevoegdheid die het ontwerp aan de provinciale rechtbank voor minderjarigen binnen de provincie toekent, is vergelijkbaar met die van het Hof van assisen. Uit artikel 12, § 1, tweede lid, valt echter af te leiden, dat zij uitsluitend wordt bepaald naargelang van de "verblijfplaats van de minderjarige", indien deze in België ligt.

./.

Tot optreden zijn nochtans ook bevoegd, ten eerste de ambtenaar van het openbaar ministerie bij de provinciale rechtbank voor minderjarigen van de plaats waar zich de toestand voordoet waarin hij moet optreden, en de dito ambtenaar bij de rechtbank van de plaats waar de minderjarige wordt aangetroffen; maar naderhand moeten zij de zaak overgeven aan hun ambtgenoot bij de rechtbank die op grond van de verblijfplaats van de minderjarige bevoegd is. Optreden kan vervolgens ook, maar om de zaak onmiddellijk over te geven aan de ambtenaar van het openbaar ministerie bij de provinciale rechtbank voor minderjarigen, "het openbaar ministerie dat krachtens de artikelen 23 en 24 van het Wetboek van Strafvordering bevoegd is"; maar deze verwijzing schijnt wel aan te tonen, dat die laatste bevoegdheid alleen geldt ten aanzien van minderjarigen die een misdrijf hebben begaan en niet ten aanzien van andere minderjarigen op wie de wet toepassing kan vinden.

Een soortgelijke regeling geldt voor de onderzoeksrechters.

Deze regelen - in de grond een bekrachtiging van de interpretatie die het Hof van cassatie aan de bepalingen van de wet van 1912 heeft gegeven - hebben, behalve wanneer de provinciale rechtbank voor minderjarigen op grond van de verblijfplaats van de minderjarige bevoegd is, tot gevolg, dat de bevoegdheid van openbaar ministerie en onderzoeksrechter wordt losgemaakt van die van de rechtbank waartoe zij behoren (Cass. 20 februari 1933, Pas. 1933, I.135).

Waar het ontwerp bepaalt (artikel 4, tweede lid), dat de bevoegdheid van de provinciale rechtbank afhangt van de leeftijd van de minderjarige op het tijd-

./.

stip van de feiten, bekrachtigt het een thans gevestigde rechtspraak (zie o.m. Cass. 8 november 1943, Pas. 1944, I. 39 - Cass. 3 juli 1944, Pas. 1944, I, 1942, en inzake afstraffing op verzoek van de ouders : Brussel, 31 maart 1939, Rev. de droit pénal et de criminologie, 1939, blz. 1531).

Voor de afstraffing op verzoek van de ouders blijft de leeftijdsgrens 18 jaar zoals in artikel 14 van de wet van 15 mei 1912. Ten aanzien van kinderen die eerst na het bereiken van die leeftijd blijken van wangedrag geven, beschikken de ouders over geen vordering, in tegenstelling met wat onder de gelding van de artikelen 375 en volgende van het Burgerlijk Wetboek het geval was. Eminente rechtsgeleerden achten het aannemen van die leeftijdsgrens nochtans een tekort in de wet van 1912, en zijn van mening dat de grens opnieuw op 21 jaar moet worden bepaald (WAUTERS, op.cit. 62, blz. 136).

Evenmin als de wet van 1912 laat het ontwerp de vader toe, het kind vergiffenis te schenken en te verkrijgen dat aan de bemoeiing van de rechtbank eventueel een einde wordt gemaakt (OST, op.cit., blz. 55).

\+

\+ \+

In artikel 11 bepaalt het ontwerp :

"Het bepaalde betreffende de vervolgingen in correctionele zaken is van toepassing op de bij dit hoofdstuk bedoelde rechtsplegingen, voor zover dit hoofdstuk geen afwijkingen daarvan inhoudt".

Met een lichte aanpassing is deze tekst ontleend aan artikel 64 van de wet van 15 mei 1912.

./.

Artikel 33 verklaart artikel 11 toepasselijk bij optreden van de provinciale rechtbank voor minderjarigen inzake opvoedende bijstand, maar het ontwerp zegt niet welke rechtspleging dient te worden gevolgd wanneer de rechtbank moet optreden ingevolge een beslissing van de rechtbank van eerste aanleg, die geheel of gedeeltelijk van de ouderlijke macht ontzet. In deze leemte zou moeten worden voorzien.

Het gaat trouwens niet op, in artikel 33 zonder meer naar artikel 11 te verwijzen, want dit laatste stelt aan de toepasselijkheid van de rechtspleging in correctionele zaken beperkingen, die eigen zijn aan het hoofdstuk waarvan het artikel deel uitmaakt.

De summiere wijze waarop artikel 64 van de wet van 1912 de rechtspleging regelt in zaken waarin die wet voorziet, heeft tot heel wat moeilijkheden geleid. De rechtspleging in correctionele zaken is immers alleen bij analogie toepasselijk en zowel de rechtsleer als de rechtspraak hebben, niet altijd zonder moeite, een oplossing voor de moeilijkheden trachten vast te stellen naarmate deze zich voordeden. In dit verband verklaarde de advocaat-generaal COLLARD op 1 oktober 1924 in zijn toespraak voor het Hof van beroep te Brussel : "Bij de toepassing van de gewone regels der strafrechtspleging op deze bijzondere straf kunnen vrij ernstige interpretatiemoeilijkheden ontstaan", "onder meer", voegde hij er aan toe, "inzake verjaring van de vordering tot bescherming van het kind, verbeurdverklaringen, onderzoekingen aan het lichaam, toepassing van artikel 39 van de wet, enz ....". In deze opsomming had hij ook de aard zelf van de voor de rechter ingestelde vordering kunnen vermelden, want hij zag hierin een burgerlijke vordering tot bescherming van het kind, terwijl men het nu wel eens schijnt te zijn om er een publieke vordering in te zien. (COLLARD, Le tribunal pour enfants, Hof van beroep Brussel 1924, bl. 11).

./.

Eveneens in dit verband trouwens zegt het aanvullend verslag van de Senaatcommissie voor Justitie over een ontwerp van wet tot wijziging van de wet van 15 mei 1912: "Het ontwerp van de Regering en de opmerkingen die het vanwege de Kamercommissie uitlokte, hebben evenwel de betreurenswaardige onnauwkeurigheid van de procedure bij de kinderrechtbanken doen uitschijnen" (Senaat, buit. zitting, 1939, doc. nr 92, blz. 4).

Deze moeilijkheden zullen alleen maar toenemen nu voor de rechtbank voor minderjarigen de weg van het preventieve optreden openligt. Bovendien legt het ontwerp de opvoedende bijstand op aan hen onder wier hoede de minderjarigen staan, en bepaalt het dat de rechtbank iemand aanwijst die bij ontzetting van de ouderlijke macht de rechten uitoefent waarop die ontzetting betrekking heeft.

De bevoegdheid die de provinciale rechtbank voor minderjarigen door het ontwerp krijgt, is in werkelijkheid van zodanige aard en van zodanig gewicht, dat het volkomen verantwoord is speciaal voor deze materie een rechtspleging in te stellen; de rechtspleging in strafzaken kan dan altijd gehandhaafd blijven voor de gevallen, waarin gemeenrechtelijke organen optreden die onder correctionele gerechten ressorteren. Hoe dan ook is het volstrekt noodzakelijk, dat de wet de aard bepaalt van de vordering die voor de nieuwe rechtbank voor minderjarigen wordt gebracht, want het valt te betwijfelen, dat ze in al haar aspecten nog kan worden geacht een publieke vordering te zijn als bedoeld in de wet van 17 april 1878 bevattende de voorafgaande titel van het Wetboek van Strafvordering.

./.

In het ontwerp zijn de bepalingen omtrent inrichting, bevoegdheid en rechtspleging van de provinciale rechtbank voor minderjarigen versnipperd en door elkaar gehaald. Het ware nuttig ze bijeen te brengen en ze volgens hun onderwerp in een hoofdstuk te groeperen.

III.- Ontzetting van de ouderlijke macht.

De verplichte ontzetting van de ouderlijke macht zoals artikel 1 van de wet van 15 mei 1912 die heeft ingesteld, wordt door het ontwerp afgeschaft; behouden blijft alleen de facultatieve ontzetting, ter beoordeling van de rechtbank, in de bij artikel 3, 1° en 2°, van de wet bepaalde gevallen. Afgeschaft wordt ook de oorzaak van ontzetting, die omschreven is in artikel 3, tweede lid, van de wet, krachtens hetwelk van de ouderlijke macht, vanzelfsprekend ten aanzien van hun eigen kinderen, kunnen worden ontzet de, zelfs dienstwillige, voogden die tot een criminele straf zijn veroordeeld als dader of mededader van, dan wel als medeplichtige aan een misdaad, gepleegd op de persoon van hun pupil. Daarentegen kan volgens het ontwerp van de ouderlijke macht worden uitgesloten niet alleen de moeder die een van deze macht ontzette persoon huwt, maar ook de vader in dezelfde omstandigheden.

In verband met de overdracht van de macht over het kind waarvan de ontzetting is uitgesproken, belast het ontwerp niet langer de familieraad maar de "rechter voor minderjarigen" met de aanwijzing van degene, die de macht zal uitoefenen. Onder "rechter voor minderjarigen" moet worden verstaan de provinciale rechtbank voor minderjarigen.

./.

"Indien tegen slechts een van de ouders de ontzetting is uitgesproken", aldus artikel 41, § 1, laatste lid "wijst de rechter voor minderjarigen de niet-ontzette ouder aan, indien dit niet strijdt met het belang van de minderjarige".

Krachtens deze bepaling moet de rechtbank, wanneer de ontzetting de vader treft, de moeder aanwijzen, telkens als dit niet met het belang van het kind in strijd is; alleen als die aanwijzing daarmede strijdig is, kan de rechtbank van de natuurlijke orde afwijken en iemand anders nemen.

Deze bepaling maakt geen onderscheid tussen het geval waarin de ontzetting van de ouderlijke macht de vader, en dat waarin zij de moeder treft. In beide gevallen zal de provinciale rechtbank moeten zeggen wie de ouderlijke macht zal uitoefenen; dit zal, volgens het geval, de vader of de moeder zijn, voor zover dit niet strijdt met het belang van het kind. Het ontwerp verliest het volgende uit het oog : bij ontzetting van de moeder blijft de vader, die de ouderlijke macht eveneens bezit en ze krachtens artikel 373 van het Burgerlijk Wetboek zelfs alléén uitoefent, ze behouden, vermeerderd met de rechten die de moeder samen met hem toekwamen. Als de moeder van de ouderlijke macht wordt ontzet, is optreden van de provinciale rechtbank voor minderjarigen bij leven van de vader alleen denkbaar, wanneer deze afwezig is, ontzet is in de zin van onbekwaamverklaard, of niet bij machte is omvan zijn wil te doen blijken, en dan alleen teneinde de ouderlijke macht, die de moeder volledig uitoefende, aan een ander dan de vader toe te vertrouwen.

Blijft artikel 41, § 1, laatste lid, in de ontwerplezing behouden, dan betekent dit dat de provinciale rechtbank de vader van de ouderlijke macht kan uitsluite:

zelfs indien de normaal bevoegde burgerlijke rechtbank geweigerd heeft dit te doen, en wel om geen andere reden dan dat verdere uitoefening van de ouderlijke macht door de vader in strijd zou zijn met het belang van het kind.

Voor het beheer van de goederen van minderjarigen wier ouders van de ouderlijke macht zijn ontzet, handhaaft artikel 41 de regeling van de wet van 1912, dit is toepassing van de regelen inzake voogdij, ofschoon ontzetting de voogdij niet doet openvallen.

Volgens het laatste lid van § 1 van artikel 41 echter valt het beheer van de goederen van minderjarigen niet onder die regelen, wanneer vader of moeder de ouderlijke macht uitoefenen. Daarmede komt een einde aan de ongelijkheid, welke de wet van 1912 aan de moeder die de ouderlijke macht uitoefende, oplegde door haar, zoals de vreemden, aan de regelen van de voogdij te onderwerpen.

Ten slotte komt in het ontwerp niet voor de bepaling die in de wet van 1912 het laatste lid van artikel 5 vormt, en krachtens welke, indien de moeder niet is aangewezen om de uit de ouderlijke macht ontzette vader te vervangen, voor alle handelingen van de minderjarige waarvoor een toestemming in het bijzonder is vereist, moet worden gehandeld alsof de moeder er niet was. Tegen dit wettig gevolg van de niet-aanwijzing van de moeder wordt kritiek uitgebracht omdat het als een indirecte ontzetting kan worden beschouwd.

./.

ONDERZOEK VAN DE ARTIKELEN.

Artikel 1.

De eerste drie artikelen van het ontwerp zijn zeer lang en hebben veel onderverdelingen. Als van elke paragraaf een artikel werd gemaakt, zou dit de uiterlijke vorm van de wet ten goede komen. Dit geldt trouwens ook voor andere artikelen.

Artikel 2.

Luidens artikel 2 is de provinciale rechtbank gevestigd in de hoofdplaats van de provincie, maar kan de Koning beslissen dat een kamer van de rechtbank haar terechtzittingen zal houden in de hoofdplaats van een ander rechterlijk arrondissement.

Alleen de terechtzittingen dus worden volgens dit artikel in de hoofdplaats van het ander arrondissement gehouden. Artikel 18, § 2, van het ontwerp bepaalt even wel dat het hoger beroep tegen een beslissing, gewezen door een kamer van de rechtbank die doorlopend zitting houdt in de hoofdplaats van een rechterlijk arrondissement, wordt ingesteld ter griffie van die kamer.

Dit laatste veronderstelt dus, dat er in de hoofdplaats van dat arrondissement een werkelijke afdeling va de rechtbank is, met een eigen griffie, waarschijnlijk o met een eigen openbaar ministerie en een eigen onderzoek

./.

rechter die, ofschoon zij tot de rechterlijke overheid van de provinciehoofdplaats behoren, hun ambt doorloper uitoefenen in de hoofdplaats van het rechterlijk arrondissement.

Men zorge in het ontwerp voor de nodige overeenstemming en omschrijve de inrichting van de aldus doorlopend gedetacheerde afdeling van de provinciale rechtbank.

Artikel 3.

Dit artikel handelt over de "vaste afgevaardigden voor de bescherming van de minderjarigen". Krachtens het vierde en het vijfde lid van § 1 en het laatste lid van § 2, zal dit een dienst zijn met eigen hiërarchie bij het Ministerie van Justitie, en met een inrichting en een statuut door de Koning bepaald. Het is bijgevol overbodig te zeggen, dat die afgevaardigden "onder de leiding van een verantwoordelijk hoofd" staan.

Artikel 4.

Uit de artikelen 4, eerste en tweede lid, en 5, § blijkt, dat de provinciale rechtbank slechts bevoegd is als de minderjarige minder dan 18 jaar is op het tijdstip der feiten en geen 21 jaar is op het tijdstip van het vonnis. Artikel 4 zou deze bizonderheden moeten vermelden.

De regel kan gemakkelijk worden toegepast wanneer het preciese feiten betreft die op een bepaald ogenblik

./.

in hoofde van de minderjarige worden vastgesteld. Ande is het met kinderen wier "gezondheid, veiligheid of ze lijkheid in gevaar wordt gebracht, ofwel door het mili waarin zij worden grootgebracht, ofwel door de bezig- heden waarmede zij zich ophouden". Uit de redactie va de bepaling kan de rechter afleiden, dat hij kinderen van 18 tot 21 jaar mag plaatsen op grond van het feit dat de in artikel 4, 1°, bedoelde toestand zich voor- deed vóórdat die kinderen 18 jaar oud zijn geworden. Dit blijkt echter niet de bedoeling van de Regering te zijn, vermits zij het nodig heeft geoordeeld in het ar- tikel een derde lid in te voegen om de provinciale rechtbank voor minderjarigen in staat te stellen het eerste lid, 1° en 2°, toe te passen op minderjarigen van meer dan 18 jaar, wier vader of moeder van de oude lijke macht zijn ontzet.

Artikel 5.

Dit artikel geeft een opsomming van de maatregele die ten opzichte van minderjarigen kunnen worden getro fen. Volgens de memorie van toelichting is "bij deze somming ... geen gradatie bedoeld, gevestigd op de ernst van de feiten door de minderjarige gepleegd". Met dit systeem kan de provinciale rechtbank dus een kind, dat het eerst uit het gezin heeft gehaald, aan om het even welke van de maatregelen in kwestie, waaronder vrij- heidsberoving, onderwerpen, ook al heeft het kind niets laakbaars gedaan (geval van artikel 4, 1°, van het ont werp).

Luidens het laatste lid van § 1 "kan de rechtbank de maatregelen vermeld onder de nrs 3 tot 11 voorwaardelijk uitspreken onder opgave van de voorwaarden door haa aan het uitstel verbonden".

Deze tekst komt uit artikel 23 van de wet van 1912, maar daar was voorwaardelijke veroordeling alleen toegestaan voor de strengste maatregel, namelijk het ter beschikking van de Regering stellen. In het ontwerp is de tekst toepasselijk op alle maatregelen, behalve berispin en plaatsing onder het toezicht van een afgevaardigde. Bovendien is de toestand anders, doordat het ontwerp een veel ruimer toepassingsgebied heeft dan de wet van 1912. De strekking van deze passus zou dus nauwer moeten worde omschreven.

Het lijkt wel vast te staan, dat het ontwerp de vo waardelijke veroordeling anders ziet dan het bij de wet van 14 november 1947 gewijzigde artikel 9 van de wet van 31 mei 1888, waarbij de voorwaardelijke invrijheidstellin en de voorwaardelijke veroordelingen in het strafstelsel worden ingevoerd.

Volgens het systeem van de wet van 1888 hoeft de rechter immers niet de voorwaarden aan te geven die hij aan het uitstel verbindt, vermits dit alleen met een nieuwe veroordeling een einde neemt. Het betreft dus veeleer een uitbreiding van de in artikel 23 van de wet van 1912 bepaalde regeling.

De toepassing van artikel 23 heeft aanleiding gegeve tot een arrest van het Hof van cassatie van 25 januari

./.

1921 (Pas. 1921-228), gewezen op vordering van de procureur-generaal die handelde op bevel van de Ministe van Justitie. Dit arrest zegt dat een kinderrechter he kind, dat hij voorwaardelijk ter beschikking van de Regering stelt, tevens in een weldadigheidsinstelling kan plaatsen.

Moet § 1, laatste lid, van artikel 5 van het ontwerp volgens de Regering dezelfde betekenis hebben, zod de rechter twee van de in artikel 5 vermelde maatregele tegelijk kan uitspreken, de ene om te worden ten uitvoer gelegd, de andere voorwaardelijk? In dat geval ware het nuttig in de memorie van toelichting, zo niet in de wet zelf, te vermelden dat de tekst de betekenis heeft die het Hof van cassatie in het arrest van 25 januari 1921 aan artikel 23 van de wet van 15 mei 1912 heeft gegeven.

Hoe het zij, ofschoon de voorwaardelijke veroordeling een psychologische of morele uitwerking kan hebben, het is niet duidelijk wat de juridische draagwijdte ervan is.

Immers, een arrest van het Hof van cassatie van 5 maart 1951 (Pas. 1951-440), gewezen op eensluidende conclusies van de Hr eerste-advocaat-generaal HAYOIT de TERMICOURT, heeft een arrest van het Hof van beroep te Luik gecasseerd, waarbij een hoger beroep tege een beslissing van de kinderrechter niet ontvankelijk werd verklaard, omdat die beslissing een gewone administratieve beslissing was, genomen ter uitvoering van het vroeger uitgesproken vonnis. De Hr eerste-advocaat-

generaal die tot cassatie concludeerde, besloot zijn advies als volgt :

"Is het vooral niet onaanvaardbaar dat de kinderrechter zoals het bestreden arrest aanneemt - een zodanige beslissing kan nemen zonder enige vorm van procedure, zelf zonder de minderjarige te horen en hem te verzoeken uitleg te verschaffen over de tegen hem geuite grieven ? Dat is het toch wat men bereikt als men de intrekking va het uitstel als een gewone administratieve maatregel beschouwt".

Het Hof van cassatie beslist dat "de kinderrechter, die immers als een rechter optreedt wanneer hij uitstel verleent en de voorwaarden ervan bepaalt, noodzakelijk in dezelfde hoedanigheid handelt wanneer hij besluit dat die voorw rden niet zijn vervuld of slechts in zo onvoldoende mate zijn vervuld, dat de intrekking van het verleende uitstel moet worden bevolen".

Volgens het Hof van cassatie is de intrekking van het uitstel dus een nieuw vonnis, dat aan dezelfde geldigheidsvoorwaarden is onderworpen als het vroegere. Daar de provinciale rechtbank krachtens artikel 7 van het ontwerp te allen tijde de genomen maatregelen kan in trekken of wijzigen, is het verschil niet zeer duidelijk tussen een nieuwe beslissing die de minderjarige bij voorbeeld in een Rijksinrichting plaatst, en een beslissing wa rbij de rechtbank vaststelt, dat het uitstel dat werd verleend voor de tenuitvoerlegging van een vroegere beslissing om die minderjarige in een Rijksinrichting te plaatsen, moet worden ingetrokken.

Dat onderscheid is des te minder verklaarbaar om-

./.

dat het om opvoedingsmaatregelen gaat, waaruit de rechtbank die moet kiezen welke haar het best met het belang van de minderjarige lijkt te stroken.

Artikelen 6 en 7.

Volgens de memorie van toelichting heeft "artikel 6 betrekking op minderjarigen die een feit, misdaad genoemd, hebben gepleegd". Zoals uit de door de gemachtigde van de Regering verstrekte inlichtingen blijkt, had er eigenlijk moeten staan : "Artikel 6, § 1", want de §§ 2 en 3 hebben betrekking op alle minderjarigen.

Krachtens § 2 kan de provinciale rechtbank de in e Rijksinrichting geplaatste minderjarige die "zich weerbarstig toont tegen de opvoedingsmaatregelen en ernstige inbreuk maakt op de tucht" van de inrichting, tot zijn meerderjarigheid ter beschikking van de Regering stellen

Volgens de bedoeling van de Regering heeft deze ter beschikkingstelling tot gevolg dat de rechtbank de zaak voor goed uit handen geeft. Daarom machtigt artikel 6, § 3, de Minister van Justitie om de minderjarige in hechtenis te houden of aan de in artikel 5 bepaalde maatregelen, de berisping uitgezonderd, te onderwerpen en dus alles te doen wat de taak van de provinciale rechtbank was voordat zij de zaak uit handen gaf.

In één geval echter kan de provinciale rechtbank de zaak opnieuw tot zich trekken, namelijk als de minderjarige een als misdaad gekwalificeerd feit heeft gepleegd en bij toepassing van § 2 van artikel 6 ter beschikking

./.

van de Regering is gesteld.

In dat geval moet de rechtbank vóór de meerderjarigheid de zaak opnieuw tot zich trekken om te beslissen of er grond is § 1 van artikel 6 op hem toe te passen en hem tot de leeftijd van vijfentwintig jaar ter beschikking van de Regering te houden.

De artikelen 6 en 7 zouden moeten worden aangevuld om de betekenis van het ontwerp omtrent die punten te verduidelijken.

Artikel 6, § 1, kan als volgt worden gelezen :

"Heeft de minderjarige een als misdaad gekwalificeerd feit gepleegd, dan kan de provinciale rechtbank tegelijk een der in artikel 5, § 1, bepaalde maatregelen nemen of de minderjarige ter beschikking van de Regering stellen en beslissen dat de zaak haar vóór de meerderjarigheid van de minderjarige opnieuw zal worden voorgelegd, opdat zij hem, zo daar grond toe is, ter beschikking van de Regering kan stellen of houden voor een termijn die niet langer mag duren dan tot het einde van zijn vijfentwintigste jaar".

Het eerste lid van artikel 7 kan als volgt worden gelezen :

"Te allen tijde kan de rechtbank voor minderjarigen de genomen maatregelen intrekken of wijzigen en, binnen de grenzen van deze wet, handelen ten beste van de belangen van de minderjarige, behalve wanneer zij hem ter beschikking van de Regering heeft gesteld".

./.

In § 3 van artikel 6 kunnen de woorden "een van de voorgaande paragrafen van" als overbodig wegvallen.

Bij artikel 7 is nog het volgende op te merken : aan de hand van de memorie van toelichting zou men artik 7 kunnen interpreteren als handelde het alleen over de herziening van door de rechtbank voor minderjarigen genomen maatregelen.

Uit de tekst zelf van artikel 18 blijkt nochtans, dat de rechtbank beschikkingen tot tenuitvoerlegging nee "die geen wijziging brengen aan de getroffen maatregel". De bevoegdheid tot het nemen van zodanige beschikkingen wordt door het ontwerp niet uitdrukkelijk toegekend maar schijnt voort te vloeien uit artikel 7, eerste lid, dat de rechtbank voor minderjarigen niet alleen machtigt tot het intrekken of wijzigen van de genomen maatregelen maar haar eveneens toelaat "binnen de perken van deze wet, te handelen ten beste van de belangen van de minderjarige".

Artikel 7, eerste lid, zou dus de rechtbank bevoegd maken tot het nemen van twee soorten van beslissingen :

1/ beslissingen tot herziening van ambtswege die, evenal de beslissingen welke zij wijzigen, als rechterlijke beslissingen gelden;

2/ beslissingen alleen tot tenuitvoerlegging die van administratieve aard zijn (Zie memorie van toelicht: commentaar bij artikel 18 in fine).

./.

Dit is reeds zo voor de kinderrechter in het stelsel van de thans geldende wet (zie onder meer Cass. 5 maart 1951, Pas. 1951.I.440).

Artikel 8.

Volgens dit artikel houdt de rechter in de meeste gevallen zitting met twee assessoren.

Duidelijkheidshalve ware het raadzaam het artikel zo te stellen, dat er uit blijkt dat de rechtbank, ofschoon zij normaal zitting houdt met twee assessoren die raadgevende stem hebben, dit ook zonder hen kan doen wanneer zij de onder de nrs 1 en 2 van artikel 4 bepaalde maatregelen neemt.

Die tekst zou moeten worden opgenomen in artikel 2, dat over de inrichting van de provinciale rechtbank handelt.

In het eerste lid vervange men de woorden "het vorige artikel" door "artikel 7".

Op verschillende plaatsen gebruikt het ontwerp de uitdrukking "rechter voor minderjarigen" om de provinciale rechtbank aan te duiden. Dit is een afwijking in de terminologie, die beter kan worden vermeden.

Uit deze overwegingen en uit die welke bij de artikelen 6 en 7 zijn gemaakt, volgt dat, wil men de hypothese van een wijziging van de in artikel 6 bepaalde maatregelen uitschakelen, de tekst van het eerste lid als volgt zou moeten worden gelezen :

./.

" Wanneer de provinciale rechtbank voor minderjari een van de in artikel 5, § 1, 3° tot 11°, bepaalde maa regelen neemt, of, bij toepassing van artikel 7, die maatregelen herziet, alsook wanneer zij een van de in artikel 6 bepaalde maatregelen neemt, wordt zij bijgestaan door twee sociale assessoren, wier taak het is van advies te dienen over de opportuniteit van de maat regelen of van de herziening".

Artikel 10.

Dit artikel bepaalt dat de minderjarige die de rechtbank aan een van de in artikel 5 bepaalde maatregelen onderwerpt, behalve in het geval van artikel 4, 1°, veroordeeld wordt tot de kosten en, bij voorkomend geval, tot teruggave.

Over de kosten in geval van herziening spreekt he artikel niet.

De teruggave is het onderwerp van verschillende teksten, onder meer van de artikelen 44 tot 50 van het Strafwetboek. In het ontwerp, dat de burgerlijke part uitschakelt, heeft "teruggave" noodzakelijk een beperkter betekenis; bedoeld wordt alleen de teruggave van inbeslaggenomen zaken zoals deze is geregeld door het koninklijk besluit nr 260 van 24 maart 1936. Daarom ware het raadzaam in de tekst de uitdrukking "teruggave van inbeslaggenomen voorwerpen" te gebruiken.

Het ontwerp spreekt niet over verbeurdverklaringe Als straf kan de verbeurdverklaring niet worden uitge-

./.

sproken, vermits er volgens het ontwerp alleen opvoedingsmaatregelen zijn, evenmin als maatregel tot vergoeding, vermits de burgerlijke vordering niet meer met de publieke vordering mag samengaan. Als maatregel van openbare orde daarentegen (verboden wapen, bijvoorbeeld), zal de provinciale rechtbank ze moeten uitspreken onder verwijzing naar de bijzondere tekst die tot verbeurdverklaring machtigt.

Artikel 12.

Dit artikel bepaalt de bevoegdheid van het openbaar ministerie en van de onderzoeksrechter.

Er moge worden opgemerkt dat het artikel beurtelings over verschillende organen van het openbaar ministerie handelt. Zoals het is gredigeerd, is het onderscheid niet altijd gemakkelijk te maken, zodat omwerking nodig is.

§ 1 : In het eerste lid is grotere nauwkeurigheid gewenst, want uit inlichtingen van de Regering blijkt, dat het alleen betrekking heeft op het openbaar ministerie bij de provinciale rechtbanken. De volgende lezing brengt dit tot uiting :

> "Ten opzichte van de in deze wet bedoelde minderjarigen is bevoegd, het openbaar ministerie bij de provinciale rechtbank :
>
> 1° van de verblijfplaats van de minderjarige;
> 2° van de plaats waar het feit of de toestand, als bedoeld in artikel 4, zich heeft voorgedaan;
> 3° van de plaats waar de minderjarige kan worden aangetroffen".

./.

Het derde lid zou een afzonderlijke paragraaf moet vormen,vermits daar sprake is van het openbaar minister bij de rechtbank van eerste aanleg.

In het derde lid vervange men de woorden "dat krachtens de artikelen 23 en 24 van het Wetboek van Strafvordering bevoegd is" door de woorden "bedoeld in de artikelen 23 en 24 van het Wetboek van Strafvorderin in het ontwerp zijn die magistraten immers niet krachte de aangehaalde artikelen, maar krachtens het onderhavig artikel bevoegd.

§ 2 : Deze paragraaf heeft betrekking op het optreden van de onderzoeksrechter. Volgens de uitleg verstrekt door de gemachtigde van de Regering, heeft dit alleen plaats wanneer er misdrijf is (artikel 4, 4°,van het ontwerp). Dit zou duidelijk uit de tekst moeten blijken.

Het derde lid bepaalt dat tegen beschikkingen van buitenvervolgingstelling "hoger beroep" kan worden ingesteld; die woorden hebben dezelfde betekenis als "verzet" in artikel 135 van het Wetboek van Strafvordering.

Het laatste lid van § 2, dat een andere toestand regelt dan in de eerste drie leden is bedoeld, zou een a zonderlijke paragraaf moeten vormen. Bovendien vervange men in dat lid de woorden "verwijzen naar" door "overmaken aan". Als de rechter in dit geval de zaak uit handen geeft, beperkt hij er zich immers toe ze rechtstreeks over te laten aan het openbaar ministerie bij de provinciale rechtbank voor minderjarigen, en het dossier van het door hem ingestelde onderzoek door te sturen.

./.

§ 3 : Deze paragraaf beoogt het geval van een minderjarige die bij dezelfde vervolgingen betrokken is als een of meer beklaagden die onder andere gerecht vallen. Ze bepaalt, dat de onderzoeksrechter de zaak uit handen heeft, hetgeen er op wijst dat de minderjar een misdrijf moet hebben gepleegd en dat de paragraaf geen toepassing vindt in de gevallen bepaald in artike 4, 1°, 2° en 3°.

Thans bepaalt artikel 20 van de wet van 15 mei 1912, dat,"wanneer het door de minderjarige gepleegde feit samenhangt met een feit dat aanleiding kan geven tot vervolging van een volwassene, de vervolging wordt gesplitst en de minderjarige voor de kinderrechter wor gebracht".

In de plaats van het woord "betrokken" dat geen eigenlijke juridische betekenis heeft, ware het beter te werken met het begrip "samenhang" zoals in de wet v 1912.

Volgens het laatste lid "is er geen splitsing mee indien de minderjarige naar de gewone rechtbank wordt verwezen". Men zegge : "De zaken worden opnieuw samen gevoegd, indien de minderjarige...". Een splitsing on ontbindende voorwaarde is immers niet denkbaar.

Artikel 13.

Paragraaf 1 van dit artikel bepaalt hoe de zaak bij de provinciale rechtbank aanhangig wordt gemaakt. Dit is dan in de eerste plaats "door vrijwillige verschijn

./.

op eenvoudige kennisgeving" (artikel 13, § 1, 1°). De formule is voor kritiek vatbaar. Vrijwillig verschijnt is uit eigen beweging verschijnen; gaat er een "kennisgeving" aan vooraf, dan bestaat het gevaar dat het in werkelijkheid niet zo is en dat dus dubbelzinnigheid ontstaat. Het ontwerp zegt overigens niet, van welk orgaan die kennisgeving moet uitgaan.

Onder de huidige wet, maar in feite zonder voldoende verantwoording, hebben kinderrechters zich op artikel 35 van de wet beroepen om zelf die kennisgeving te doen en zodoende zichzelf als bevoegd te beschouwen om ambtshalve van de zaak kennis te nemen.

Dat een rechtbank van ambtswege van een zaak kennis neemt, is in strijd met de hier te lande gangbare rechtsopvattingen. De kennisgeving zou bijgevolg van het openbaar ministerie moeten uitgaan; in dat geval valt ze samen met de dagvaarding, vermits zij, zoals deze, moet worden gemotiveerd om de onmisbare waarborgen te bieden.

Drie middelen zouden dan overblijven om een zaak bij de rechtbank aanhangig te maken : dagvaarding door het openbaar ministerie, dit is een stelsel van gemeen recht dat daarom in de opsomming vooraan zou moeten komen; beschikking van verwijzing als bedoeld in § 2 van artikel 12; verzoek van de minderjarige of van zijn ouders.

Paragraaf 4 bepaalt : "zelfs wanneer de rechtbank uitspraak doet op verzoek, zoals bepaald in het 3° van § 1 van dit artikel, kan zij geen beslissing nemen dan na vrijwillige verschijning of dagvaarding van de minderjarige en

./.

nadat het openbaar ministerie gehoord werd".

Zoals in de huidige wet, is krachtens deze paragra uitspraak bij verstek mogelijk, vermits het voldoende dat de minderjarige verschenen of gedagvaard is opdat de rechtbank kan vonnissen. Deze procedure verhinder in sommige gevallen het medisch-psychologisch onderzoc dat krachtens artikel 14 vóór de beslissing moet plaat hebben.

Paragraaf 4 is zo geredigeerd, dat zij niet alle rechterlijke beslissingen dekt die de rechtbank kan nemen. Ofschoon immers het zinsdeel : "zelfs wanneer de rechtbank uitspraak doet op verzoek, zoals bepaald in het 3° van § 1 van dit artikel" ook de op verzoek van het openbaar ministerie, de minderjarige of zijn ouders gewezen beslissingen tot herziening kan omvatte vermits artikel 13, § 1, 3°, naar artikel 7, tweede li verwijst, slaat het nochtans niet op de in artikel 7, eerste lid, bedoelde herzieningen van ambtswege, waara trouwens geen verzoekschrift, noch een van de andere artikel 13, § 1, opgesomde handelingen voorafgaat.

Volgens de letter van de tekst zou de provinciale rechtbank haar beslissingen kunnen herzien zonder de minderjarige te horen en zonder dat het openbaar ministerie optreedt.

Dit is voorzeker niet de bedoeling van de Regering vermits artikel 18 van het ontwerp die beslissingen nie buiten de overige rechterlijke beslissingen stelt, die in hoger beroep vóór de rechtbank van beroep voor minde jarigen kunnen worden gebracht.

./.

De tekst zou dus moeten worden gewijzigd en geredigeerd in de aard van artikel 18.

Artikel 14.

Het tweede lid van dit artikel bepaalt in fine, d de rechtbank te allen tijde de minderjarige, zijn ouders, zijn voogd of degenen onder wier hoede hij sta kan oproepen. Naar de gemachtigde ambtenaar mededeeld bedoelt de Regering dat zodanige oproeping alleen kan plaats hebben als de zaak reeds bij de rechtbank aanhangig is.

Deze bepaling heeft een algemene strekking. Zij behandelt een ander punt dan de tekst die eraan voorafgaat. Zij zou bijgevolg een afzonderlijk lid moeten vormen. Om te doen uitkomen dat de zaak reeds bij de rechtbank aanhangig moet zijn, leze men dit lid als volgt :

" Als de zaak eenmaal bij haar aanhangig is, kan de rechtbank te allen tijde .... enz..".

Artikelen 15, 16 en 17.

Deze drie artikelen handelen over de "maatregelen van bewaking" die in de loop van de rechtspleging kunnen worden genomen.

Die artikelen bieden de minderjarige echter geen van de vele waarborgen die de wet van 20 april 1874 op de voorlopige hechtenis aan delinquenten verleent. Alvorens te worden geplaatst, moet de minderjarige zelfs

niet worden gehoord.

Artikel 16 bepaalt, dat de provinciale rechtbank bericht krijgt van de maatregelen van bewaking die in spoedgevallen door andere magistraten zijn genomen, en dat zij "alsdan haar bevoegdheden herneemt". Daar zij in sommige gevallen die bevoegdheden nog niet zal hebben uitgeoefend, is het woord "herneemt" niet dienstig; "uitoefent" ware beter.

Artikel 18.

Dit artikel regelt het hoger beroep tegen beslissingen van de provinciale rechtbank.

Naar van Regeringswege aan de Raad is verklaard, heeft hoger beroep tot gevolg dat de provinciale rechtbank de zaak uit handen geeft en dat zij haar beslissir niet meer kan wijzigen, bij toepassing van artikel 7, zolang er geen uitspraak in beroep is geweest. Dit zou in de tekst moeten worden gezegd, want onder de huidige wet is daarover betwisting ontstaan (Brussel 31 maart 1916, Pas. 1917, 2, 72).

In tegenstelling met artikel 32 van de wet van 15 mei 1912, krachtens hetwelk zowel de minderjarige als zijn ouders, voogden of zij onder wier hoede hij staat alleen hoger beroep kunnen instellen tegen beslissingen die er toe strekken hun het kind te onttrekken, maakt het ontwerp hoger beroep mogelijk tegen alle maatregelen die de rechtbank neemt. Uitgesloten zijn alleen beschikkingen betreffende de tenuitvoerlegging van een vroegere uitspraak, die geen wijziging brengen aan de

getroffen maatregel en geen afbreuk doen aan de in artikel 45 bepaalde waarborgen, dit is zuiver administratieve beschikkingen, zoals die welke alleen maar de inrichting aanwijzen waarin de door de rechter genomen maatregel moet worden tenuitvoergelegd. Deze uitbreidi van het recht op hoger beroep is verantwoord doordat de minderjarige krachtens artikel 9, § 1, tot zijn meerderjarigheid aan het toezicht van de rechtbank kan worden onderworpen, zelfs al heeft hij maar een berisping opgelopen, en ook doordat de rechtbank krachtens artikel 7 haar beslissing te allen tijde kan wijzigen.

Voor de tweede paragraaf geldt de opmerking die bi artikel 2 is gemaakt in verband met het gebrek aan overeenstemming tussen die twee bepalingen.

Paragraaf 3 is in het ontwerp overbodig,want ze brengt leen in herinnering de rechtspleging in correctionele zaken waarnaar artikel 11 verwijst.

Duidelijkheidshalve dient in § 4, tweede lid, te worden gezegd dat het betreft het uit handen geven op grond van artikel 5, § 2.

Artikel 19.

Dit artikel regelt de toestand van de minderjarige bij verandering van verblijfplaats. Is ten aanzien van de minderjarige een definitieve maatregel getroffen, dan moet voortaan de provinciale rechtbank binnen wier recht gebied hij zijn nieuwe verblijfplaats heeft, zich met he bezighouden.

./.

Uit de verklaringen van de gemachtigde van de Rege ring blijkt, dat het artikel uitsluitend doelt op het geval dat de minderjarige van verblijfplaats verandert samen met zijn ouders of met hen onder wier hoede hij staat en niet het geval van de minderjarige, die door de provinciale rechtbank aan een in een andere provinci gelegen instelling wordt toevertrouwd.

Hieromtrent zou de tekst duidelijker moeten zijn.

Artikel 21.

Dit artikel neemt de tekst van artikel 35 van de wet van 1912 over.Het strekt er niet toe de rechtbank t te laten van ambtswege van de zaak kennis te nemen,maar haar ze in staat te stellen partijen voor haar te doen verschijnen als zij eenmaal met de zaak bezig is.

Artikel 22.

Dit artikel regelt de erkenning van de inrichtinge ("instellingen") die gewoonlijk minderjarigen opnemen. Het ontwerp geeft geen begripsbepaling van het woord "instelling" dat het gebruikt.Dit woord heeft een ruime betekenis, die moet gezien worden in het kader van de verschillende maatregelen die de provinciale rechtbank volgens artikel 5 van het ontwerp kan nemen.

Volgens de verklaringen van de gemachtigde van de Regering,kunnen de door de Koning te bepalen voorwaarder tot erkenning alleen betrekking hebben op de in artikel 22 bedoelde punten; en moet de Minister elke inrichting erkennen die aan deze voorwaarden voldoet.

Het artikel leze men dus als volgt :

./.

"Artikel 22.-

Geen enkele inrichting mag gewoonlijk minderjarigen opnemen bij toepassing van deze wet, zonder daartoe door de Minister van Justitie te zijn erkend.

De Koning bepaalt de voorwaarden van die erkenning.

Die voorwaarden kunnen alleen betrekking hebben :

- op het personeel van de diensten voor opvoeding, beroepsvorming en administratie;
- op gebouwen en installaties;
- op de verzorging, het onderwijs, de morele vorming, de vakopleiding en het opvoedingsstelstel der minderjarigen.

De inrichtingen die aan deze voorwaarden voldoen,hebbe: recht op erkenning".

Artikel 24.

Om de erkende inrichtingen alle waarborgen te bieden, ware te bepalen dat een erkenning niet dan bij gemotiveerde beslissing kan worden ingetrokken.

Artikel 25.

Dit artikel bepaalt dat de Minister van Justitie "over de plaatsingen inspectie doet houden". Aangezien kinderen die geen enkele antisociale handeling hebben verricht, bij toepassing van de bopalingen van de wet aan hun gezinsmilie zullen worden onttrokken om naar een ander milieu te worden overgebracht, is die inspectie van nog groter gewicht dan onder de wet van 1912 en is zij een essentiële waarborg voo de doelmatigheid van het ontwerp.

./.

Daarom zou de wet die inspectie moeten regelen zoals artikel 21 van de wetten van 18 juni 1850 en 28 december 1873 op de behandeling van krankzinnigen dit heeft gedaan.

Opdat de betrokkenen dezelfde waarborgen hebben als de krankzinnigen,ware het raadzaam de inspectie op dezelfde wi; ze te regelen als voor deze laatsten, dit is met toezicht v de administratieve overheid en van de parketten tevens.

Wordt met dit voorstel rekening gehouden, dan zou een afzonderlijk lid in artikel 25 die inspectie moeten regelen. Wegens de provinciale bevoegdheid van de rechtbank, zou de taak moeten worden opgedragen aan het parket-generaal bij h hof van beroep waaronder die rechtbank ressorteert.

Artikel 26.

Hoewel het woord "gebruik" reeds voorkomt in de wet va 1912, ware "bestemming"beter.

Opdat de bedoeling van de Regering, zoals deze uit de memorie van toelichting blijkt, in het eerste lid tot uitin zou komen, vermelde men naast de minderjarigen die aan maat gelen als bedoeld in artikel 5 worden onderworpen, ook de t beschikking van de Regering gestelde minderjarigen.

Waar in het derde lid wordt gezegd dat bedragen "op ee boekje van de Spaarkas" worden geplaatst, ware het nuttig te bepalen dat het de "Algemene Spaar- en Lijfrentekas" betreft.

Artikel 27.

Dit artikel gebruikt de uitdrukking : "dagelijkse toelagen voor onderhoud".

./.

In artikel 41 sprak de wet van 1912 reeds van "toelagen, verleend tot onderhoud en opvoeding", maar daar het ontwerp dit artikel niet woordelijk overneemt, verdient het aanbeveling het woord "toelage" door het geschiktere woord "vergoeding" te vervangen.

Het betreft immers geen toelagen maar een forfaitaire vergoeding die met de onderhoudskosten overeenstemt, een vergoeding die de Staat moet voorschieten maar die hij terugkrijgt als de minderjarige of zijn ouders solvabel zijn.

Daar de Staat verplicht is voor te schieten, zegge men "verleend worden" in plaats van "kunnen verleend worden".

Artikelen 28 en 29.

Artikel 28, eerste lid, neemt de tekst over van artikel 42 van de wet van 1912, zoals hij is gewijzigd bij de wet van 24 december 1948.

Zoals die tekst is geredigeerd, is het alsof de solvabiliteit der betrokkenen een voorwaarde is voor het ontstaan va de schuld. Dit is natuurlijk niet de strekking van het artike Het betekent eenvoudig dat de Staat de kosten op minderjarige of alimentatieplichtigen zal verhalen, maar dat hij, als zij niet solvabel zijn, geen vordering tegen hen zal instellen en de kosten voor onderhoud van de minderjarige dus op zich nemen.

Daarom ware het raadzaam een tekst aan te nemen in de zi van artikel 30 van de wet van 27 november 1891, welke tekst de inhoud van artikel 28, eerste lid, en van artikel 29 van het ontwerp zou weergeven, als volgt :

" De terugbetaling van de kosten van onderhoud en opvoedir van minderjarigen, verbonden aan maatregelen die de provinciale rechtbank of de rechtbank van beroep voor minderjarigen heeft getroffen, met uitzondering van de kosten verbonc

./.

aan plaatsingsmaatregelen genomen krachtens de artikelen 1[5] en 18, § 4, wordt ofwel tegen de minderjarigen ofwel tegen de alimentatieplichtigen in rechte vervolgd binnen de grenze van hun bestaansmiddelen.

De vordering verjaart zoals bepaald in artikel 2277 van het Burgerlijk Wetboek.

De kosten echter ...(tekst van het tweede lid van artikel 28) ...".

Dit tweede lid van artikel 28 handelt over het geval dat de provinciale rechtbank ingevolge een eis tot ontzettin van de ouderlijke macht de kinderen voorlopig plaatst op grc van artikel 42 van het ontwerp. Wijst zij de eis tot ontzetting af, dan wordt de plaatsingsmaatregel ingetrokken en komen de kosten van die plaatsing ten laste van de Staat.

Dit lijkt een logische oplossing, maar het is niet duidelijk waarom ze ook niet wordt aanvaard wanneer het om een voorlopige maatregel gaat, die genomen is op grond van artikel 16 van het ontwerp, en de provinciale rechtbank later va oordeel is dat geen maatregel ten opzichte van de minderjari moet worden getroffen.

Artikel 29.

Daar dit artikel in artikel 28 wordt opgenomen, dienen de volgende artikelen te worden vernummerd.

Artikel 30.

Dit artikel voert het nieuwe begrip "opvoedende bijstan in, een maatregel die volgens § 2 van het artikel gekenmerkt wordt door de "voogdij" van een afgevaardigde voor de besche ming van minderjarigen.

Hoewel artikel 34 de afgevaardigde gezag over de ouder geeft, lijkt het woord "voogdij" ongeschikt en zou het moeten worden vervangen door "bijstand", dat trouwens in het opschrift van de afdeling voorkomt.

Zoals de tekst is gesteld, moet er ten minste gedeelte lijke verantwoordelijkheid van de ouders zijn, opdat er aan leiding kan zijn tot opvoedende bijstand. Deze bijstand zou dus niet kunnen worden gelast wanneer de gevaren die de kinderen in hun veiligheid, hun gezondheid of hun zedelijkheid kunnen bedreigen, het gevolg zijn van de ziekte of van de armoede der ouders. Bedoelt de Regering het anders, dan dient de tekst te worden gewijzigd.

Artikel 31.

Dit artikel is te vaag. Het zegt dat de rechtbank degene die aan opvoedende bijstand wordt onderworpen, tot de kosten kan veroordelen, maar niet welke die kosten zijn. Zijn het de kosten van het geding of van de bijstand ? Door het gebruik van het woord "kunnen" wordt anderzijds aan de rechter een beoordelingsbevoegdheid toegekend. Volgens de memorie van toelichting echter is artikel 31, wat de kosten betreft, een herhaling van de in artikel 10 bepaalde regel krachtens welke, behalve in het geval van artikel 4, 1°, de veroordeling tot de kosten een verplichting is voor de rechtbank. De tekst is dus in tegenspraak met de memorie van toelichting.

Artikel 33.

Deze bepaling, in verband met de rechtspleging, zou moeten worden ingevoegd vóór artikel 32 dat over het hoger beroep handelt.

Artikel 34.

Uit dit artikel blijkt, dat de opvoedende bijstand door de administratie wordt uitgeoefend en dat de provinciale

rechtbank van de toestand op de hoogte wordt gehouden. De rechtbank kan evenwel later moeten optreden om een van de in artikel 5 bepaalde maatregelen toe te passen.

In het derde lid lese men "de aan de opvoedende bijstand onderworpen personen" in plaats van "de personen onder opvoedende bijstand".

Artikel 37.

Zoals in de algemene opmerking nr III is gezegd, ziet het ontwerp af van de door de wet van 15 mei 1912 voorgeschreven verplichte ontzetting en voert het een stelsel van zuiver facultatieve ontzetting in. Daarom heft het de artikelen 378, tweede lid, en 382, tweede lid, van het Wetboek van Strafrecht op, krachtens welke sommige door de ouders op de persoon van hun kind gepleegde misdrijven de verplichte ontzetting van de ouderlijke macht tot gevolg hebbe

Artikel 4, tweede lid, van de wet van 28 mei 1888 betreffende de bescherming van in ambulante beroepen tewerkgestelde kinderen, bepaalt dat de strafrechtbanken de ontzetting van de ouderlijke macht facultatief kunnen uitspreken. Vermits de ontzetting volgens het ontwerp steeds door de burgerlijke rechtbank moet worden uitgesproken, dient evengenoemde bepaling te worden opgeheven.

Artikel 38.

Dit artikel bepaalt, dat de kamer die inzake ontzettin uitspraak doet, uit drie rechters bestaat. Wegens de wijzigingen die de wet van 25 oktober 1919 in de wet op de rechterlijke inrichting heeft aangebracht, is deze bepaling hier niet op haar plaats, en moet zij logischerwijze in die wet worden ingevoegd.

Bijgevolg voege men, in hoofdstuk V van het ontwerp aan de bepalingen tot wijziging van de bestaande wetten een als volgt luidend artikel toe :

"Het enig artikel, III, van de wet van 25 oktober 1919 gewijzigd bij de wet van 7 augustus 1924, wordt in het tweede lid met de volgende woorden aangevuld :
"3° de vorderingen tot ontzetting van de ouderlijke macht".

Artikel 39.

Dit artikel dat op dit punt aansluit bij de wet van 29 februari 1952 betreffende de epuratie inzake burgertrouw, bepaalt dat de rechtspleging verloopt volgens de regels van de rechtspleging in correctionele zaken.

Deze rechtspleging is blijkbaar gekozen met het doel de betrokkene persoonlijk te doen verschijnen en de kosten te drukken.

Om daartoe te komen, moet niet noodzakelijk de rechtspleging in correctionele zaken worden toegepast. Het kan ook aan de hand van de regels betreffende de rechtspleging in burgerlijke zaken. Het ware voldoende te eisen dat de partijen in persoon verschijnen zonder zich door een pleitbezorger te laten vertegenwoordigen, terwijl voor de eventuele onderzoeken artikel 294 bis van het Wetboek van burgerlijke rechtsvordering zou worden toegepast.

Artikel 41.

De tekst van dit artikel zou moeten worden omgewerkt aan de hand van de algemene opmerkingen II en III.

./.

Artikel 43.

Het staat het openbaar ministerie niet vrij maar het is zijn plicht, de zaak bij de rechtbank aan te brengen zodra het de ontzetting niet langer verantwoord acht. Bijgevolg dienen in het eerste lid de woorden "kan het ... aanbrengen" te worden vervangen door "brengt het ... aan".

Artikel 44.

Dit artikel heeft het over het "strafregister". Het strafregister is door de administratie ingevoerd; de wet kent het niet. Daarom ware het beter voor de twee leden van § 1 te steunen op de bewoordingen van artikel 24 van de wet van 1912.

Artikelen 47 tot 51.

Deze artikelen handelen over de straffen die aan volwassenen kunnen worden opgelegd wegens misdrijven gepleegd door minderjarigen van minder dan zestien jaar. Zij komen vrijwel letterlijk uit de wet van 15 mei 1912 (artikelen 44, 45, 46, 62 en 63); ook de daar bepaalde leeftijd is niet gewijzigd. Deze artikelen vinden dus geen toepassing wanneer de betrokken minderjarigen op het tijdstip der feiten van zestien tot achttien jaar oud zijn.

De "politiestraffen" waarvan in de artikelen 47 en 48 sprake is, vermelde men met name, zoals in artikel 49.

In verband met artikel 50 moge worden opgemerkt dat een koninklijk besluit van 28 februari 1919 de wet van 13 december 1889 met de wetten van 10 augustus 1911 en 26 mei 1914 heeft gecoördineerd. Men vermelde dit in het ontwerp.

./.

HOOFDSTUK V.

Dit hoofdstuk bevat drie soorten van bepalingen : die welke bestaande wetten wijzigen (artikelen 52, 59 en 60 andere die overgangsbepalingen zijn (artikelen 53 tot 58) en ten slotte een opheffingsbepaling (artikel 61).

Het verdient aanbeveling die bepalingen in logische volgorde te rangschikken : eerst de bepalingen tot wijzigin van de bestaande wetten, daarna de opheffingsbepaling en te slotte de overgangsbepalingen die het gevolg zijn van de wi ziging in de wetgeving en die de overgang van de oude naar nieuwe regeling mogelijk maken.

Artikel 52.

Dit artikel zou duidelijker zijn als volgt :

"Artikel 52.-

In de wet van 18 juni 1869 op de rechterlijke inrich ting worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° ....

2° .....",

en zo verder, een apart nummer voor elke wijziging.

Inplaats van aan artikel 136 van de wet van 18 juni 1869 een lid toe te voegen, zou het ontwerp het artikel zel als volgt moeten wijzigen :

" 1° Artikel 136 wordt door de volgende bepaling vervangen "Er zijn militaire rechtbanken, werkrechtersraden en provinciale rechtbanken voor minderjarigen, waarvan de inrichting en de bevoegdheden door bijzonder wetten worden geregeld.'

2° In artikel 224 wordt vóór de rubriek "Krijgsraad" de v gende tekst ingevoegd :

".....".

./.

De bepalingen die dienen om te doen uitkomen dat de ambtenaar van het openbaar ministerie en de griffier hun huidige wedde onveranderd behouden, zijn overbodig. Met een verklaring in de memorie van toelichting kan worden volstaan.

Artikelen 54 tot 56.

Deze artikelen bevatten de voornaamste overgangsbepalingen.

Artikel 54 heeft betrekking op de minderjarigen ten opzichte van wie onder de huidige regeling een maatregel is genomen bij toepassing van de artikelen 13 tot 19 en 22 van de wet van 15 mei 1912, of die krachtens artikel 25 van die wet aan de regel van vrijheid onder toezicht zijn onderworpen. Wat hen betreft, wordt de bevoegdheid van de kinderrechter op de provinciale rechtbank overgedragen.

De artikelen 17, 18 en 19 van de wet van 1912 regelen het geval, dat minderjarigen ter beschikking van de Regering worden gesteld. Krachtens die wet kan de rechter de maatregel waarbij hij het kind ter beschikking van de Regering heeft gesteld, te allen tijde wijzigen. Volgens het ontwerp daarentegen heeft de provinciale rechtbank die een minderjarige ter beschikking van de Regering heeft gesteld, de zaak voorgoed uit handen gegeven. Wanneer artikel 54 dus de bevoegdheid van de kinderrechter, wat de door deze genomen maatregele betreft, aan de provinciale rechtbank opdraagt, geeft het de provinciale rechtbank, ten opzichte van de minderjarigen over wie volgens de regelen van de wet van 1912 werd beslist, een ruimere bevoegdheid dan ten opzichte van de minderjarigen op wie de nieuwe wet wordt toegepast. Dit verschil in de bevoegdheid zou uitdrukkelijk uit de tekst moeten blijken.

Krachtens artikel 56 gaan de kinderrechters voort met de behandeling van de zaken die bij de inwerkingtreding van de wet bij hen aanhangig zijn, en blijven zij de wet van 1912 toepassen behoudens een in het derde lid bepaalde afwijking.

Dit is het enige artikel dat iets over het afhandelen van lopende zaken zegt, ofschoon zich tal van moeilijkheden kunnen voordoen waaraan deze bepaling geen oplossing geeft.

In de eerste plaats is daar het geval van de zeventienjarige die vóór de inwerkingtreding van de wet naar de correctionele rechtbank is verwezen. Ofschoon het niet wordt gezegd, mag men, naar analogie met de regel van artikel 56, aannemen dat de zaak, ongeacht de nieuwe wet, bij de correctionele rechtbank aanhangig blijft.

A contrario kan uit die regel worden afgeleid dat het dossier voor feiten die van vóór de inwerkingtreding der wet dagtekenen en die nog bij geen enkel gerecht aanhangig zijn, door de provinciale rechtbank volgens de nieuwe wet zal worden behandeld. Naar de gemachtigde ambtenaar verklaarde, bedoelt de Regering het inderdaad zo.

Om alle betwistingen te vermijden, ware het raadzaam die bedoeling duidelijk in de overgangsbepalingen tot uiting te brengen.

Daarom zouden de artikelen 54 tot 56 van het ontwerp beter door de volgende bepalingen kunnen worden vervangen :

" Artikel 54.

Deze wet wordt door de gerechten die zij instelt, toegepast op de feiten en toestanden die van vóór de datum van haar inwerkingtreding dagtekenen, indien zij niet aanhangig zijn gemaakt bij de gerechten die vóór die inwerkingtreding bevoegd waren.

Artikel 55.

De gedingen die bij het inwerkingtreden van deze wet aanhangig zijn en betrekking hebben op feiten waarop zij toepassing vindt, worden vervolgd voor de gerechten die tot kennisneming bevoegd waren op het tijdstip waarop de zaak bij hen aanhangig werd gemaakt, en blijven onder de toepassing vallen van de toen geldende wet.

De aldus betrokken gerechten blijven bevoegd om over de burgerlijke belangen uitspraak te doen, ook al is nog geen burgerlijke partij gesteld.

In afwijking echter van de artikelen 13 en 14 van de wet van 15 mei 1912 zijn de kinderrechter en de kinderrechter in beroep er toe gemachtigd, zodra deze wet is bekendgemaakt, een berisping uit te spreken, zelfs indien vaststaat dat de minderjarige zich gewoonlijk aan bedelarij of landloperij overlevert of indien de minderjarige, door zijn wangedrag of onbuigzaamheid, ernstige reden tot ongenoegen geeft aan zijn ouders, aan zijn voogden of aan de personen onder wier hoede hij werd geplaatst.

Artikel 56.

Deze wet wordt door de gerechten die zij instelt toegepast op de krachtens de wet van 15 mei 1912 genomen definitieve beslissingen.

In afwijking van deze regel kan een maatregel, waarbij een minderjarige krachtens de wet van 15 mei 1912 ter beschikking van de Regering is gesteld, door de provincial rechtbank worden gewijzigd".

Het voordeel van deze teksten is, dat zij met de verschillende gevallen die zich kunnen voordoen rekening houden en er een oplossing aan geven.

De uitdrukking "gedingen die aanhangig zijn" slaat op alle zaken die in behandeling zijn vanaf het ogenblik waarop de rechter in eerste instantie er kennis van neemt totdat ee definitieve beslissing is genomen, eventueel na cassatie.

Artikel 59.

Dit artikel brengt in de wet tot regeling van het lager onderwijs de door het ontwerp noodzakelijk geworden wijzigingen aan.

Daar de organieke wet bij koninklijk besluit van 25 oktober 1921 is gecoördineerd, moeten onder verwijzing naar die gecoördineerde wet de wijzigingen worden aangebrac

Bovendien zouden ze in de volgorde van de artikelen van bedoeld besluit moeten worden vermeld.

Ten slotte zouden ook moeten worden gewijzigd : artikel 6, eerste lid, van het coördinatiebesluit (artikel derde lid, van de wet van 18 oktober 1921) waarin "de kinde rechter van het arrondissement" wordt vermeld, artikel 10, tweede lid, van hetzelfde besluit (artikel 4 van de wet va 18 oktober 1921) dat betrekking heeft op de "procureur des Konings", en artikel 11 bis, zesde lid, waarin beide magistraten worden vermeld.

Met inachtneming van deze wijzigingen kan artikel 59 als volgt worden gelezen :

" Artikel 59.

De wetten tot regeling van het lager onderwijs, gecoördineerd op 25 oktober 1921, worden als volgt gewijzigd

1° in artikel 5, tweede lid, wordt het woord "kinderrecht vervangen door de woorden "provinciale rechtbank voor minderjarigen";

2° in artikel 6, eerste lid, van dezelfde gecoördineerde wetten worden de woorden "kinderrechter van het arrondissement" vervangen door de woorden "provinciale rech bank voor minderjarigen";

3° in artikel 9, derde lid, van dezelfde gecoördineerde wetten worden de woorden "de procureur des Konings bij de rechtbank van eerste aanleg van het rechterlijk arr dissement" vervangen door de woorden "het openbaar min terie bij de provinciale rechtbank voor minderjarigen"

4° in artikel 10, tweede lid, van dezelfde gecoördineerde wetten worden de woorden "de procureur des Konings" ve vangen door de woorden "het openbaar ministerie bij de provinciale rechtbank voor minderjarigen;

5° artikel 10, vierde lid, van dezelfde gecoördineerde wetten wordt door de volgende bepaling vervangen :

"Zo er bij die kinderen zijn welke in geen enkele school zijn ingeschreven, maken zij een proces-verbaa op van hun bevindingen en sturen het onmiddellijk aan het openbaar ministerie bij de provinciale rechtbank voor minderjarigen, dat desnoods de zaak aanhangig maakt bij de provinciale rechtbank voor minderjarigen met opdracht in te grijpen";

6° artikel 11, eerste lid, eerste volzin, van dezelfde ge coördineerde wetten wordt door de volgende bepaling vervangen :

"Het nalatig gezinshoofd, aangeklaagd op grond van de artikelen 9 en 10, wordt, op vordering van het openba ministerie bij de provinciale rechtbank voor minderja rigen, die daarbij geleid wordt door het belang van de minderjarige, gedaagd om hetzij vóór bedoelde rechtba hetzij vóór de vrederechter te verschijnen, in dit laatste geval, door tussenkomst van de ambtenaar van het openbaar ministerie bij de politierechtbank";

7° in artikel 11, zevende en achtste lid, van dezelfde gecoördineerde wetten worden de woorden "de procureur des Konings", "kinderrechter", "hem, "hij" en "wet van 15 mei 1912" onderscheidenlijk vervangen door "het oper baar ministerie bij de provinciale rechtbank voor min derjarigen", "provinciale rechtbank voor minderjarigen" "haar", "zij" en "wet op de bescherming van de minder jarigen";

8° artikel 11 bis, zesde lid, van dezelfde gecoördineerde wetten, gewijzigd bij de wet van 15 mei 1929, wordt door de volgende bepaling vervangen :

"Het gezinshoofd zonder vaste verblijfplaats, dat in gebreke blijft zijn verplichtingen na te komen, wordt aangeklaagd bij het openbaar ministerie bij de provinciale rechtbank voor minderjarigen van de provincie

./.

waarin hij geacht wordt gedomicilieerd te zijn, of, bij gebrek aan bekend domicilie, te verblijven. Hij zal vóór de provinciale rechtbank voor minderjarigen worden gedagvaard".

Artikel 61.

In artikel 61, 1°, is de opsomming van de teksten die de wet van 15 mei 1912 hebben gewijzigd, onvolledig. Bij die opsomming moeten worden gevoegd :

1° het koninklijk besluit van 14 augustus 1933 betreffende zeke wettelijke uitgaven, waarvan het enig artikel, 25°, artikel 65 van de wet van 15 mei 1912 heeft opgeheven;

2° het koninklijk besluit nr 301 van 30 maart 1936 tot wijziging van de termijnen inzake rechtspleging en van de wet var 28 juni 1889 betreffende de in strafzaken en in fiscale zaken aan niet in België gedomicilieerde personen te betekener exploten, waarvan artikel 3 o.m. artikel 9, tweede lid, van de wet van 15 mei 1912 wijzigt;

3° de wet van 21 augustus 1948 tot afschaffing van de officiële reglementering van de prostitutie, waarvan artikel 7, § 1, artikel 1, 1°, van de wet van 15 mei 1912 wijzigt;

4° de wet van 29 december 1955 waarbij voorlopige kredieten komende in mindering van de begrotingen voor het dienstjaar 1956 geopend worden en houdende verschuiving van de afsluiting der verrichtingen tot vestiging van de directe belastingen voor het dienstjaar 1955, waarvan artikel 6 afwijkt van de artikelen 10 en 41 van de wet van 15 mei 1912.

Wat deze bepaling betreft, kan men van mening zijn dat zij, vermits zij in een begrotingswet is ingevoegd, voor ten hoogste een jaar geldt, maar er moge worden op gewezen dat in de begrotingswetten tal van blijvende bepalingen zijn opgenomer

Artikel 61, 2°, leze men als volgt : "2° de artikelen 378, tweede lid, en 382, tweede lid, van het Wetboek van Strafrecht ".

Overeenkomstig de bij artikel 37 gemaakte opmerking zou bovendien aan dit artikel een 3° moeten worden toegevoegd ter opheffing van artikel 4, tweede lid, van de wet van 28 mei 1888.

La chambre était composée de — De kamer was samengesteld uit

Messieurs : de Heren :	F. LEPAGE,	conseiller d'Etat, raadsheer van State,	président, voorzitter,
	G. HOLOYE,	conseillers d'Etat, raadsheren van State,	
	G. VAN BUNNEN,		
	A. BERNARD,	assesseurs de la section de législation,	
	Ch. VAN REEPINGHEN,	bijzitters van de afdeling wetgeving,	
Madame : Mevrouw :	J. DE KOSTER,	greffier adjoint, adjunct-griffier,	greffier. griffier.

La concordance entre la version française et la version néerlandaise a été vérifiée sous le contrôle de M. F. LEPAGE.

Le rapport a été présenté par M. E. JOACHIM, auditeur général.

De overeenstemming tussen de Franse en de Nederlandse tekst werd nagezien onder toezicht van de H. F. LEPAGE.

Het verslag werd uitgebracht door de H. E. JOACHIM, auditeur generaal.

LE GREFFIER - DE GRIFFIER,

(s) J. DE KOSTER.

LE PRESIDENT - DE VOORZITTER,

(s) F. LEPAGE.